

# EUROBAROMETRE SPECIAL 351

## Justice Civile

## RAPPORT

Terrain : Juin 2010

Publication : Octobre 2010

Sondage commandité par la Direction générale Justice (DG JUST) et coordonné par la Direction générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »).

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

# **Eurobaromètre Spécial 351**

## **JUSTICE CIVILE**

Réalisé par TNS Opinion & Social à la demande de la  
Direction Générale Justice

Etude coordonnée par la Direction Générale  
Communication

TNS Opinion & Social  
Avenue Herrmann Debroux, 40  
1160 Bruxelles  
Belgique

## **Sommaire**

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>7</b>
<b>1 LE RÔLE DE L'UE DANS LES QUESTIONS DE JUSTICE TRANSFRONTALIERE..</b>	<b>9</b>
<b>1.1 Soutien des mesures additionnelles pour faciliter l'accès dans d'autres Etats membres.....</b>	<b>9</b>
<b>1.2 Le rôle de l'UE dans l'exécution des décisions.....</b>	<b>19</b>
<b>2. L'EXPERIENCE PERSONNELLE EN MATIERE DE JUSTICE CIVILE DANS D'AUTRES PAYS.....</b>	<b>22</b>
<b>2.1 L'expérience personnelle en matière de justice à l'étranger .....</b>	<b>22</b>
<b>2.2 Les questions à la base de l'action en justice à l'étranger.....</b>	<b>30</b>
<b>2.3 La couverture géographique en termes d'expérience en-dehors de l'UE31</b>	
<b>3. LES DIFFICULTES PERÇUES DANS DES AFFAIRES TRANSFRONTALIERES ..</b>	<b>33</b>
<b>3.1 Entamer une action en justice.....</b>	<b>33</b>
<b>3.2 Exécution des décisions .....</b>	<b>38</b>
<b>3.3 L'effet éventuellement décourageant de l' « exequatur ».....</b>	<b>44</b>
<b>4. LES PROCEDURES EUROPEENNES.....</b>	<b>48</b>
<b>4.1 La connaissance et le recours aux procédures européennes .....</b>	<b>48</b>
<b>4.2: Les sources d'information relatives aux procédures européennes .....</b>	<b>53</b>
<b>5. LE DROIT DE LA FAMILLE DANS UN CADRE TRANSFRONTALIER .....</b>	<b>56</b>
<b>5.1 La nécessité d'initiatives dans le droit de la famille dans un cadre transfrontalier .....</b>	<b>56</b>
<b>5.2 L'application dans l'UE d'un accord sur la répartition des biens d'un couple en instance de divorce .....</b>	<b>64</b>

<b>6. LES DOCUMENTS D'ETAT CIVIL DANS L'UE.....</b>	<b>66</b>
<b>6.1 La présentation de certificats aux autorités dans un cadre transfrontalier .....</b>	<b>66</b>
6.1.1 L'expérience personnelle.....	66
6.1.2 Les formalités effectuées .....	70
<b>6.2 Soutien des mesures additionnelles .....</b>	<b>71</b>
<b>6.3 Reconnaissance des certificats d'état civil.....</b>	<b>75</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>79</b>

## **ANNEXES**

**Spécifications techniques**

**Questionnaire**

**Tableaux**

## INTRODUCTION

De plus en plus d'Européens travaillent, étudient ou vivent dans un Etat membre autre que leur pays d'origine. Par conséquent, les probabilités d'implication des citoyens dans la justice civile d'un autre Etat membre sont plus importantes.

L'Union européenne doit donc développer un espace judiciaire européen fondé sur la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et de la confiance mutuelle entre les autorités judiciaires des différents pays de l'UE. Dans un véritable espace judiciaire européen, les citoyens devraient pouvoir affirmer leurs droits dans n'importe quel pays de l'Union.

Dans ce contexte, la DG Justice a commandé cette étude d'Eurobaromètre pour mieux comprendre l'expérience personnelle, la connaissance et les attitudes des Européens face aux affaires transfrontalières dans le domaine de la justice civile au sein de l'Union européenne.

Cette étude a été réalisée entre le 9 et le 30 juin 2010. Elle fait suite à la première étude menée entre le 9 novembre et le 14 décembre 2007<sup>1</sup>, publiée en avril 2008.

Le questionnaire utilisé dans le cadre de cette étude a été développé et mis à jour depuis la dernière étude afin de refléter les objectifs actuels de l'étude ; ainsi, de nouvelles questions ont été ajoutées et d'autres ont été modifiées par rapport à l'étude précédente. Néanmoins, nous avons établi, dans la mesure du possible, des comparaisons avec la dernière étude menée entre novembre et décembre 2007.

Les principaux thèmes traités dans la présente étude sont :

- Le rôle de l'UE dans les affaires transfrontalières en matière de justice civile
- L'expérience des citoyens de l'UE en matière de justice civile dans d'autres Etats membres et pays non-membres de l'UE
- Les difficultés perçues par les citoyens de l'UE en matière de justice civile dans un cadre transfrontalier
- La connaissance et l'expérience des procédures judiciaires transfrontalières de l'UE
- Le rôle de l'UE dans le droit de la famille dans un cadre transfrontalier

---

<sup>1</sup> Eurobaromètre Spécial n° 292, EB68.2, Civil Justice in the European Union La justice civile dans l'Union européenne,  
[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_292\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_292_en.pdf)

- Les cas des citoyens de l'UE qui présentent des documents d'état civil et leurs perceptions par rapport à plusieurs mesures de reconnaissance de documents proposées

Dans ce rapport, nous analyserons les résultats à deux niveaux : la moyenne des 27 Etats membres (UE27) et par pays. L'analyse sociodémographique, le cas échéant, se concentrera principalement sur le sexe, l'âge, la profession, les difficultés à payer les factures et le groupe social (auto-positionnement sur l'échelle sociale).

Cette étude a été réalisée par le réseau TNS Opinion & Social. Les interviews ont été effectuées auprès d'un échantillon de 26.691 citoyens de l'UE dans les 27 Etats membres de l'Union européenne. La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »)<sup>2</sup>. Une note technique relative aux interviews réalisées est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance<sup>3</sup>.

\*\*\*\*\*

*Le site Web d'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :*

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Union européenne qui ont pris le temps de participer à cette étude.*

*Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.*

---

<sup>2</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

<sup>3</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où le répondant a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Dans le présent rapport, les pays sont représentés par leurs abréviations officielles qui sont :

#### ABREVIATIONS

UE27	Union Européenne – 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Les Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni

## RESUME

Les principaux résultats de cette étude sont :

### **Le rôle de l'UE dans les questions de justice transfrontalière**

- ◆ Plus de la moitié des Européens (56%) pensent que l'accès à la justice civile dans un autre Etat membre est « difficile », contre seulement 14% qui considèrent que cet accès est « facile ». La proportion de ceux qui pensent que c'est « facile » a diminué depuis novembre - décembre 2007 (- 3 points de pourcentage) tandis que la proportion de ceux qui le considèrent « difficile » est restée presque identique (+1 point de pourcentage).
- ◆ Près de trois quarts des Européens estiment que des mesures additionnelles devraient être prises pour améliorer l'accès à la justice civile dans d'autres Etats membres. La majorité (52%) pense que ces mesures additionnelles devraient être prises au niveau de l'UE à travers des règles communes.
- ◆ Plus de huit Européens sur dix (84%) pensent qu'il est important que l'UE prenne des mesures additionnelles pour simplifier l'exécution des décisions de justice entre les Etats membres.

### **L'expérience personnelle en matière de justice civile dans d'autres pays**

- ◆ La proportion de répondants ayant fait l'expérience de la justice civile dans un autre pays est relativement faible. 2% ou moins d'Européens ont été impliqués dans des procédures civiles ou commerciales avec une personne ou une entreprise issue d'un autre Etat membre ou d'un pays non-membre de l'Union européenne.  
Néanmoins, un Européen sur dix (9%) s'attend à l'avenir à être impliqué dans des procédures judiciaires avec une personne ou une entreprise issue d'un autre Etat membre et 8% pensent qu'ils le seront avec un pays non-membre de l'UE.

### **Les difficultés perçues dans des affaires transfrontalières**

- ◆ Les principales préoccupations des Européens en entamant une action en justice dans un autre Etat membre, résident dans la méconnaissance des lois applicables (42%) ou des procédures adéquates (38%). Le coût probable (33%) et les barrières linguistiques (30%) sont cités respectivement en troisième et quatrième position des préoccupations.
- ◆ Les principales préoccupations des Européens lors de l'exécution des décisions dans un autre Etat membre, consistent à identifier les autorités susceptibles d'exécuter la décision (48%) ainsi que les éventuels problèmes linguistiques (40%). Le coût probable (d'exécution de la décision) était à nouveau cité en troisième position des préoccupations des Européens (35%).
- ◆ Une fois que les Européens ont été informés de la nécessité d'obtenir une déclaration spéciale d'exécution (« exequatur »), six sur dix (59%) se sont

sentis découragés d'entamer une action en justice et de faire exécuter des décisions de justice dans un autre pays. Seuls 27% ont estimé que cela ne les découragerait pas d'entamer une action en justice.

### **La connaissance et le recours à des procédures européennes**

- ◆ La connaissance des trois procédures européennes transfrontalières est relativement faible : la connaissance de l'aide juridique transfrontalière (12%) est plus fréquente que la procédure de recouvrement de petites sommes (8%) ou de l'injonction européenne de payer (6%). L'expérience personnelle de ces procédures est marginale.

### **Le droit transfrontalier de la famille**

- ◆ La majorité des Européens (deux-tiers) a le sentiment que l'UE devrait prendre des initiatives en matière de droit de la famille dans un cadre transfrontalier.
- ◆ En outre, trois-quarts des Européens considèrent que tout accord en matière de biens dans les couples en instance de divorce, devrait automatiquement être valable dans tous les autres Etats membres.

### **Les documents d'état civil dans l'UE**

- ◆ 7% des Européens ont déjà dû présenter leurs documents d'état civil dans un autre Etat membre, 89% n'ont jamais eu à répondre à cette demande. Néanmoins, la majorité a soutenu l'idée de mesures additionnelles pour améliorer la reconnaissance des documents d'état civil, principalement au niveau de l'UE (58%).
- ◆ La plupart des Européens étaient favorables aux propositions présentées. L'amélioration des dispositifs de traduction des documents d'état civil (89% d'avis favorables) a été un peu plus soutenue en règle générale que la mise en place d'un format standard (86% d'avis favorables) et la reconnaissance automatique (86%).

## 1 LE RÔLE DE L'UE DANS LES QUESTIONS DE JUSTICE TRANSFRONTALIERE

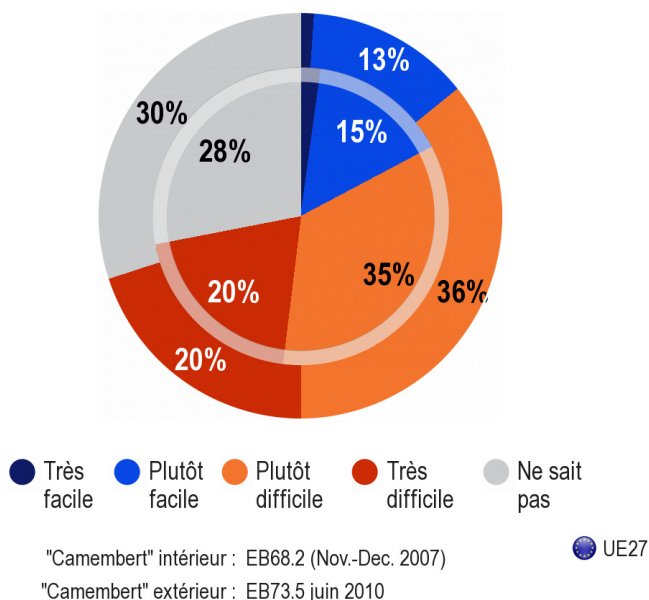
### 1.1 Soutien des mesures additionnelles pour faciliter l'accès dans d'autres Etats membres

#### - Une vaste majorité d'Européens estiment que l'accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'UE est difficile -

Plus de la moitié (56%) des citoyens de l'UE considèrent qu'il est « très » ou « plutôt » difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'UE<sup>4</sup> (+1 point de pourcentage par rapport aux 55% de la précédente étude, EB68.2, de novembre-décembre 2007<sup>5</sup>). Seuls environ 14% estiment qu'il est « plutôt » ou « très » facile, soit une baisse de 3 points de pourcentage depuis décembre 2007 puisque 17% de répondants avaient exprimé ce sentiment.

Près d'un tiers des répondants ne savent pas s'il est facile ou non d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre en-dehors de son pays d'origine, soit 30% qui ont répondu « ne sait pas ». Ceci représente une très faible augmentation de 2 points depuis décembre 2007.

QC2. A votre avis, est-il facile ou difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?



<sup>4</sup> QC2 A votre avis, est-il facile ou difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?

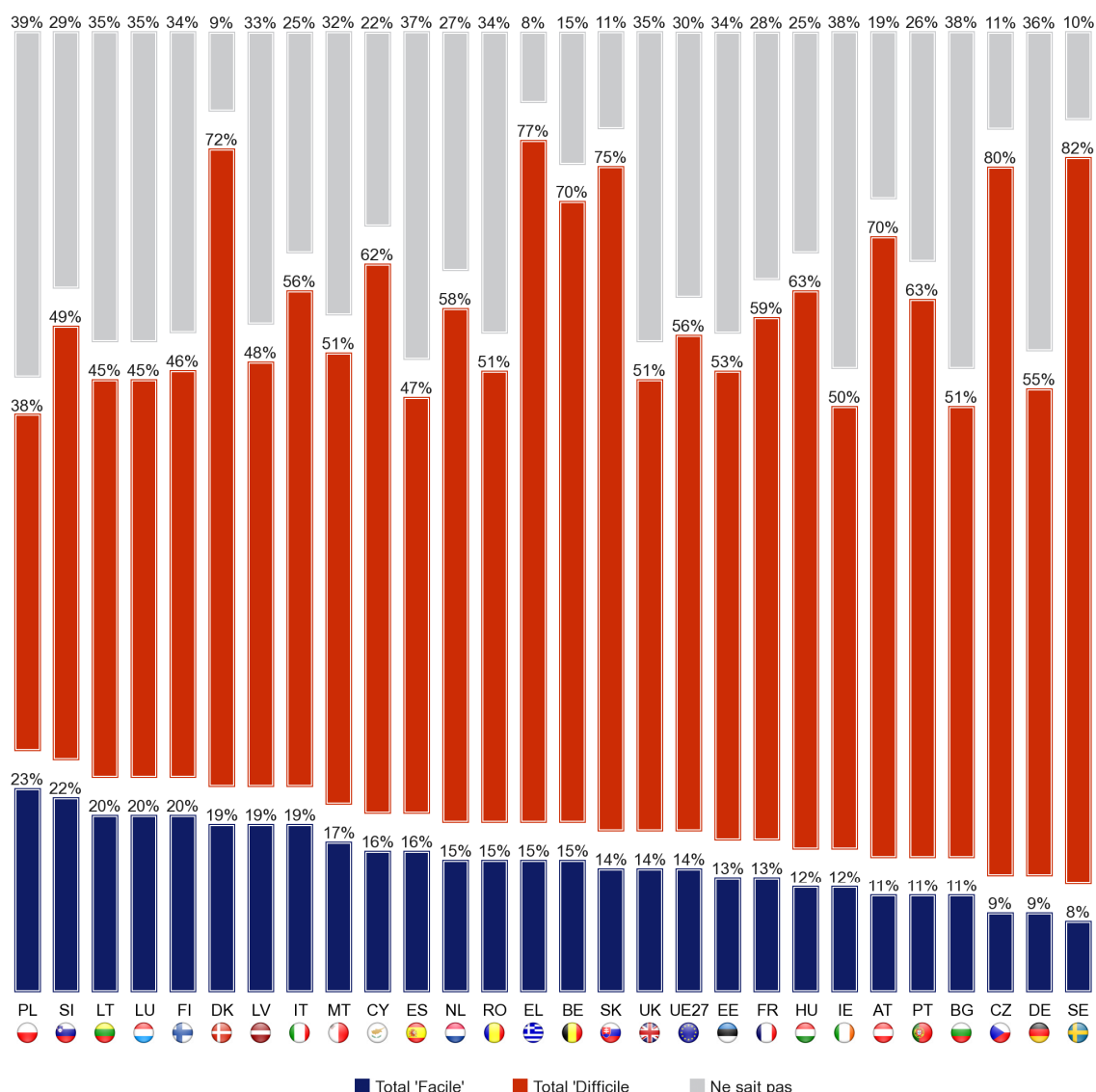
<sup>5</sup> Pour simplifier la formulation, nous utiliserons Décembre 2007 pour indiquer l'étude de 2007 (EB68.2)

Les répondants qui sont les plus convaincus qu'il est « difficile » d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat, sont en Suède, en République tchèque, en Grèce et en Slovaquie. Au moins trois quarts des répondants dans chacun de ces pays, estiment que l'accès est difficile (respectivement 82%, 80%, 77% et 75%). En outre, sept répondants sur dix au Danemark (72%), en Belgique (70%) et en Autriche (70%) pensent également que l'accès à la justice dans un autre Etat membre est « difficile ».

Les répondants qui sont les plus convaincus du caractère « facile » de l'accès à la justice dans un autre Etat membre, se trouvent en Pologne et en Slovénie (respectivement 23% et 22%). Les répondants en Pologne et en Slovénie enregistrent également un nombre relativement élevé de réponses « ne sait pas », à savoir respectivement 39% et 29%. En outre, près d'un répondant sur cinq en Lituanie, au Luxembourg, en Finlande, en Lettonie, en Italie et au Danemark, pensent également que l'accès à la justice dans un autre Etat membre est « facile ».

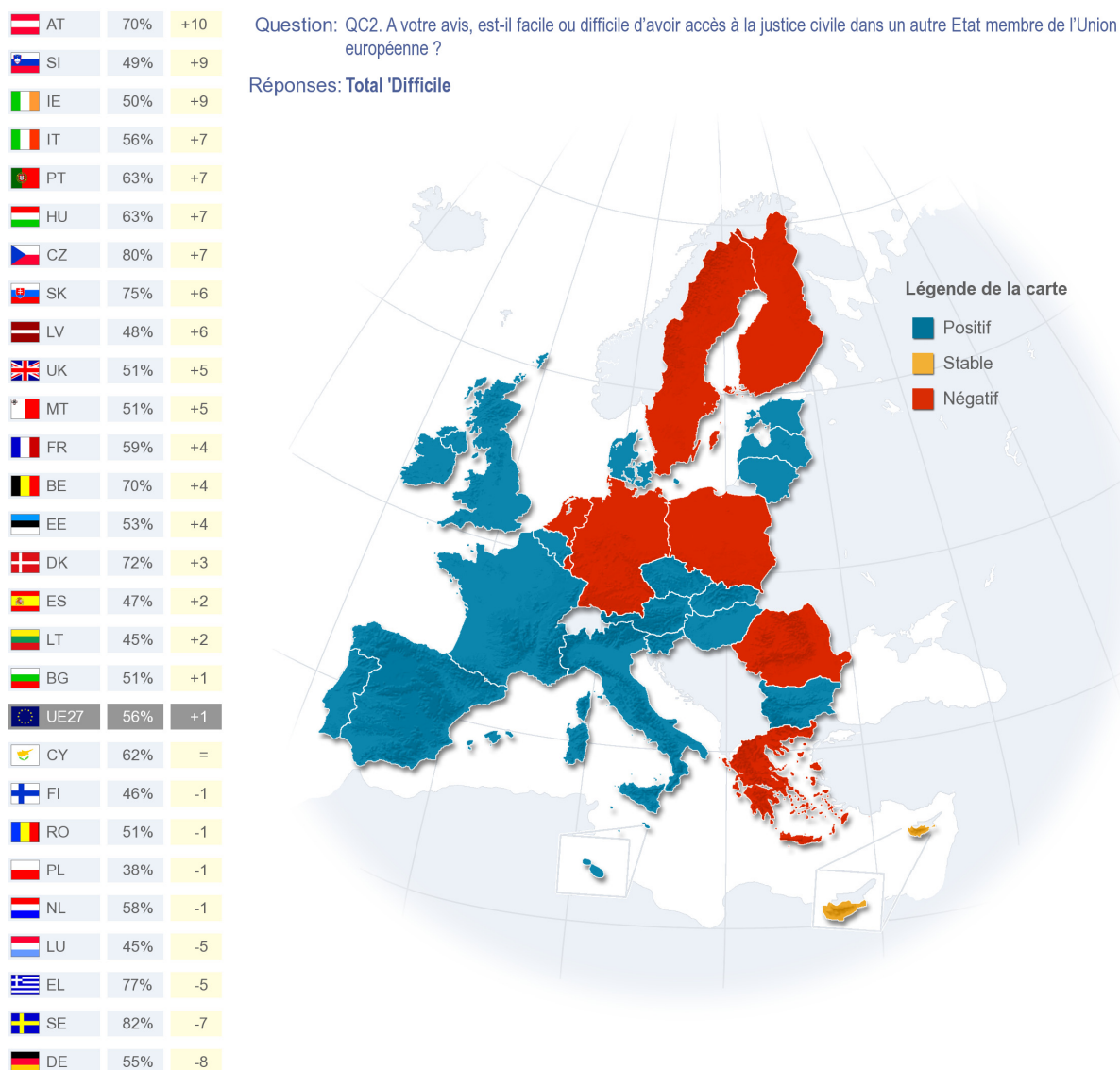
En dépit de ces différences, dans tous les Etats membres, la proportion de répondants qui estiment que l'accès à la justice civile dans un autre pays de l'UE est difficile, est supérieure au nombre de répondants qui le jugent facile.

QC2. A votre avis, est-il facile ou difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?



Comme nous l'avons observé précédemment, la proportion de citoyens européens qui ont le sentiment qu'il est « difficile » d'obtenir justice dans un autre Etat membre, est restée quasiment stable depuis décembre 2007 (+1 point). Pourtant, des changements significatifs ont été enregistrés dans les Etats membres.

L'Autriche (+10), la Slovénie (+9) et l'Irlande (+9) enregistrent les augmentations les plus importantes du nombre de répondants qui considèrent qu'il est « difficile » d'avoir accès à la justice dans d'autres Etats membres. L'inverse est également vrai en Allemagne et en Suède, qui enregistrent, depuis décembre 2007, des baisses respectivement de huit et de sept points dans la proportion de personnes qui pensent que cela est « difficile ».



Nous constatons peu de différences en termes de profil sociodémographique des répondants : **dans toutes les catégories, une vaste majorité considère qu'il est difficile d'avoir accès à la justice civile dans d'autres Etats membres.** Cependant, il convient de noter que dans certaines catégories, la proportion de répondants qui pensent qu'il est « facile » d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre, est supérieure à la moyenne ; ces catégories comptent notamment :

- Les hommes, un peu plus que les femmes
- Les personnes de moins de 40 ans
- Les personnes instruites (ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus)
- Les étudiants, les cadres ou les autres employés
- Les groupes de niveau social plus élevé (qui se placent eux-mêmes sur une échelle sociale élevée, notée de 7 à 10)

De même, ceux qui pensent que l'accès à la justice civile est « facile » sont :

- Ceux qui ont déjà été impliqués ou qui sont susceptibles de l'être à l'avenir dans des procédures judiciaires dans un autre Etat membre
- Ceux qui connaissent une ou plusieurs procédures transfrontalières au sein de l'UE<sup>6</sup>

Inversement, ceux qui pensent qu'il est « difficile » d'obtenir justice dans un autre Etat membre, sont plus souvent les répondants pour qui il est « difficile » de payer leurs factures « la plupart du temps ».

Nous constatons des pourcentages élevés de réponses « ne sait pas » parmi les catégories suivantes :





- Les personnes âgées (55 ans et plus)
- Les personnes peu instruites (ayant terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins)
- Les personnes au foyer et les retraités
- Les groupes sociaux inférieurs (1-4)

Ce profil sociodémographique de répondants qui « ne savent pas » est typique dans l'ensemble de l'étude.

---

<sup>6</sup> En raison du faible nombre de répondants, les résultats des répondants qui connaissent 2 ou 3 procédures doivent être analysés avec prudence.

**QC2 A votre avis, est-il facile ou difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?**

	Total 'Facile'	Total 'Difficile'	Ne sait pas
UE27	14%	56%	30%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	17%	54%	29%
Femme	13%	56%	31%
<b>Age</b>			
 15-24	22%	53%	25%
25-39	18%	55%	27%
40-54	13%	55%	32%
55 +	10%	57%	33%
<b>Age de fin d'études</b>			
15-	8%	57%	35%
 16-19	13%	58%	29%
20+	19%	53%	28%
Toujours étudiant	23%	51%	26%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
Indépendants	15%	56%	29%
Cadres	18%	52%	30%
 Autres employés	18%	56%	26%
Ouvriers	14%	58%	28%
Hommes/ femmes au foyer	12%	54%	34%
Chômeurs	15%	54%	31%
Retraités	9%	57%	34%
Etudiants	23%	51%	26%
<b>Difficultés à payer ses factures</b>			
La plupart du temps	11%	60%	29%
De temps en temps	15%	57%	28%
Pratiquement jamais	15%	54%	31%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	12%	54%	34%
Moyen (5-6)	13%	57%	30%
Haut (7-10)	19%	56%	25%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>			
Passé ou future	24%	55%	21%
Ni passé ni future	13%	56%	31%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>			
Aucun(e)	13%	56%	31%
1 procédure	21%	58%	21%
2 procédures	28%	58%	14%
3 procédures	36%	53%	11%

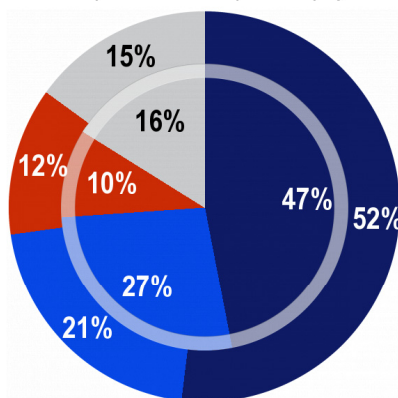
### - Les Européens demandent des mesures additionnelles pour leur permettre d'avoir accès à la justice civile à l'étranger -

Globalement, trois citoyens de l'UE sur quatre sont favorables à des mesures additionnelles pour les aider à accéder à la justice civile dans d'autres Etats membres<sup>7</sup>. Un sur deux pense que des mesures supplémentaires devraient être prises au niveau de l'UE au travers de règles communes (52%). Cette position s'est renforcée depuis décembre 2007, enregistrant une augmentation de cinq points de pourcentage.

Seul un sur cinq (21%) pense aujourd'hui que des mesures additionnelles devraient être prises à travers des accords bilatéraux au niveau national, entre les Etats membres (- 6 points de pourcentage depuis décembre 2007), tandis qu'environ un sur dix (12%) estime qu'aucune mesure additionnelle n'est nécessaire.

15% des citoyens de l'UE ne savent pas si des mesures additionnelles devraient être prises. Par conséquent, bien que certains citoyens ne sachent pas s'il est facile ou difficile d'accéder à la justice civile, ils semblent avoir une opinion sur les types de mesures additionnelles qui devraient être prises pour apporter des améliorations.

QC3. A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ?



- Oui, de préférence au niveau de l'UE, par des règles communes
  - Oui, de préférence à un niveau national, dans le cadre d'accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE
  - Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires
  - Ne sait pas
- "Camembert" intérieur : EB68.2 (Nov.-Dec. 2007)  
 "Camembert" extérieur : EB73.5 juin 2010

UE27

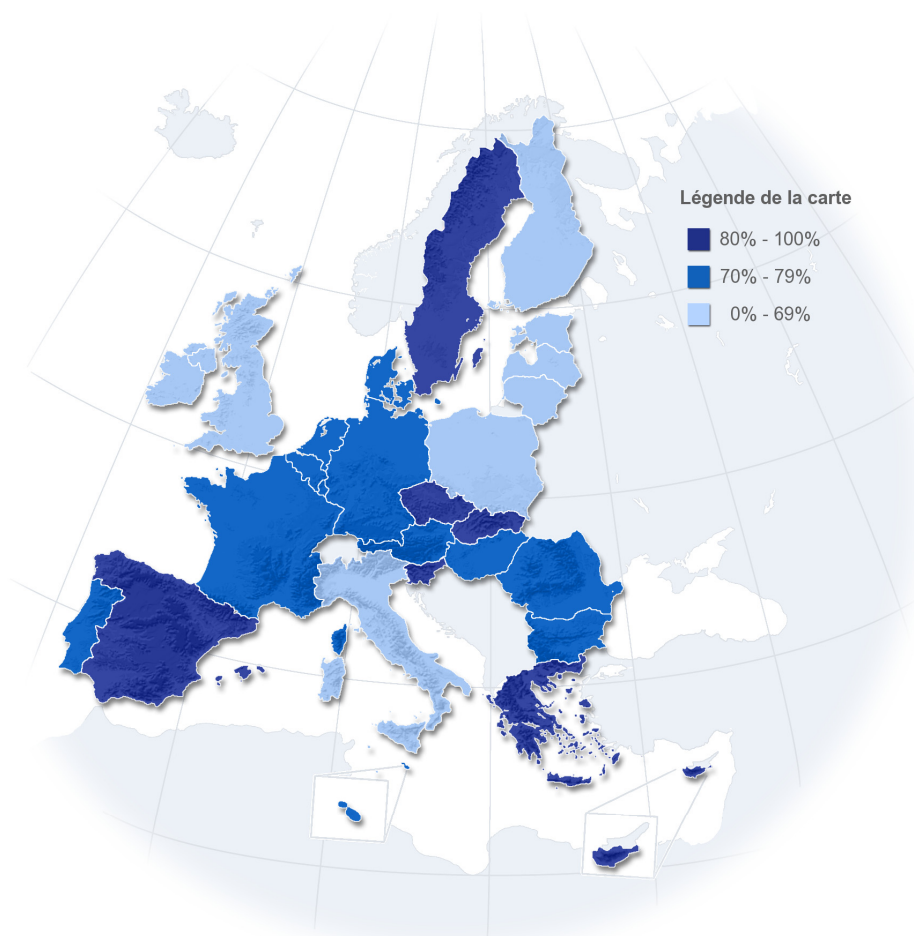
<sup>7</sup> QC3 A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ?

Même si une majorité absolue de répondants, dans tous les pays sondés, expriment le besoin de mesures additionnelles, nous constatons certaines différences entre les pays. Plus de 80% des répondants en Suède, en Slovaquie, à Chypre, en République tchèque, en Espagne, en Grèce et en Slovénie, estiment que des mesures additionnelles devraient être mises en place. Ceux qui éprouvent le moins le besoin de prendre des mesures additionnelles, sont les répondants d'Irlande (61%), de Pologne (62%) et de Lettonie (de 63%).

 SE	85%
 SK	83%
 CY	83%
 CZ	82%
 ES	82%
 EL	82%
 SI	81%
 FR	79%
 BE	79%
 DK	77%
 LU	76%
 DE	76%
 MT	76%
 HU	74%
 BG	74%
 UE27	73%
 RO	73%
 PT	72%
 AT	71%
 NL	70%
 EE	68%
 IT	67%
 FI	66%
 LT	65%
 UK	65%
 LV	63%
 PL	62%
 IE	61%

Question: QC3. A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ?

Réponses: Total 'Oui'







Nous constatons peu de divergences entre les différentes catégories sociodémographiques : dans l'ensemble des catégories, une large majorité de répondants expriment le besoin de mesures additionnelles. Cependant, nous constatons quelques légères différences, particulièrement en terme d'intensité de la demande de mesures additionnelles au niveau de l'UE : les hommes (54%), les plus jeunes répondants (15-24 ans) et ceux qui sont âgés de 40 à 54 ans, les répondants les plus instruits et les ouvriers (55% dans chacune des quatre catégories), sont un peu plus nombreux à favoriser des mesures additionnelles au niveau de l'UE.

Ceux qui estiment qu'il est « difficile » d'accéder à la justice civile dans un autre Etat membre, sont également un peu plus nombreux à penser que des règles communes au niveau de l'UE sont nécessaires, alors que ceux qui pensent que l'accès est « facile », privilégient davantage des accords bilatéraux entre les Etats membres.

Ceux qui ont répondu « ne sait pas » ont tendance à faire partie des plus âgés (55 ans et plus), des moins instruits (ayant terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins), des personnes au foyer et des retraités, de ceux qui ont des difficultés « la plupart du temps » à payer leurs factures et de ceux qui appartiennent à des groupes sociaux inférieurs (1-4).

**QC3 A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ?**

	Oui, de préférence au niveau de l'UE, par des règles communes	Oui, de préférence à un niveau national, dans le cadre d'accords bilatéraux entre les Etats	Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	Ne sait pas
UE27	52%	21%	12%	15%
<b>Sexe du répondant</b>				
 Homme	54%	21%	12%	13%
Femme	50%	21%	12%	17%
<b>Age</b>				
 15-24	55%	21%	10%	14%
25-39	53%	23%	12%	12%
40-54	55%	21%	11%	13%
55 +	48%	19%	13%	20%
<b>Age de fin d'études</b>				
15-	48%	17%	13%	22%
 16-19	53%	21%	12%	14%
20+	55%	25%	9%	11%
Toujours étudiant	53%	20%	11%	16%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>				
 Indépendants	53%	21%	13%	13%
Cadres	54%	24%	11%	11%
Autres employés	54%	26%	9%	11%
Ouvriers	55%	21%	12%	12%
Hommes/ femmes au foyer	51%	16%	12%	21%
Chômeurs	54%	20%	11%	15%
Retraités	47%	19%	13%	21%
Etudiants	53%	20%	11%	16%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>				
Bas (1-4)	50%	22%	9%	19%
Moyen (5-6)	54%	20%	11%	15%
Haut (7-10)	51%	23%	14%	12%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>				
Facile	51%	27%	17%	5%
Difficile	57%	24%	11%	8%

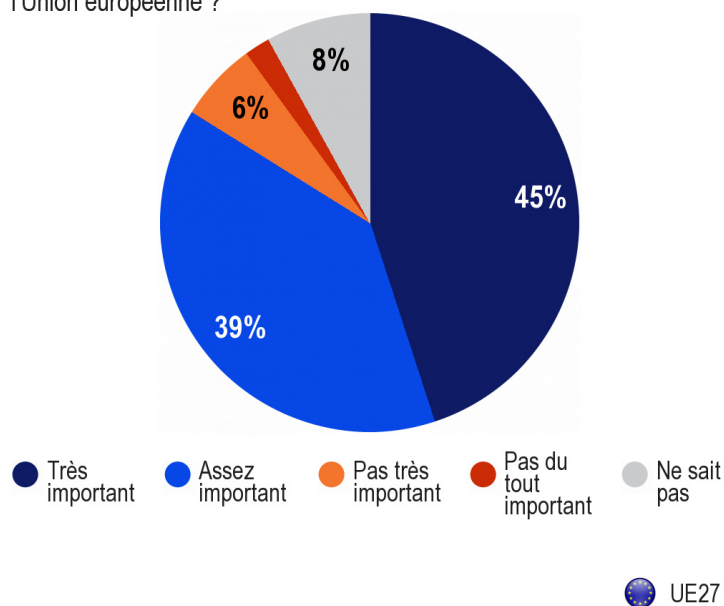
## 1.2 Le rôle de l'UE dans l'exécution des décisions

### - La majorité des Européens souhaitent également que l'UE améliore le système d'exécution des décisions dans les Etats membres -

La majorité des citoyens européens (84%) estiment qu'il est important que l'UE prenne des mesures additionnelles pour simplifier l'exécution des décisions de justice entre les Etats membres<sup>8</sup>.

Parmi les 16% restants, la moitié « ne sait pas » (8%) tandis que seuls les 8% restants considèrent qu'il n'est pas important pour l'UE (« pas très important », 6% ; « pas du tout important », 2%) de prendre des mesures additionnelles pour simplifier les procédures d'exécution dans d'autres Etats membres.

QC9. Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?



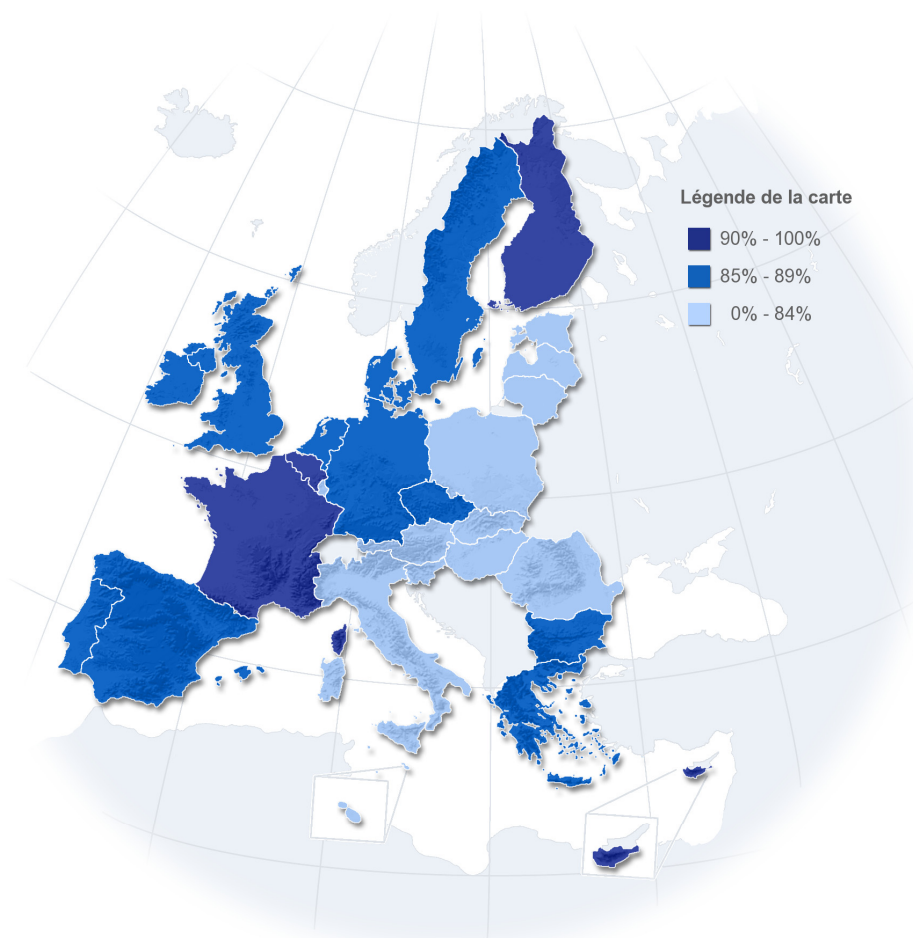
<sup>8</sup> QC9 Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?

Chypre (95%), la Finlande (93%), la France (92%) et la Belgique (90%) ont enregistré la proportion la plus élevée de répondants qui estiment que le rôle de l'UE est important. Les répondants en Estonie (74%) et en Autriche (75%) ont enregistré les résultats les plus faibles, avec trois quarts des répondants qui pensent que le rôle de l'UE est important en la matière.

 CY	95%
 FI	93%
 FR	92%
 BE	90%
 NL	89%
 EL	88%
 PT	87%
 SE	86%
 CZ	86%
 ES	86%
 DK	86%
 BG	86%
 UK	85%
 DE	85%
 IE	85%
 SI	84%
 SK	84%
 MT	84%
 UE27	84%
 HU	84%
 LU	83%
 LV	82%
 IT	78%
 RO	77%
 PL	77%
 LT	77%
 AT	75%
 EE	74%

Question: QC9. Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?

Réponses: Total 'Important'







Ceux qui ont le sentiment que le rôle de l'UE est important représentent une grande proportion (84%) qui comprend tous les groupes démographiques. Néanmoins, nous constatons que certains groupes sociodémographiques sont plus représentés que d'autres :

- Les personnes de moins de 54 ans, particulièrement celles qui sont âgées de 40 à 54 ans
- Les personnes les plus instruites (ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus)
- Les travailleurs indépendants, les cadres, les autres employés et les chômeurs
- Les groupes sociaux supérieurs (5-10)

Ceux qui ne donnent pas leur avis sur l'importance du rôle que l'UE devrait tenir pour simplifier les procédures d'exécution dans les Etats membres tendent à être plus âgés (55 ans et plus), moins diplômés, au foyer ou retraités.

**QC9 Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?**

	Total 'Important'	Total 'Pas important'	Ne sait pas
UE27	84%	8%	8%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	85%	8%	7%
Femme	83%	8%	9%
<b>Age</b>			
 15-24	85%	8%	7%
25-39	86%	8%	6%
40-54	87%	7%	6%
55 +	80%	8%	12%
<b>Age de fin d'études</b>			
15-	79%	8%	13%
 16-19	86%	7%	7%
20+	89%	7%	4%
Toujours étudiant	84%	8%	8%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
Indépendants	87%	7%	6%
Cadres	88%	8%	4%
Autres employés	89%	7%	4%
 Ouvriers	86%	8%	6%
Hommes/ femmes au foyer	80%	8%	12%
Chômeurs	87%	6%	7%
Retraités	80%	8%	12%
Etudiants	84%	8%	8%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	82%	7%	11%
Moyen (5-6)	86%	7%	7%
Haut (7-10)	87%	8%	5%

## 2. L'EXPERIENCE PERSONNELLE EN MATIERE DE JUSTICE CIVILE DANS D'AUTRES PAYS

Ce chapitre va examiner l'expérience personnelle des citoyens en matière de procédures judiciaires en dehors de leur pays. Elle va analyser la proportion de citoyens ayant fait l'expérience de procédures judiciaires dans d'autres Etats membres et pays non-membres de l'UE, ainsi que ceux qui pensent qu'ils risquent d'être impliqués dans de telles procédures à l'avenir. Ce chapitre va également examiner la question des procédures judiciaires et l'espace géographique qui couvre les pays non-membres de l'UE dans lesquels les répondants ont été impliqués.

### 2.1 L'expérience personnelle en matière de justice à l'étranger

***- L'expérience personnelle en matière de justice civile à l'étranger est limitée, à savoir 2% des répondants ont fait cette expérience dans un autre Etat membre et seulement 1% en-dehors de l'UE -***

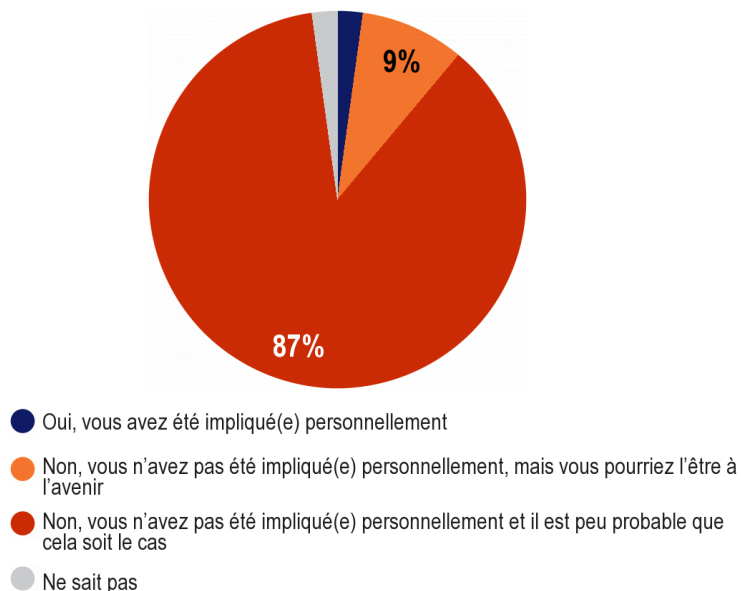
2% des citoyens de l'UE ont déjà été impliqués dans des procédures de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise issue d'un autre Etat membre<sup>9</sup>. Près d'un répondant sur dix (9%) n'a pas été impliqué dans une procédure avec un autre Etat membre mais pense qu'il le sera à l'avenir. La grande majorité des citoyens de l'UE (87%) n'ont pas été impliqués dans de telles procédures et pensent qu'il y a peu de chances qu'ils le soient à l'avenir.

---

<sup>9</sup> QC1.1 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'UE ?

QC1.1. Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?

Une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne



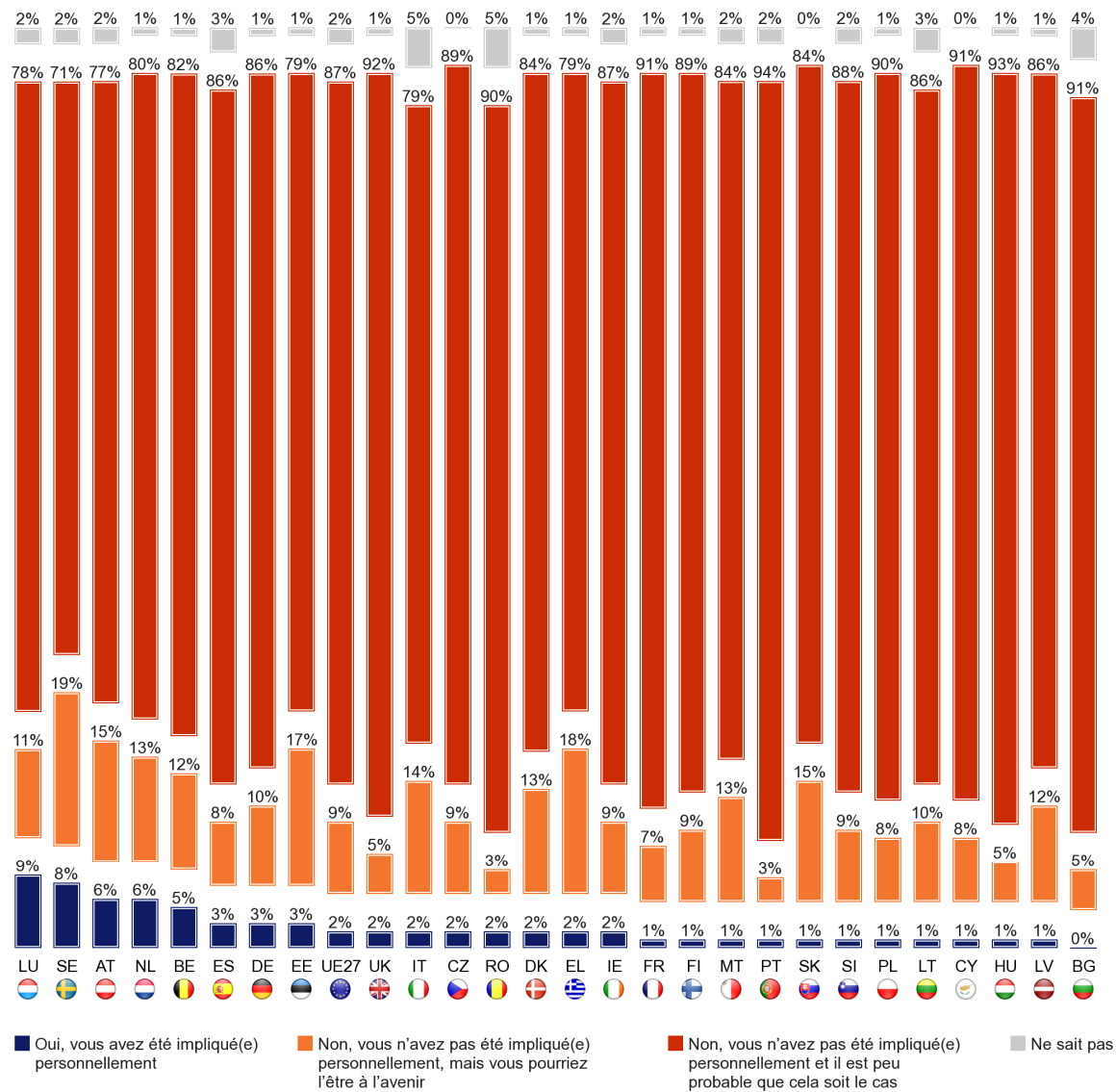
UE27

La plus grande proportion de répondants personnellement impliqués dans une action en justice dans d'autres Etats membres est enregistrée au Luxembourg (9%) et en Suède (8%). La proportion relativement importante de répondants du Luxembourg impliqués dans des procédures judiciaires est probablement due à la petite taille du territoire et au fait qu'il est entouré par d'autres Etats membres, ce qui prédispose ses habitants à s'engager dans des activités avec d'autres Etats membres. La proportion de ceux qui pensent qu'ils risquent d'être impliqués dans des procédures judiciaires dans d'autres Etats membres était également parmi les plus importantes en Suède (19%), en Grèce (18%) et en Estonie (17%).

La proportion la plus élevée (90% ou plus) des répondants qui n'ont pas fait l'expérience de procédures judiciaires avec un autre Etat membre et ne pensent pas y être confrontés à l'avenir a été enregistrée au Portugal, en Hongrie, au Royaume-Uni, en France, en Bulgarie, à Chypre, en Pologne et en Roumanie.

QC1.1. Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?

Une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne



Les répondants qui ont été personnellement impliqués dans des procédures judiciaires dans un autre Etat membre sont plus nombreux parmi les travailleurs indépendants, ceux qui estiment qu'il est « facile » d'accéder à la justice civile dans un autre Etat membre et ceux qui connaissent deux ou trois des procédures transfrontalières de l'UE<sup>10</sup>.





Ceux qui n'ont pas encore été personnellement impliqués mais qui pensent l'être à l'avenir sont plus nombreux parmi les plus jeunes répondants (15-24 ans), les étudiants, les personnes les plus instruites, les travailleurs indépendants, les autres employés et les cadres. En outre, ceux qui ont le sentiment que l'accès à la justice civile dans d'autres Etats membres est « facile », et en particulier, ceux qui connaissent au moins une des procédures transfrontalières de l'UE, sont plus susceptibles de penser qu'ils seront impliqués dans des procédures judiciaires à l'avenir.

Ceux qui ne sont engagés dans aucune procédure judiciaire avec d'autres Etats membres actuellement et qui ne pensent pas l'être à l'avenir sont généralement âgés (55 ans et plus), moins instruits, retraités et ignorent les procédures judiciaires transfrontalières de l'UE.

---

<sup>10</sup> En raison de la faible base de répondants, il convient d'analyser avec prudence les résultats des personnes qui connaissent 2 ou 3 procédures.

**QC1.1 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ? Une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne**

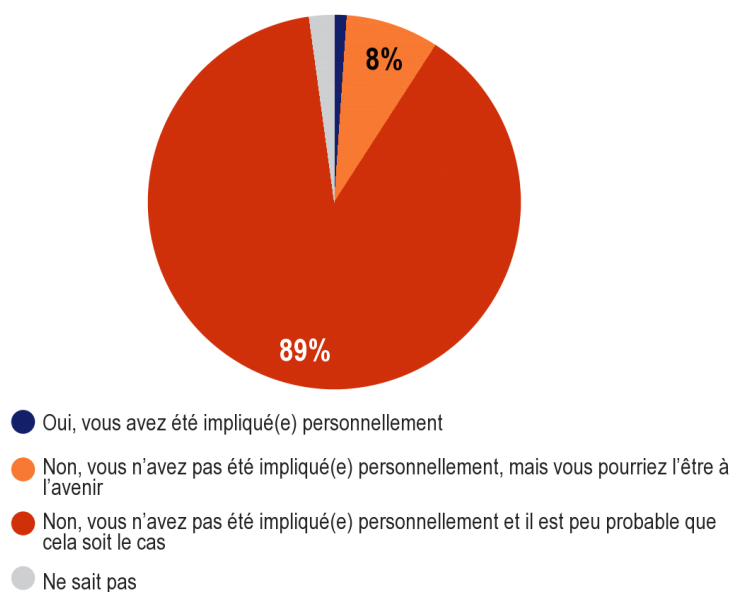
	Oui, vous avez été impliqué(e) personnellement + Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement, mais vous pourriez l'être à l'avenir	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement et il est peu probable que cela soit le cas	Ne sait pas
UE27	11%	87%	2%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	14%	84%	2%
Femme	10%	88%	2%
<b>Age</b>			
 15-24	16%	81%	3%
25-39	15%	84%	1%
40-54	12%	86%	2%
55 +	7%	91%	2%
<b>Age de fin d'études</b>			
 15-	5%	92%	3%
16-19	11%	88%	1%
20+	16%	83%	1%
Toujours étudiant	17%	79%	4%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	19%	80%	1%
Cadres	16%	83%	1%
Autres employés	14%	85%	1%
Ouvriers	11%	87%	2%
Hommes/ femmes au foyer	9%	89%	2%
Chômeurs	12%	86%	2%
Retraités	6%	92%	2%
Etudiants	17%	79%	4%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	19%	79%	2%
Difficile	12%	87%	1%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>			
Aucun(e)	9%	90%	1%
1 procédure	18%	80%	2%
2 procédures	27%	71%	2%
3 procédures	43%	57%	-

Les expériences personnelles des citoyens de l'UE en matière de procédures judiciaires avec une personne ou une entreprise dans un pays non-membre de l'Union européenne, ont les mêmes caractéristiques que leur expérience des procédures judiciaires dans un autre Etat membre.

La plupart (89%) des répondants n'ont été impliqués dans aucune procédure judiciaire en dehors de l'UE<sup>11</sup>. Seul 1% des citoyens européens ont déjà été impliqués dans une procédure judiciaire avec une personne ou une entreprise issue d'un pays non-membre de l'UE. 8% pensent qu'ils pourraient l'être à l'avenir, bien qu'ils n'en aient pas encore fait l'expérience.

QC1.2. Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?

Une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'Union européenne



 UE27

Les résultats par pays des expériences de procédures judiciaires avec des pays non-membres de l'UE, sont similaires à ceux qui concernent les expériences de procédures judiciaires avec un autre Etat membre.

La plus grande proportion de personnes engagées dans des procédures judiciaires avec des individus ou des entreprises dans des pays non-membres de l'UE, est enregistrée en Suède (5%), en Autriche (4%), aux Pays-Bas (3%), au Luxembourg (3%) et au

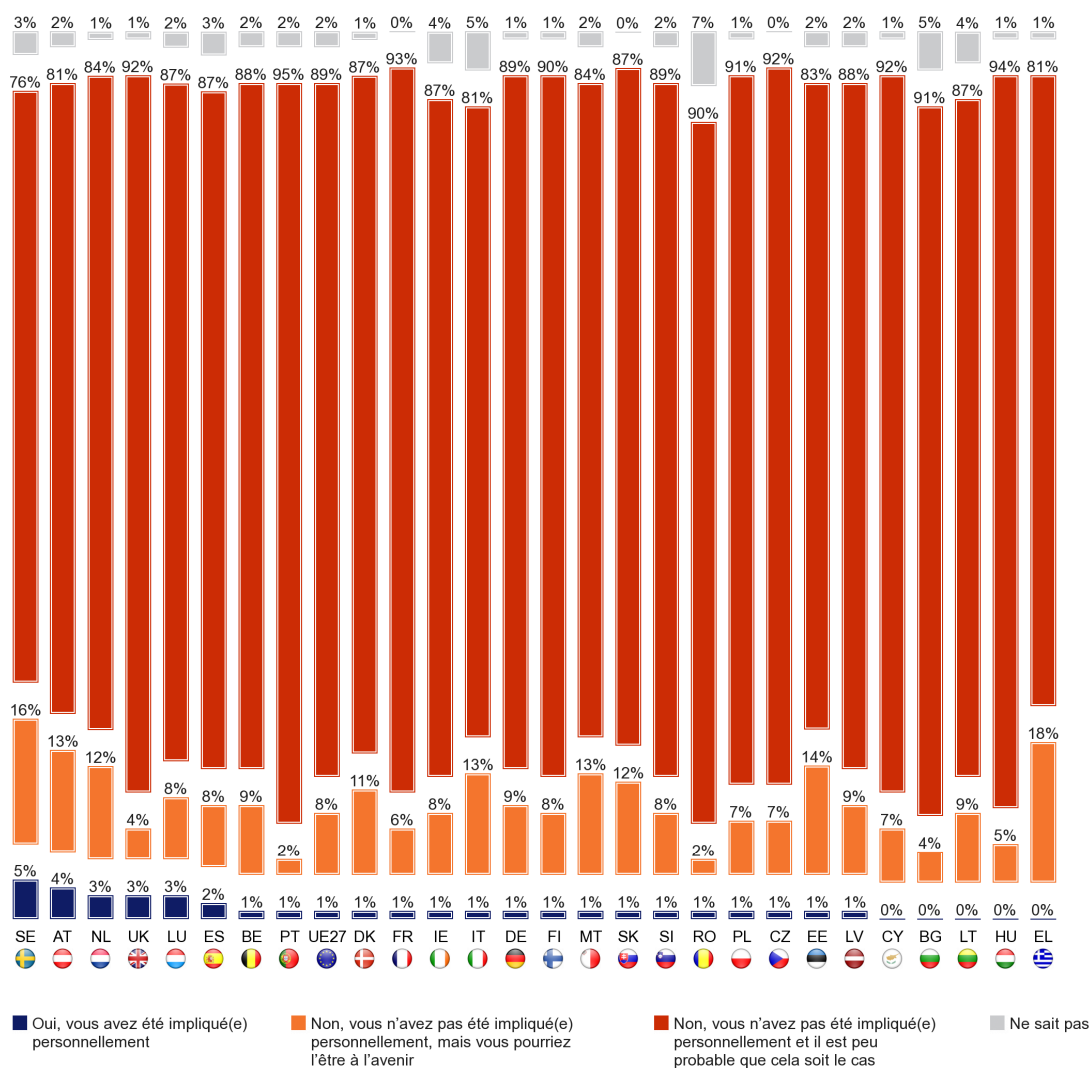
<sup>11</sup> QC1.2 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'UE ?

Royaume-Uni (3%) ; les répondants de Suède et du Luxembourg formaient également la proportion la plus élevée en termes d’implication personnelle dans des procédures judiciaires avec un autre Etat membre. La plus grande proportion de répondants qui pensent être impliqués à l’avenir dans ce type de procédures avec des pays non-membres de l’UE, de même qu’avec d’autres Etats membres, était enregistrée en Grèce (18%) et en Suède (16%).

Le Portugal, la Hongrie, la France, le Royaume-Uni, Chypre, la République tchèque, la Pologne, la Bulgarie, la Finlande et la Roumanie ont enregistré la plus grande proportion de répondants n’ayant pas fait l’expérience de procédures judiciaires avec un pays non-membre de l’UE (90% ou plus). D’ailleurs, la plupart de ces mêmes pays ont également enregistré la plus grande proportion de personnes n’ayant pas fait l’expérience de procédures judiciaires avec un autre Etat membre.





QC1.2. Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l’achat ou de la vente de biens ou services, d’un divorce ou d’une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?

Une personne ou une entreprise d’un pays non membre de l’Union européenne



Nous ne constatons aucune caractéristique démographique qui distingue les personnes ayant été personnellement engagées dans des procédures judiciaires dans les pays non-membres de l'UE. Globalement, la tendance sociodémographique est similaire à celle qui a été décrite précédemment concernant l'implication dans des procédures dans d'autres pays de l'UE. Une fois de plus, la connaissance des procédures/normes de l'UE fait la différence : plus un répondant connaît les procédures transfrontalières de l'UE, plus il a été personnellement impliqué dans des procédures civiles ou commerciales transfrontalières ou pense que ceci pourrait se produire à l'avenir.

**QC1.2 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ? Une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'Union européenne**

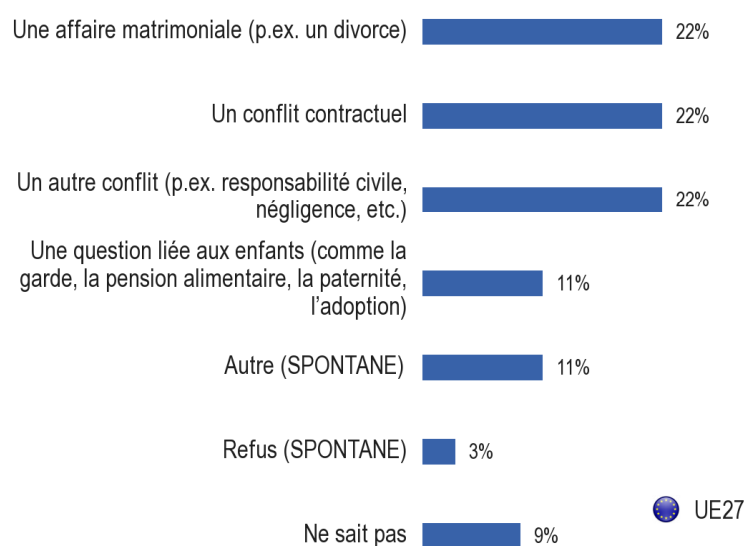
	Oui, vous avez été impliqué(e) personnellement + Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement, mais vous pourriez l'être à l'avenir	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement et il est peu probable que cela soit le cas	Ne sait pas
UE27	9%	89%	2%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	11%	87%	2%
Femme	8%	90%	2%
<b>Age</b>			
 15-24	14%	83%	3%
25-39	12%	86%	2%
40-54	10%	88%	2%
55 +	5%	93%	2%
<b>Age de fin d'études</b>			
 15-	5%	92%	3%
16-19	8%	91%	1%
20+	13%	86%	1%
Toujours étudiant	16%	80%	4%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	15%	83%	2%
Cadres	13%	86%	1%
Autres employés	12%	87%	1%
Ouvriers	9%	89%	2%
Hommes/ femmes au foyer	8%	90%	2%
Chômeurs	8%	90%	2%
Retraités	4%	94%	2%
Etudiants	16%	80%	4%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	17%	82%	1%
Difficile	9%	90%	1%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>			
Aucun(e)	8%	91%	1%
1 procédure	14%	84%	2%
2 procédures	21%	77%	2%
3 procédures	36%	63%	1%

## 2.2 Les questions à la base de l'action en justice à l'étranger

### **- Les affaires matrimoniales, les litiges contractuels et autres conflits, étaient les questions faisant le plus souvent l'objet des actions en justice à l'étranger -**

Les répondants qui avaient été engagés dans des procédures judiciaires en-dehors de leur pays, soit dans un autre Etat membre ou dans un pays non-membre de l'UE, ont été interrogés sur la nature de l'affaire (seulement 3% de l'ensemble de l'échantillon). Les procédures judiciaires dans lesquelles les citoyens avaient été le plus souvent impliqués, portaient sur des affaires matrimoniales, des litiges contractuels ou d'autres conflits, mentionnés chacun respectivement par près d'un répondant sur cinq (22%)<sup>12</sup>. Les questions juridiques concernant les enfants étaient le principal motif pour 11% des répondants.

QC4. Vous m'avez dit avoir été personnellement impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale en dehors de (NOTRE PAYS). Quel en était le motif ?



Base : répondants qui ont été personnellement impliqués dans une procédure de justice civile ou commerciale

<sup>12</sup> QC4 Vous m'avez dit avoir été personnellement impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale en dehors de (NOTRE PAYS). Quel en était le motif ?

Dans la mesure où assez peu de répondants ont été personnellement impliqués dans des procédures judiciaires en-dehors de leur pays, les tailles des échantillons sont insuffisantes pour effectuer une analyse précise par pays.

Pour les mêmes raisons, il faut faire preuve de prudence en analysant les résultats d'un point de vue sociodémographique ; nous pouvons uniquement noter que l'implication dans des affaires matrimoniales est plus fréquente chez les femmes (29% contre 17%).

### **2.3 La couverture géographique en termes d'expérience en-dehors de l'UE**

Nous avons demandé aux répondants qui ont déclaré avoir été engagés dans des procédures judiciaires avec une personne ou une entreprise dans un pays non-membre de l'UE (seulement 1% de l'ensemble de l'échantillon), le nom du pays concerné.

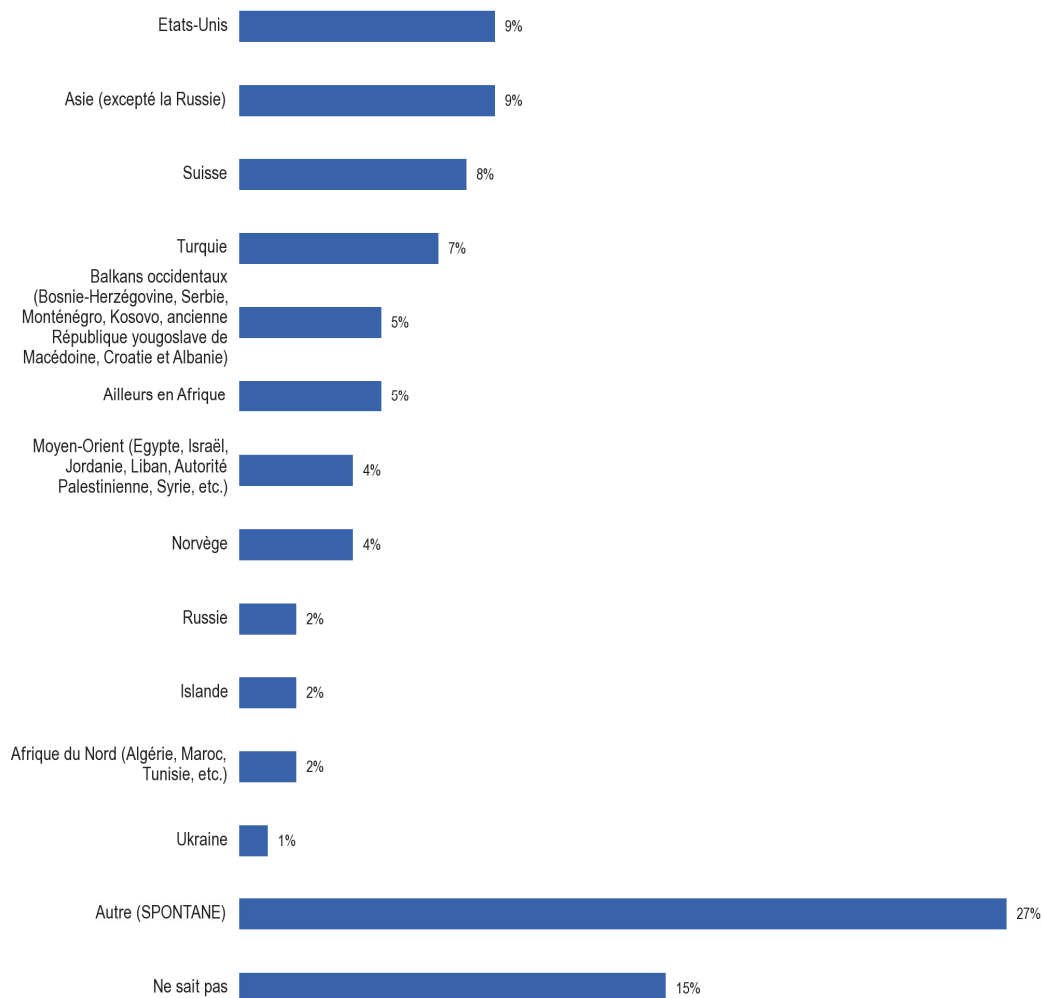
Les personnes interrogées ont cité le plus souvent les Etats-Unis (9%), l'Asie (9%), la Suisse (8%) et la Turquie (7%), dans le cas des procédures judiciaires en-dehors de l'UE<sup>13</sup>.

En revanche, un quart des répondants (27%) ont également mentionné d'autres pays qui n'étaient pas sur la liste.

---

<sup>13</sup> QC5 Pensez maintenant à votre dernière expérience dans une procédure de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'UE. De quel pays s'agissait-il ?

QC5. Pensez maintenant à votre dernière expérience dans une procédure de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'Union européenne. De quel pays s'agissait-il ?



UE27

Base: répondants qui ont été personnellement impliqués dans une procédure de justice civile ou commerciale dans un pays non membre de l'UE

Une fois de plus, étant donné qu'un nombre assez faible de personnes ont été engagées dans des procédures judiciaires en-dehors de l'UE, les tailles des échantillons par pays ou par catégorie sociodémographique ne sont pas suffisamment grandes pour permettre une analyse par pays.

### 3. LES DIFFICULTES PERÇUES DANS DES AFFAIRES TRANSFRONTALIÈRES

Précédemment dans ce rapport, nous avons constaté que plus de la moitié des Européens pensent qu'il est « difficile » d'accéder à la justice civile dans un autre Etat membre. Dans ce chapitre, nous allons examiner les perceptions des citoyens par rapport aux difficultés à entamer une action en justice et à faire exécuter les décisions de justice dans d'autres Etats membres. Ce chapitre présente également les perceptions des citoyens face à l'impact éventuellement décourageant de l'« exequatur » au début de l'action en justice.

#### 3.1 Entamer une action en justice

***- La méconnaissance des lois et des procédures judiciaires est considérée comme le principal obstacle pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre -***

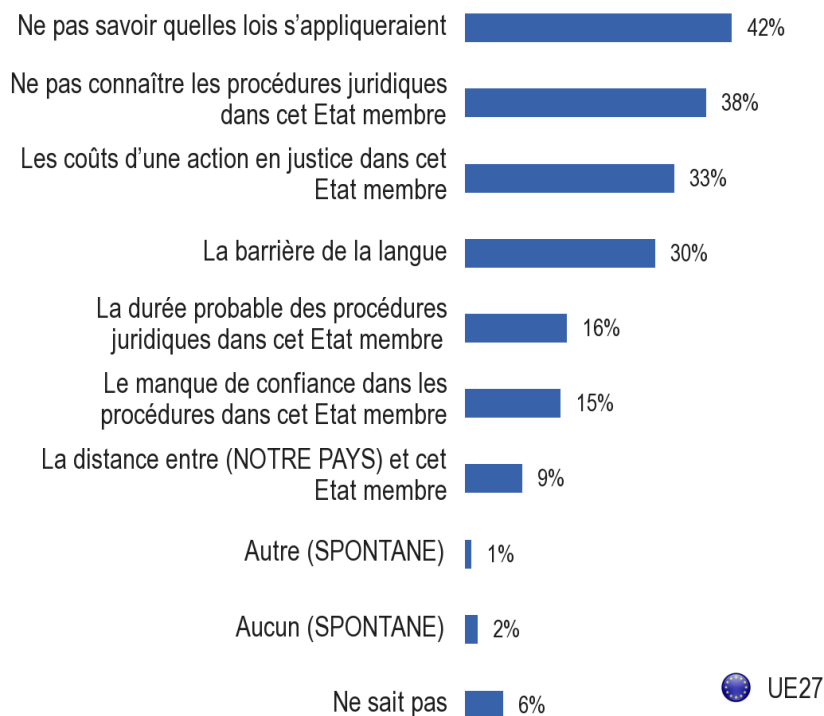
Un cas de location de vacances a été présenté aux répondants. Nous leur avons demandé d'imaginer qu'ils avaient payé une semaine de location d'une maison de vacances, en acompte, sur une location de deux semaines dans un autre Etat membre, mais à leur arrivée à la maison, celle-ci ne répondait pas à leurs critères. Il leur a été suggéré de ne pas rester mais le propriétaire a refusé de leur rembourser la somme engagée. Les répondants ont alors été invités à choisir, dans une liste de propositions, leur principale et leur seconde préoccupation pour entamer une action en justice dans cet Etat membre. Le graphique ci-dessous indique le total des premiers et deuxièmes choix.

Les principales inquiétudes des citoyens sont leur méconnaissance des lois (42%) ou des procédures (38%)<sup>14</sup>. Près d'un tiers des répondants sont préoccupés par le coût (33%) et la barrière de la langue (30%). Un nombre nettement inférieur de répondants sont préoccupés par la durée probable des procédures, la méfiance à l'égard des procédures judiciaires des autres Etats membres ou la distance entre les Etats membres.

---

<sup>14</sup> QC6a Imaginez la situation suivante : Vous louez une maison pour deux semaines de vacances dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vous payez une avance d'une semaine. Quand vous arrivez à votre destination de vacances, la maison ne répond pas aux critères minimums de qualité et vous décidez de partir. Le propriétaire refuse de vous rembourser. Quelle serait votre principale inquiétude si vous décidiez d'entamer une action en justice dans cet Etat membre ? En premier ?  
QC6b En second ?

QC6T. Principales inquiétudes pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre



Il convient de noter que les préoccupations citées en premier lieu par les répondants, étaient identiques aux préoccupations globales<sup>15</sup>. La plupart des Européens ont déclaré que leur première préoccupation serait de ne pas connaître les lois qui s'appliquent (27%) ou les procédures judiciaires dans cet Etat membre (20%). Le coût (16%) et les barrières linguistiques (15%) ont été cités en première position par un nombre inférieur de répondants.

**Le fait de ne pas connaître les lois qui s'appliqueront** est la plus grande préoccupation des répondants en Lettonie, où près de six personnes sur dix (58%) sont préoccupées. Au total, il s'agit du premier motif de préoccupation dans 10 Etats membres. Inversement, les répondants en République tchèque (26%), au Luxembourg (31%) et à Chypre (31%) sont les moins préoccupés par cet aspect pour entamer une action en justice.

<sup>15</sup> QC6a Imaginez la situation suivante : Vous louez une maison pour deux semaines de vacances dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vous payez une avance d'une semaine. Quand vous arrivez à votre destination de vacances, la maison ne répond pas aux critères minimums de qualité et vous décidez de partir. Le propriétaire refuse de vous rembourser. Quelle serait votre principale inquiétude si vous décidiez d'entamer une action en justice dans cet Etat membre ? En premier ?

Les répondants en Finlande (54%) et en Bulgarie (50%) sont les plus préoccupés par leur **méconnaissance des procédures judiciaires dans l'Etat membre concerné**. Cet élément constitue la préoccupation principale dans 10 pays au total.

Les répondants à Chypre et à Malte sont les plus préoccupés par **le coût de l'action en justice** (respectivement 50% et 49%), cet aspect étant cité comme motif principal dans 7 Etats membres.

Les répondants en Pologne sont assez particuliers à cet égard, dans la mesure où ils sont les seuls à citer **les barrières linguistiques** (42%) comme motif principal de préoccupation. La même proportion de répondants en Lituanie cite cette proposition (42%).

## QC6T Principales inquiétudes pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre



	Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	La barrière de la langue	La durée probable des procédures juridiques dans cet Etat membre	Le manque de confiance dans les procédures dans cet Etat membre	La distance entre (NOTRE PAYS) et cet Etat membre
UE27	42%	38%	33%	30%	16%	15%	9%
BE	37%	39%	33%	30%	21%	23%	9%
BG	37%	50%	33%	30%	17%	8%	8%
CZ	26%	41%	42%	36%	22%	13%	12%
DK	41%	43%	46%	19%	17%	19%	7%
DE	50%	23%	37%	29%	15%	21%	10%
EE	41%	41%	20%	35%	8%	7%	10%
EL	47%	37%	34%	32%	18%	12%	12%
ES	45%	38%	24%	38%	15%	13%	8%
FR	34%	47%	29%	32%	23%	15%	7%
IE	42%	28%	45%	38%	14%	16%	8%
IT	41%	48%	30%	20%	19%	14%	9%
CY	31%	32%	50%	18%	25%	20%	13%
LT	47%	43%	17%	42%	6%	7%	8%
LV	58%	36%	28%	39%	9%	7%	8%
LU	31%	42%	35%	15%	28%	17%	10%
HU	40%	42%	33%	32%	17%	18%	9%
MT	40%	30%	49%	15%	25%	7%	15%
NL	48%	39%	30%	24%	20%	19%	9%
AT	38%	29%	33%	24%	23%	32%	12%
PL	41%	37%	25%	42%	11%	10%	9%
PT	40%	39%	30%	31%	11%	11%	12%
RO	43%	29%	35%	31%	15%	10%	12%
SI	35%	39%	38%	17%	20%	19%	7%
SK	36%	43%	36%	30%	19%	18%	11%
FI	36%	54%	25%	32%	23%	17%	5%
SE	43%	39%	47%	17%	25%	14%	3%
UK	41%	36%	44%	27%	10%	15%	6%
<b>Pourcentage le plus élevé par pays</b>				<b>Pourcentage le plus bas par pays</b>			
Pourcentage le plus élevé par item				Pourcentage le plus bas par item			

L'analyse des résultats d'un point de vue sociodémographique révèle peu de différences. En revanche, nous observons les points suivants.

Les répondants préoccupés par la méconnaissance des lois qui s'appliqueraient, sont le plus souvent parmi les 40-54 ans, alors que les préoccupations au sujet de la méconnaissance des procédures judiciaires tendent à concerner davantage les 15-24 ans et les personnes les plus instruites.

Ceux qui sont préoccupés par le coût d'une action en justice sont plus fréquemment les 25-39 ans et ceux qui ont eu l'expérience, ou pensent l'avoir à l'avenir, de procédures judiciaires en-dehors de leur pays. Enfin, ceux qui sont préoccupés par la barrière linguistique pour entamer une action en justice sont plus souvent des personnes âgées (55 ans et plus) et peu instruites.

#### QC6T Principales inquiétudes pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre

	Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	La barrière de la langue
UE27	42%	38%	33%	30%
<b>Age</b>				
 15-24	43%	41%	33%	23%
25-39	42%	40%	36%	28%
40-54	45%	37%	34%	30%
55 +	40%	35%	31%	34%
<b>Age de fin d'études</b>				
15-	41%	31%	29%	37%
 16-19	42%	38%	35%	31%
20+	43%	42%	35%	25%
Toujours étudiant	44%	42%	31%	22%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>				
Passé ou future	40%	40%	39%	21%
Ni passé ni future	43%	38%	33%	32%

### 3.2 Exécution des décisions

**- Près de la moitié des répondants (48%) estiment que l'identification des autorités auxquelles s'adresser pour faire exécuter une décision serait la difficulté principale lors de l'exécution d'une décision, suivie par les barrières linguistiques (40%) -**

Les répondants ont été ensuite invités à choisir quelles seraient, selon eux, les principales difficultés lors de l'exécution d'une décision favorable ; ils ont indiqué ce qu'ils pensaient être de première puis de seconde importance. Le graphique ci-dessous illustre le total des premiers et seconds choix.

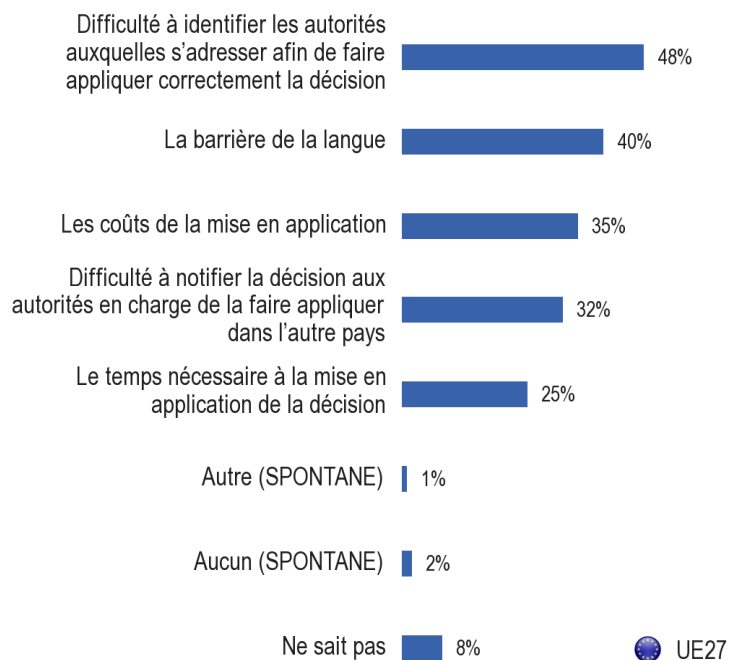
De façon générale, les citoyens ont estimé que la principale difficulté pour exécuter une décision dans un autre Etat membre, serait d'identifier les autorités chargées d'exécuter ladite décision (48%)<sup>16</sup>. Les barrières linguistiques étaient considérées comme la deuxième principale préoccupation (40%), suivies du coût probable d'exécution de la décision (35%).

Les citoyens semblent un peu moins préoccupés par la difficulté d'informer les autorités compétentes qui exécuteraient la décision dans l'autre Etat membre, soit 32% ont exprimé cette préoccupation. La durée probable nécessaire pour exécuter la décision était la préoccupation la moins citée de façon générale (25%).

---

<sup>16</sup> QC7a Imaginez maintenant une autre situation : Un tribunal en (NOTRE PAYS) prend une décision en votre faveur et il faut la faire appliquer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Parmi les suivantes, quelle serait la principale difficulté que vous pourriez rencontrer pour faire appliquer cette décision ? En premier ?  
QC7b En second ?

QC7T. Les principales difficultés pour faire appliquer la décision dans un autre Etat membre



**Les résultats relatifs aux difficultés citées en premier par les Européens** étaient similaires aux résultats globaux. La première difficulté mentionnée par la plupart des répondants concernait l'identification des autorités compétentes auxquelles s'adresser afin de faire exécuter la décision (31%), suivie des barrières linguistiques (23%)<sup>17</sup>. La difficulté de notifier la décision aux autorités chargées de la faire appliquer dans l'autre pays (15%) et le coût d'exécution (13%) étaient citées le plus souvent, respectivement, en troisième et en quatrième position. Le temps nécessaire pour la mise en application a été le moins souvent cité (9%).

Une analyse par pays des résultats globaux révèle des divergences importantes entre les Etats membres.

La principale difficulté à exécuter une décision dans un autre Etat membre, à savoir **identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision**, semble être une préoccupation très importante pour les répondants en Suède et au Danemark (respectivement 69% et 66%) mais aussi dans d'autres pays nordiques ainsi qu'en Lettonie et en Allemagne. Les répondants d'Autriche, de Roumanie et du Portugal semblent être les moins préoccupés, avec

<sup>17</sup> QC7a Imaginez maintenant une autre situation : Un tribunal en (NOTRE PAYS) prend une décision en votre faveur et il faut la faire appliquer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Parmi les suivantes, quelle serait la principale difficulté que vous pourriez rencontrer pour faire appliquer cette décision ? En premier ?





























seulement un tiers environ des répondants qui déclarent que la méconnaissance des autorités auxquelles s'adresser pourrait être une difficulté.

**Les barrières linguistiques** sont considérées comme la principale difficulté dans l'exécution d'une décision parmi les répondants en Pologne (52%), tout comme elles l'étaient pour entamer une action en justice, ainsi que parmi les répondants en Espagne (50%). Les répondants en Lituanie, en Autriche et au Portugal ont également considéré cet aspect comme la principale difficulté pour exécuter des décisions dans d'autres Etats membres.

**Le coût d'exécution** est une très grande préoccupation parmi les répondants en République tchèque (57%) et en Slovaquie (56%). Parmi les répondants en République tchèque, en Slovaquie, à Malte, à Chypre et en Roumanie, le coût est perçu comme la principale difficulté dans l'exécution d'une décision.

Dans aucun pays, les répondants n'ont le sentiment que **notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays** ou **le temps nécessaire à l'exécution d'une décision**, est la principale difficulté.

## QC7T Les principales difficultés pour faire appliquer la décision dans un autre Etat membre

		Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	La barrière de la langue	Les coûts de la mise en application	Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	Le temps nécessaire à la mise en application de la décision
	UE27	48%	40%	35%	32%	25%
	BE	<b>46%</b>	38%	39%	36%	30%
	BG	<b>44%</b>	38%	37%	35%	19%
	CZ	38%	38%	<b>57%</b>	33%	23%
	DK	<b>66%</b>	26%	30%	41%	27%
	DE	<b>58%</b>	37%	34%	26%	28%
	EE	<b>42%</b>	35%	35%	27%	20%
	EL	<b>48%</b>	38%	<b>48%</b>	27%	30%
	ES	43%	<b>50%</b>	33%	34%	17%
	FR	<b>47%</b>	39%	26%	35%	37%
	IE	<b>49%</b>	42%	45%	30%	20%
	IT	<b>46%</b>	33%	32%	39%	28%
	CY	48%	25%	<b>50%</b>	25%	<b>44%</b>
	LT	44%	<b>48%</b>	35%	27%	13%
	LV	<b>58%</b>	48%	38%	25%	14%
	LU	<b>48%</b>	20%	28%	40%	37%
	HU	<b>52%</b>	45%	41%	35%	17%
	MT	39%	17%	<b>52%</b>	25%	41%
	NL	<b>62%</b>	27%	27%	41%	26%
	AT	32%	<b>45%</b>	43%	35%	29%
	PL	42%	<b>52%</b>	36%	26%	12%
	PT	36%	<b>47%</b>	36%	36%	16%
	RO	35%	39%	<b>41%</b>	33%	21%
	SI	<b>49%</b>	23%	43%	33%	26%
	SK	40%	42%	<b>56%</b>	37%	19%
	FI	<b>59%</b>	39%	31%	41%	22%
	SE	<b>69%</b>	22%	26%	<b>42%</b>	28%
	UK	<b>46%</b>	40%	40%	23%	23%
		<b>Pourcentage le plus élevé par pays</b>	<i>Pourcentage le plus bas par pays</i>			
		Pourcentage le plus élevé par item	Pourcentage le plus bas par item			

D'un point de vue sociodémographique, ceux qui ont le sentiment que la principale difficulté réside dans l'identification des autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer la décision, sont les plus nombreux parmi :

- Les personnes âgées de 40-54 ans
- Les personnes les plus instruites
- Les groupes sociaux supérieurs (7-10)

Ceux qui ont le sentiment que les barrières linguistiques sont une difficulté potentielle (comme nous l'avons noté dans QC6) tendent à être :

- Plus âgés (plus de 55 ans)
- Moins instruits
- Parmi les groupes sociaux inférieurs (1-4)

Sans grande surprise, ceux qui jugent que le coût d'exécution est un problème tendent à être ceux qui sont les plus limités financièrement et qui sont issus des groupes sociaux inférieurs (1-4).

Les profils sociodémographiques de ceux qui pensent que la principale difficulté est de notifier la décision aux autorités de l'autre Etat membre exécutant et le temps nécessaire pour faire appliquer la décision, sont très similaires. Dans les deux cas, il s'agit plus fréquemment :

- Des 15-24 ans (la difficulté de notifier les autorités dans l'autre Etat membre est également très soutenue par les 25-39 ans)
- Des personnes les plus instruites
- Des groupes sociaux supérieurs (7-10)
- De ceux qui ont été impliqués ou qui risquent de l'être, dans les procédures judiciaires en-dehors de leur pays

**QC7T Les principales difficultés pour faire appliquer la décision dans un autre Etat membre**

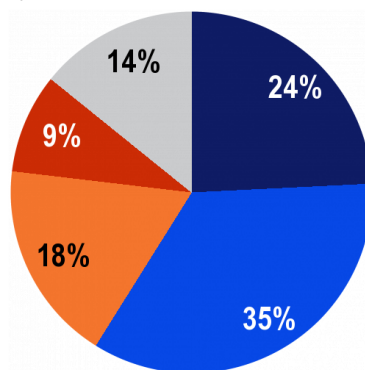
	Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	La barrière de la langue	Les coûts de la mise en application	Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	Le temps nécessaire à la mise en application de la décision
UE27	48%	40%	35%	32%	25%
<b>Age</b>					
15-24	50%	33%	34%	36%	29%
25-39	50%	35%	37%	36%	27%
40-54	51%	39%	35%	33%	24%
55 +	43%	46%	35%	26%	21%
<b>Age de fin d'études</b>					
15-	38%	48%	37%	25%	21%
16-19	48%	43%	37%	32%	23%
20+	55%	31%	32%	37%	31%
Toujours étudiant	52%	31%	33%	36%	29%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>					
Bas (1-4)	45%	44%	38%	29%	21%
Moyen (5-6)	48%	41%	35%	31%	25%
Haut (7-10)	52%	35%	33%	36%	28%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>					
Passé ou future	50%	33%	34%	39%	30%
Ni passé ni future	48%	41%	36%	31%	24%

### 3.3 L'effet éventuellement décourageant de l' « exequatur »

**- La plupart des Européens seraient découragés d'entamer une action en justice dans un autre Etat membre en raison de l' « exequatur » -**

Six citoyens de l'UE sur dix (59%) seraient découragés d'entamer une action en justice dans un autre Etat membre en raison de l' « exequatur », tandis que seul un quart (27%) ne le serait pas ; 18% ne seraient « probablement pas découragés » et 9% ne seraient « certainement pas découragés »<sup>18</sup>. Les autres 14% ont répondu « ne sait pas ».

QC8. Actuellement, pour qu'une décision d'un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d'établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d'entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne ?



- Oui, certainement découragé(e)
- Oui, probablement découragé(e)
- Non, probablement pas découragé(e)
- Non, certainement pas découragé(e)
- Ne sait pas

UE27

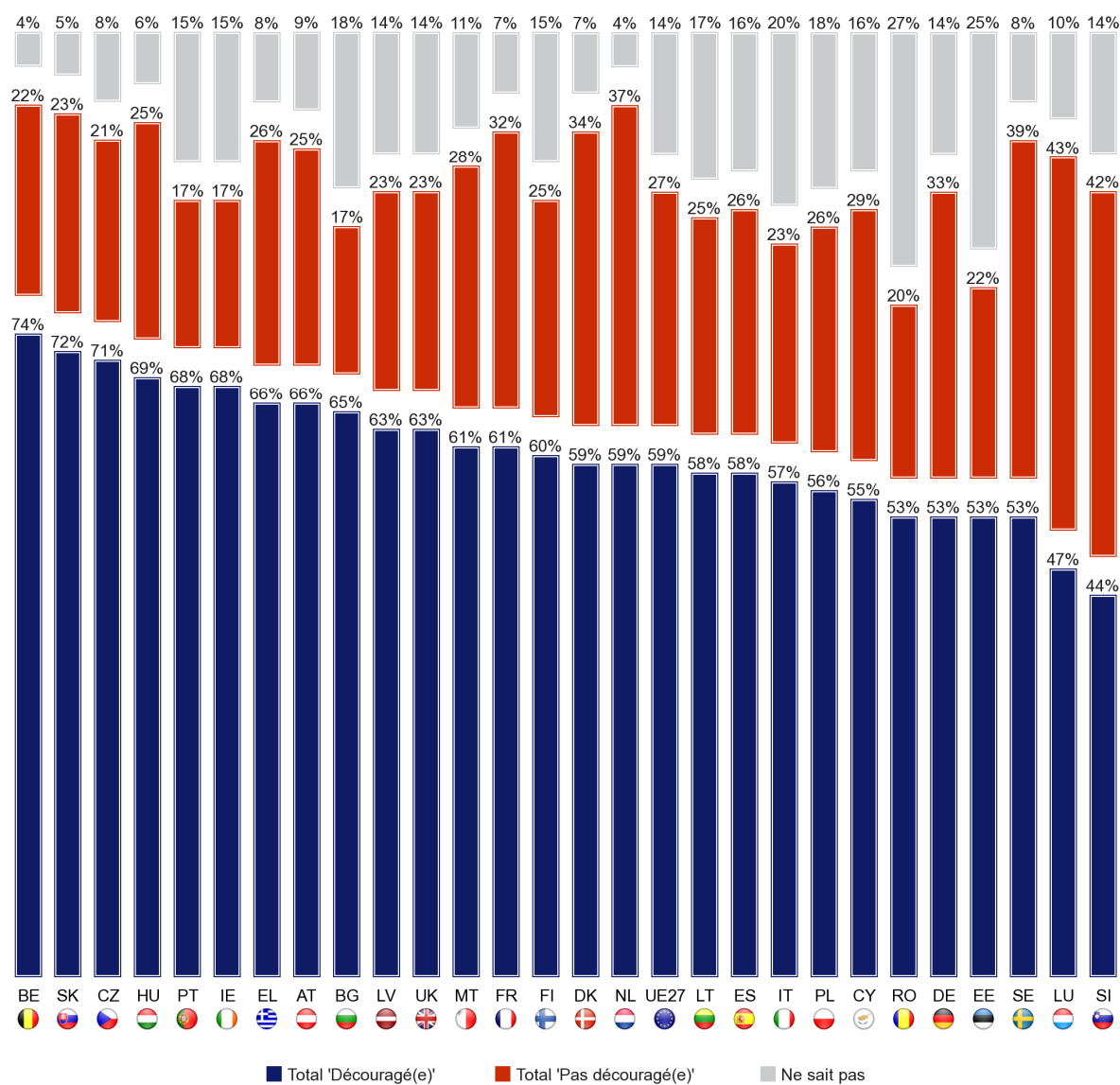
La nécessité d'avoir recours à l' « exequatur » pour s'assurer que la décision d'un tribunal dans son pays serait exécutée dans un autre Etat membre découragerait la majorité des répondants dans tous les pays sondés. Les plus découragés par l' « exequatur » sont les répondants de Belgique (74%), de Slovaquie (72%) et de République tchèque (71%). Les moins découragés sont les répondants de Slovénie et

<sup>18</sup> QC8 Actuellement, pour qu'une décision d'un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d'établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d'entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne?

du Luxembourg, où 42% et 43% ne seraient pas découragés d’entamer une action en justice (d’ailleurs, seuls 44% et 47% seraient « découragés »).

Les répondants de Roumanie et d’Estonie sont les plus incertains, avec 27% et 25% de répondants ayant respectivement déclaré qu’ils « ne savent pas » s’ils poursuivraient leur action en fonction de l’ « exequatur ».

QC8. Actuellement, pour qu’une décision d’un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l’Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d’établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d’entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d’un autre Etat membre de l’Union européenne ?







En dépit de quelques différences en termes d'intensité, toutes les catégories de répondants pensent qu'elles seraient découragées d'entamer une action en justice en raison de l' « exequatur ». Les plus fortes proportions de personnes « découragées » sont enregistrées parmi les femmes, les répondants plus âgés (55 ans et plus) et les moins instruits (ayant terminé leurs études à moins de 16 ans et ceux qui ont achevé leurs études entre 16 et 19 ans).

Ceux qui ne sont « pas découragés » semblent être les personnes plus aisées socialement, les hommes plutôt que les femmes, les plus jeunes (moins de 40 ans), les plus instruits, les cadres, les étudiants et les groupes sociaux élevés (7-10).

En outre, ceux qui sont bien informés et qui ont l'expérience des systèmes juridiques de l'UE sont moins fréquemment découragés par l' « exequatur ». Ceux qui pensent que l'accès à la justice civile dans un autre Etat membre est « facile » sont moins souvent découragés par l' « exequatur », de même que ceux qui sont engagés dans des procédures judiciaires ou qui connaissent les procédures judiciaires transfrontalières de l'UE.

Même si les répondants qui sont socialement plus aisés et plus diplômés, tendent à être moins découragés par l' « exequatur » que d'autres, la majorité dans ces catégories se sent « découragée » par le concept de l' « exequatur ». Globalement, il apparaît que le concept d' « exequatur » retarde dans une certaine mesure le début de l'action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'UE.

**QC8 Actuellement, pour qu'une décision d'un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d'établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d'entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne ?**

	Total 'Découragé(e)'	Total 'Pas découragé(e)'	Ne sait pas
UE27	59%	27%	14%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	58%	29%	13%
Femme	61%	24%	15%
<b>Age</b>			
 15-24	55%	31%	14%
25-39	57%	31%	12%
40-54	59%	29%	12%
55 +	62%	21%	17%
<b>Age de fin d'études</b>			
 15-	61%	20%	19%
16-19	63%	24%	13%
20+	55%	36%	9%
Toujours étudiant	54%	31%	15%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	57%	30%	13%
Cadres	53%	38%	9%
Autres employés	61%	28%	11%
Ouvriers	61%	27%	12%
Hommes/ femmes au foyer	60%	21%	19%
Chômeurs	61%	26%	13%
Retraités	61%	21%	18%
Etudiants	54%	31%	15%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	61%	23%	16%
Moyen (5-6)	60%	26%	14%
Haut (7-10)	57%	32%	11%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	52%	41%	7%
Difficile	67%	25%	8%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>			
Passé ou future	52%	38%	10%
Ni passé ni future	61%	26%	13%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>			
Aucun(e)	62%	25%	13%
1 procédure	55%	37%	8%
2 procédures	54%	41%	5%
3 procédures	51%	46%	3%

## 4. LES PROCEDURES EUROPEENNES

Ce chapitre examine la connaissance et le recours aux trois procédures transfrontalières de l'UE et les sources d'information relatives à chaque procédure.

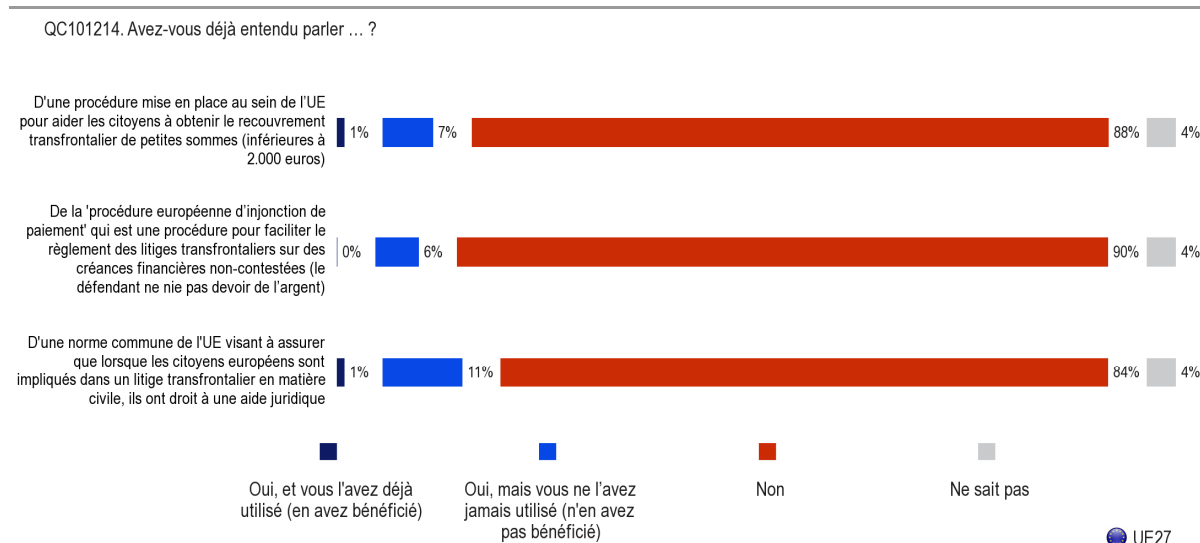
De façon générale, la connaissance de ces procédures est limitée et le recours aux trois procédures est très faible.

### 4.1 La connaissance et le recours aux procédures européennes

#### - La connaissance des procédures transfrontalières de l'UE est limitée et le recours y est très faible -

La connaissance des procédures de l'UE est relativement faible parmi les citoyens européens<sup>19</sup>. Parmi les trois procédures, la connaissance de l'aide juridique dans un cadre transfrontalier est la plus élevée, avec 12% qui en ont entendu parler. Inversement, la connaissance de l'injonction européenne de paiement est la plus faible puisque seuls 6% en ont entendu parler. 8% ont entendu parler de la procédure de recouvrement des petites sommes.

Le recours aux trois procédures est marginal, à hauteur d'1% ou moins des répondants.



<sup>19</sup> QC10 Avez-vous déjà entendu parler d'une procédure mise en place au sein de l'Union européenne pour aider les citoyens à obtenir le recouvrement transfrontalier de petites sommes, c.à.d. de sommes inférieures à 2.000 euros (DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UE HORS ZONE EURO : AJOUTER L'EQUIVALENT EN MONNAIE NATIONALE) ?

QC12 La "procédure européenne d'injonction de paiement" est une procédure pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers sur des créances financières non-contestées (le défendeur ne nie pas devoir de l'argent). En avez-vous déjà entendu parler ?

QC14 Avez-vous déjà entendu parler du fait que les Etats membres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur une norme commune visant à assurer que lorsque les citoyens européens sont impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile, ils ont droit à une aide juridique ?





























Globalement, les répondants les plus informés des trois procédures résident en Slovaquie ; la connaissance des trois procédures n'est aussi élevée dans aucun autre pays. En revanche, les répondants en Slovénie sont les plus informés sur l'aide juridique et la procédure européenne d'injonction de paiement tandis que les répondants en Autriche connaissent mieux la procédure de recouvrement des petites sommes et la procédure européenne d'injonction de paiement.

Plus précisément, les répondants en Autriche, en Slovaquie et en Lituanie sont les plus informés sur la **procédure de recouvrement des petites sommes** dans l'UE (respectivement 16%, 14% et 14%), tandis que les répondants au Danemark, en France et en Suède sont les moins informés, soit seulement respectivement 3%, 4% et 4% connaissent cette procédure.

La connaissance de la **procédure européenne d'injonction de paiement** est la plus répandue parmi les répondants en Autriche, en Slovénie et en Slovaquie, avec un peu plus d'un répondant sur dix connaissant cette procédure (respectivement 13%, 13% et 12%). Ceux qui sont les moins informés de l'injonction de paiement au niveau européen se trouvent au Portugal (2%), au Danemark (3%), au Royaume-Uni (3%), et en Espagne (3%). En outre, ces quatre pays étaient également parmi les six pays les moins bien informés sur la procédure de recouvrement des petites sommes.

La connaissance de **l'aide juridique dans un cadre transfrontalier** est la plus répandue parmi les répondants de Slovénie et des Pays-Bas, où 28% en ont entendu parler. Inversement, la connaissance est la plus faible parmi les répondants du Portugal (7%), d'Irlande (8%), d'Allemagne (8%) et de Pologne (8%).

QC10, QC12, QC14 Avez-vous déjà entendu parler ...?  
(% réponse "Oui")

	d'une procédure mise en place au sein de l'Union européenne pour aider les citoyens à obtenir le <u>recouvrement transfrontalier de petites sommes</u> , (c.à.d. de sommes inférieures à 2.000 euros)	de la " <u>procédure européenne d'injonction de paiement</u> " est une procédure pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers sur des créances financières non-contestées (le défendant ne nie pas devoir de l'argent)	de la <u>norme commune</u> visant à assurer que lorsque les citoyens européens sont impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile, ils ont droit à une aide juridique
 UE27	8%	6%	12%
 BE	6%	5%	15%
 BG	6%	4%	11%
 CZ	10%	8%	10%
 DK	3%	3%	19%
 DE	9%	10%	8%
 EE	6%	7%	23%
 EL	6%	5%	9%
 ES	5%	3%	9%
 FR	4%	4%	10%
 IE	7%	6%	8%
 IT	12%	10%	12%
 CY	6%	5%	18%
 LT	14%	6%	17%
 LV	6%	5%	16%
 LU	8%	7%	19%
 HU	8%	8%	18%
 MT	10%	6%	17%
 NL	9%	6%	28%
 AT	16%	13%	11%
 PL	7%	5%	8%
 PT	5%	2%	7%
 RO	10%	8%	19%
 SI	9%	13%	28%
 SK	14%	12%	21%
 FI	8%	7%	22%
 SE	4%	6%	19%
 UK	5%	3%	10%

**Pourcentage le plus élevé par pays**      *Pourcentage le plus bas par pays*


Pourcentage le plus élevé par item	Pourcentage le plus bas par item
------------------------------------	----------------------------------

D'un point de vue sociodémographique, nous constatons peu de différences entre les catégories. Globalement, la connaissance est plus répandue parmi :

- Les groupes sociaux supérieurs (7-10)
- Ceux qui pensent que l'accès à la justice civile dans d'autres Etats membres est « facile »
- Ceux qui ont déjà fait l'expérience de procédures judiciaires dans un autre Etat membre ou pensent y être confrontés à l'avenir.

De même, les répondants qui sont informés du recouvrement des petites sommes dans un cadre transfrontalier ainsi que de la procédure européenne d'injonction de paiement, sont plus nombreux parmi les travailleurs indépendants et les cadres, tandis que la connaissance de l'aide juridique dans un cadre transfrontalier est plus répandue parmi les cadres et les étudiants.

QC10, QC12, QC14 Avez-vous déjà entendu parler ...?  
(% réponse "Oui")

	d'une procédure mise en place au sein de l'Union européenne pour aider les citoyens à obtenir le <u>recouvrement transfrontalier de petites sommes</u> , (c.à.d. de sommes inférieures à 2.000 euros)	de la " <u>procédure européenne d'injonction de paiement</u> " est une procédure pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers sur des créances financières non-contestées (le défendant ne nie pas devoir de l'argent)	de la <u>norme commune</u> visant à assurer que lorsque les citoyens européens sont impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile, ils ont droit à une aide juridique
UE27	8%	6%	12%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	11%	11%	14%
Cadres	10%	9%	16%
Autres employés	9%	8%	13%
Ouvriers	7%	6%	11%
Hommes/ femmes au foyer	6%	4%	9%
Chômeurs	4%	4%	10%
Retraités	6%	5%	9%
Etudiants	9%	7%	16%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	5%	5%	9%
Moyen (5-6)	7%	6%	11%
Haut (7-10)	11%	9%	16%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	15%	12%	20%
Difficile	8%	7%	13%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>			
Passé ou future	18%	16%	22%
Ni passé ni future	6%	5%	10%

## 4.2: Les sources d'information relatives aux procédures européennes

### ***- Les Européens déclarent avoir déjà entendu parler des procédures principalement à la télévision ainsi que dans les journaux et les magazines -***

Les sources d'information sont identiques pour les trois procédures européennes analysées dans notre étude ; la plupart des Européens qui connaissent les procédures disent en avoir entendu parler à la télévision (entre 43% et 35%), ensuite dans les journaux et les magazines (31% à 33%)<sup>20</sup>. De même, un répondant sur cinq a indiqué avoir entendu parler de la procédure sur Internet ou à travers des discussions avec des amis/ la famille.

Etant donné la domination évidente de la télévision pour fournir de l'information sur ces procédures, il est possible que ces résultats reflètent des habitudes médiatiques de l'audience plutôt que des sources via lesquelles les répondants ont réellement entendu parler de chacune de ces procédures. Il est probable que les répondants ne se souviennent pas où ils ont pu entendre parler des procédures et, par conséquent, décrivent leur source d'information via des canaux médiatiques auxquels ils sont les plus habitués.

Malheureusement, dans la mesure où la connaissance des procédures est relativement faible, l'analyse par pays est impossible car les tailles d'échantillon par pays sont trop limitées. Néanmoins, une analyse des résultats moyens dans le groupe des 15 pays membres de l'UE avant 2004 (pays de l'UE15), par rapport aux 12 pays qui sont devenus membres en 2004 et en 2007 (NEM12), révèle quelques tendances médiatiques intéressantes.

Dans les pays de l'UE15, les journaux et les magazines ont été cités aussi souvent que la télévision comme source d'information ; tandis que dans les NEM12, la télévision était la source d'information prédominante et a été bien plus souvent citée que les journaux et les magazines. Cependant, dans les NEM12, Internet a également été mentionné aussi souvent que les journaux et les magazines ; tandis que dans les pays de l'UE15, Internet a été nettement moins cité que les médias écrits.

---

<sup>20</sup> QC11 Comment avez-vous découvert cette procédure ?

QC13 Comment avez-vous découvert cette "procédure européenne d'injonction de paiement" ?

QC15 Comment avez-vous découvert l'existence de cette norme commune qui vise à assurer que les citoyens européens impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile ont droit à une aide juridique ?

QC11, QC13, QC15 Comment avez-vous découvert cette procédure... ?  
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	A la télévision	Dans des journaux et magazines	Sur Internet	Par des discussions avec des amis ou des proches	Par un avocat	A la radio	Dans des brochures, des dépliant ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE
<b>Une procédure pour aider les citoyens à obtenir le recouvrement transfrontalier de petites sommes *</b>								
UE27	38%	33%	21%	18%	8%	7%	7%	1%
UE15	36%	36%	18%	17%	8%	7%	8%	1%
NEM12	45%	25%	27%	20%	6%	9%	4%	2%
<b>Une "procédure européenne d'injonction de paiement" **</b>								
UE27	35%	33%	21%	18%	8%	9%	6%	2%
UE15	32%	34%	18%	16%	9%	9%	6%	2%
NEM12	43%	27%	31%	26%	4%	10%	7%	1%
<b>Une norme commune pour assurer une aide juridique dans un litige transfrontalier en matière civile***</b>								
UE27	43%	31%	19%	18%	7%	10%	6%	2%
UE15	39%	33%	16%	17%	7%	10%	6%	1%
NEM12	56%	26%	27%	21%	5%	11%	5%	2%

\*BASE: CEUX QUI ONT DÉJÀ ENTENDU PARLER DE LA PROCEDURE DE RECOUVREMENT

\*\*BASE: CEUX QUI ONT DÉJÀ ENTENDU PARLER DE LA "PROCEDURE EUROPEENNE D'INJONCTION DE PAIEMENT"

\*\*\*BASE: CEUX QUI ONT DÉJÀ ENTENDU PARLER DE LA NORME COMMUNE CONCERNANT L'AIDE JURIDIQUE

Dans la mesure où le nombre de répondants qui ont entendu parler des procédures est relativement réduit, toute analyse sociodémographique par rapport à la source d'information utilisée doit être abordée avec prudence. Néanmoins, les tendances générales sont les suivantes :

- Ceux qui déclarent avoir entendu parler des procédures à la télévision sont plus nombreux parmi les personnes les moins instruites, les chômeurs et les retraités
- Ceux qui ont pris connaissance des procédures dans les journaux et les magazines sont plus nombreux parmi les quarantenaires et plus, ainsi que parmi les retraités
- Les répondants qui ont entendu parler des procédures de l'UE sur Internet sont plus nombreux parmi ceux qui ont été impliqués dans des procédures judiciaires dans un autre Etat membre par le passé ou pensent en faire l'expérience à l'avenir

## 5. LE DROIT DE LA FAMILLE DANS UN CADRE TRANSFRONTALIER

Dans ce chapitre, les répondants ont été interrogés sur le rôle de l'UE dans plusieurs aspects du droit de la famille. Les répondants ont été invités à examiner les aspects du droit de la famille concernant les couples mariés et les couples célibataires mais reconnus officiellement dans différents Etats membres. Les affaires matrimoniales ainsi que les litiges contractuels et autres conflits (par exemple la responsabilité civile, la négligence, etc.) sont les sujets les plus courants dans les procédures judiciaires à l'étranger.

### 5.1 La nécessité d'initiatives en matière de droit familial dans un cadre transfrontalier

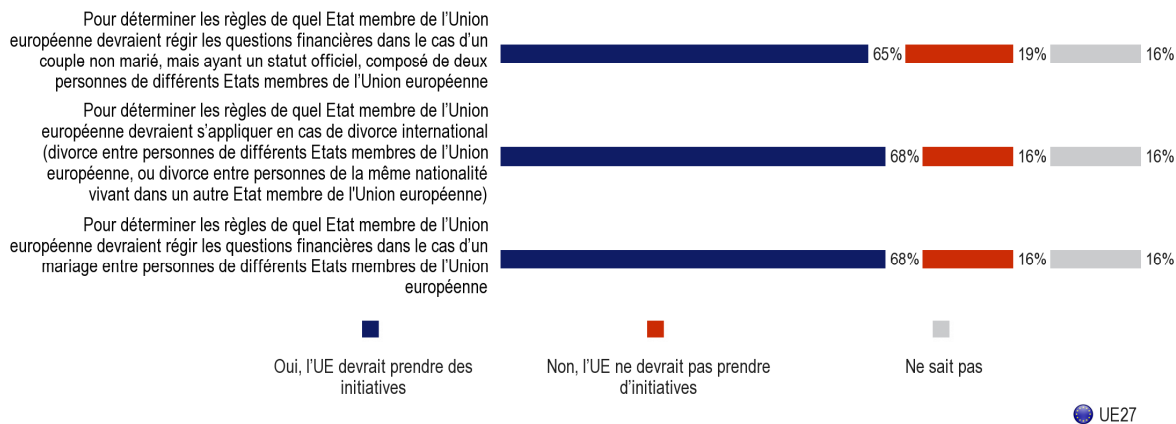
***- Près de deux-tiers des citoyens ont le sentiment que l'UE devrait s'impliquer dans des initiatives en matière de droit de la famille dans un cadre transfrontalier -***

Les citoyens de l'UE ont le même sentiment quant à l'implication de l'UE dans les trois matières du droit de la famille dans un cadre transfrontalier. La majorité des citoyens (environ deux répondants sur trois) pensent que l'UE devrait prendre des initiatives dans ce domaine : 68% des citoyens de l'UE considèrent que l'UE devrait avoir un rôle dans l'application de règles dans les affaires internationales de divorces ou dans les questions financières des couples mariés issus de différents Etats membres. Une plus petite proportion (65%) a estimé que l'UE devrait prendre des initiatives dans les questions financières des couples célibataires issus de différents Etats membres. A peine un répondant sur cinq a estimé que l'UE ne devrait prendre aucune initiative dans ces matières (16% - 19%)<sup>21</sup>. Cependant, 16% des répondants - pour chaque mesure - ne savent pas quel rôle l'UE devrait jouer dans le droit de la famille dans un cadre transfrontalier.

---

<sup>21</sup> QC16 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

QC16. Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?



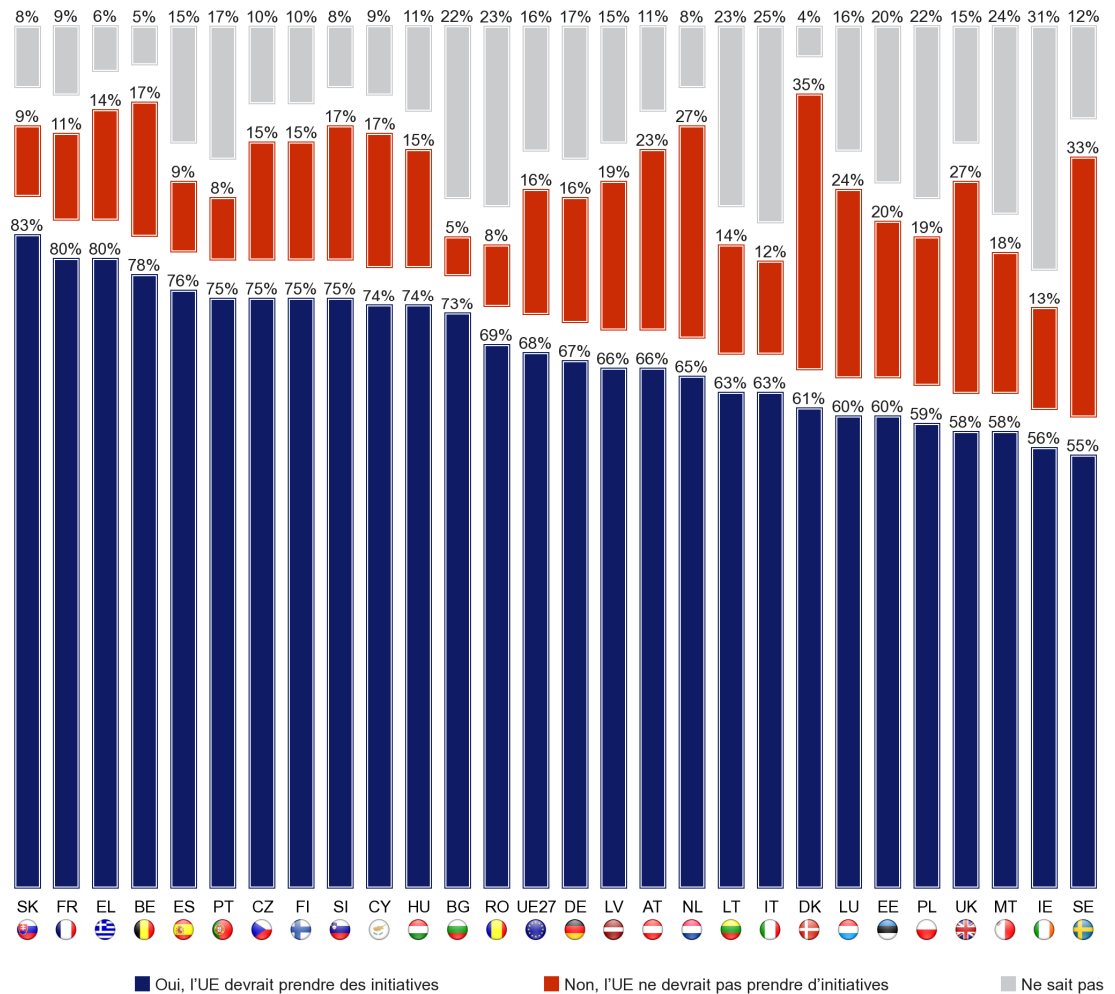
**Les résultats par pays** pour chacune des trois propositions sont très proches. Les résultats les plus favorables à ce que l'UE tienne un rôle, ont été exprimés en Slovaquie, en Grèce et en Belgique. Par ailleurs, les résultats les plus défavorables aux trois propositions, ont été enregistrés parmi les répondants de Suède, d'Irlande et de Malte.

### Pour déterminer quelles règles de quel Etat membre de l’UE devraient s’appliquer en cas de divorce international

Les répondants de Slovaquie, de France, de Grèce et de Belgique ont surtout exprimé le sentiment que l’UE devrait prendre des initiatives dans les cas de divorce transfrontalier, avec respectivement 83%, 80%, 80% et 78% de réponses favorables à l’intervention de l’UE. En revanche, les répondants de Suède, d’Irlande, de Malte, du Royaume-Uni et de Pologne sont parmi les moins susceptibles de penser que l’UE devrait prendre des initiatives en matière de divorce transfrontalier, soit entre 55% et 59% de répondants favorables à une intervention de l’UE.

QC16.1. Au sein de l’Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d’un pays s’installent dans un autre pays. Pensez-vous que l’Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l’Union européenne devraient s’appliquer en cas de divorce international (divorce entre personnes de différents Etats membres de l’Union européenne, ou divorce entre personnes de la même nationalité vivant dans un autre Etat membre de l’Union européenne)

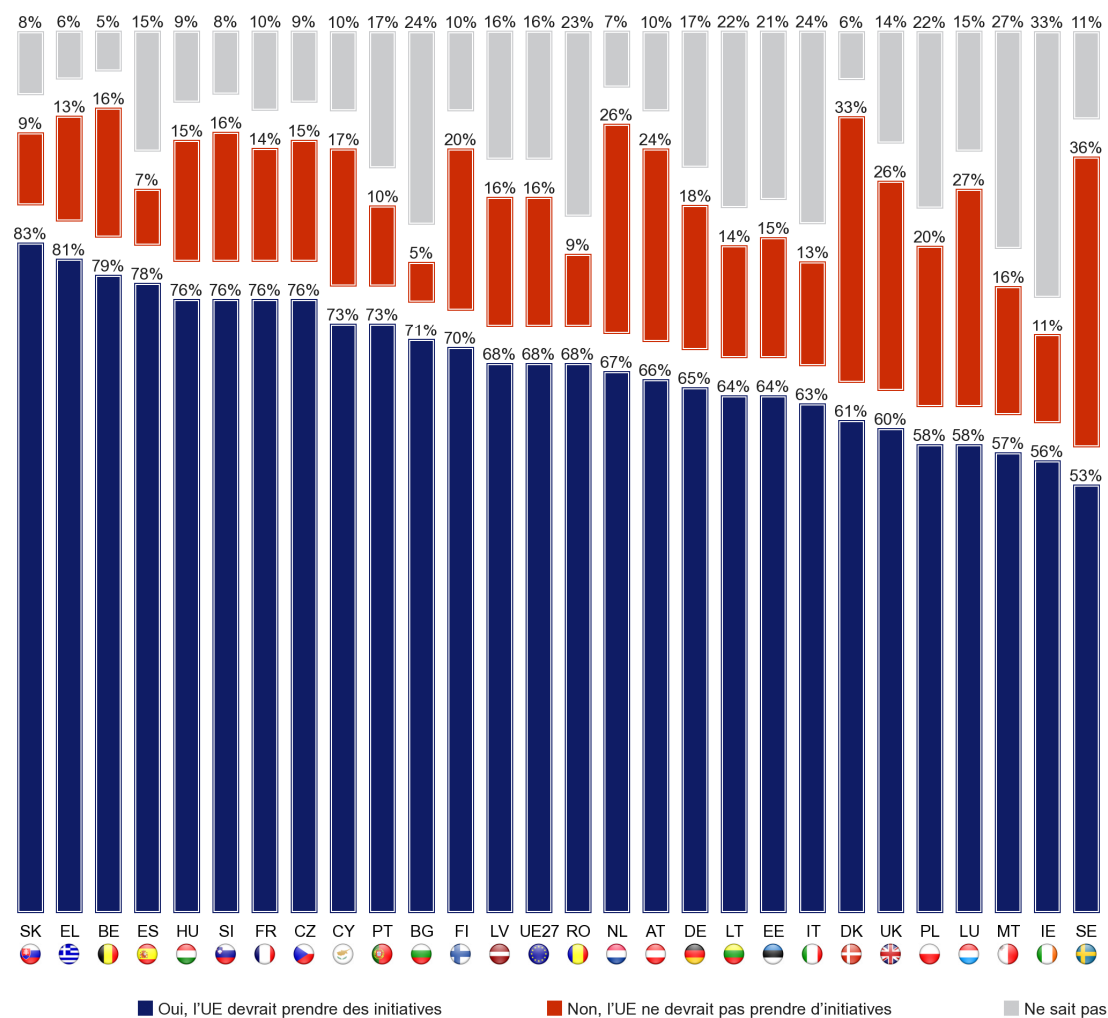


## Pour déterminer quelles lois de quel Etat membre de l'UE devraient régir les questions financières résultant d'un mariage entre des personnes de différents Etats membres de l'UE

Les résultats par pays dans le cas où l'UE devrait intervenir dans les questions financières résultant d'un mariage entre des personnes de différents Etats membres, sont très similaires aux résultats quant à l'intervention de l'UE dans les règles qui devraient s'appliquer dans les affaires de divorce transfrontalier.

QC16.2. Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'Union européenne devraient régir les questions financières dans le cas d'un mariage entre personnes de différents Etats membres de l'Union européenne



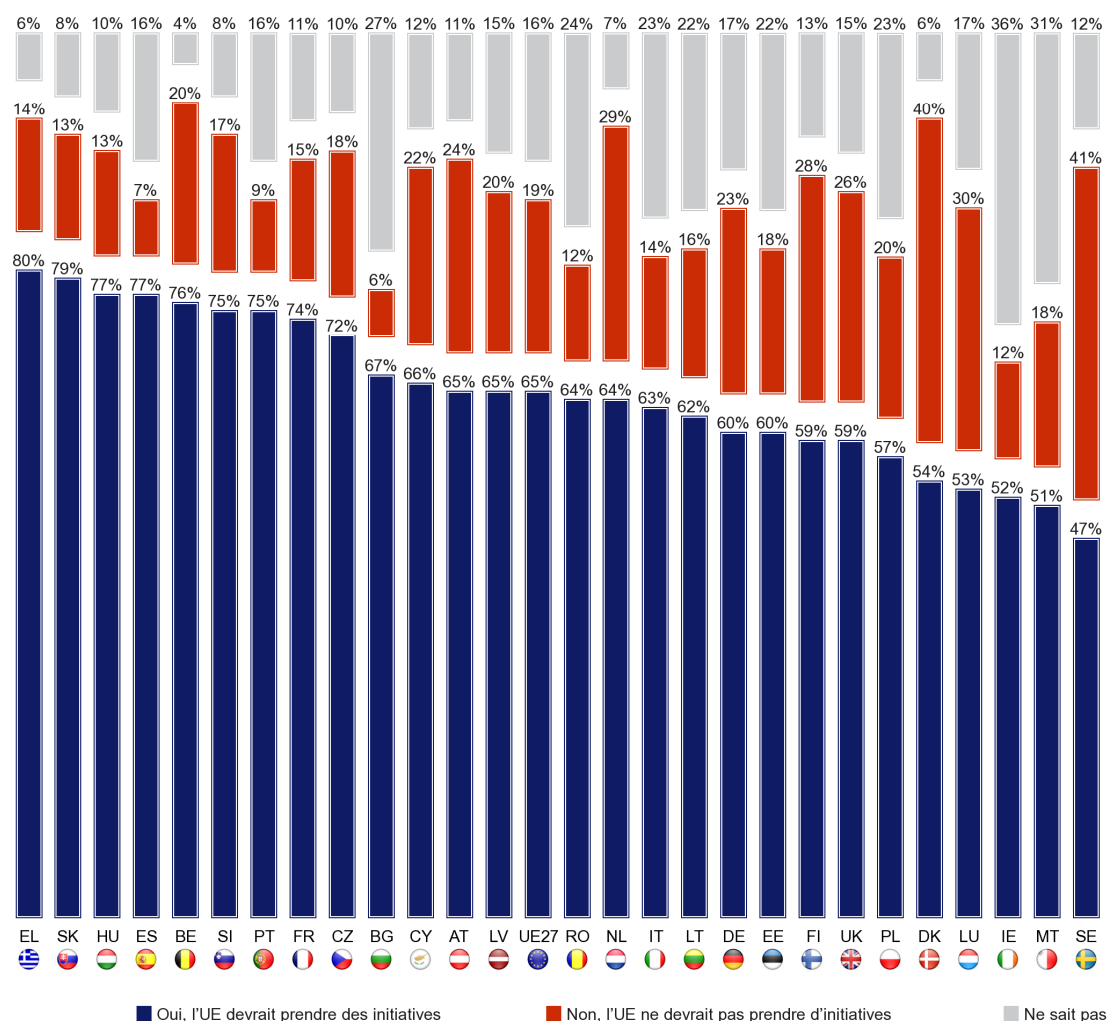
Les répondants de Slovaquie, de Grèce, de Belgique et d'Espagne étaient les plus nombreux à penser que l'UE devrait prendre des initiatives dans les questions financières résultant d'un mariage entre des personnes de différents Etats membres. Les répondants dans ces pays ont également affirmé, plus que dans les autres pays, que l'UE devrait jouer un rôle dans le choix des règles qui s'appliqueraient en matière de divorce transfrontalier. Inversement, les répondants de Suède (53%), d'Irlande (56%), de Malte (57%), du Luxembourg (58%) et de Pologne (58%) sont les moins favorables à ce que l'UE prenne des initiatives pour cette matière du droit de la famille. Les répondants de Suède, d'Irlande, de Malte et de Pologne étaient également parmi les moins favorables à ce que l'UE intervienne dans l'application de règles en matière de divorce transfrontalier.

**Pour déterminer quelles lois de quel Etat membre devraient régir les questions financières dans un couple célibataire, mais officiellement reconnu, composé de deux personnes provenant de différents Etats membres de l’UE**

Les tendances par pays sont similaires. Les répondants qui indiquent le plus souvent que l’UE devrait intervenir, étaient de Grèce (80%), de Slovaquie (79%), de Hongrie (77%), d’Espagne (77%), de Belgique (76%), de Slovénie (75%), du Portugal (75%) et de France (74%). Inversement, les personnes interrogées de Suède (47%), de Malte (51%), d’Irlande (52%), du Luxembourg (53%) et du Danemark (54%), étaient les moins favorables à ce que l’UE prenne des initiatives dans les questions financières des couples célibataires originaires de différents Etats membres.

QC16.3. Au sein de l’Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d’un pays s’installent dans un autre pays. Pensez-vous que l’Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l’Union européenne devraient régir les questions financières dans le cas d’un couple non marié, mais ayant un statut officiel, composé de deux personnes de différents Etats membres de l’Union européenne



Dans ces trois aspects du droit de la famille, nous observons des similitudes évidentes entre les profils sociodémographiques des répondants favorables à l'intervention de l'UE et de ceux qui y sont défavorables.

Ceux qui pensent que l'UE devrait prendre des initiatives sont généralement :

- Âgés de 25-54 ans
- Les personnes les plus instruites
- Les personnes informées des trois procédures judiciaires transfrontalières de l'UE




Ceux qui estiment que l'UE ne devrait pas être impliquée sont :

- Âgés de 15-24 ans
- Les étudiants
- Ceux qui ont été engagés dans des procédures judiciaires dans un autre Etat membre par le passé ou qui pensent l'être à l'avenir
- Les personnes peu informées des trois procédures judiciaires transfrontalières de l'UE ou pas informées du tout

Il est intéressant de noter qu'il n'y a vraisemblablement pas de différence entre les hommes et les femmes. Les deux sexes ont la même opinion sur le rôle de l'UE dans ces aspects du droit de la famille.

Ceux qui sont informés des trois procédures transfrontalières de l'UE, semblent avoir moins d'hésitation sur le sujet - ce groupe enregistre les résultats les plus faibles de réponses « ne sait pas ».

**QC16.123 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?**

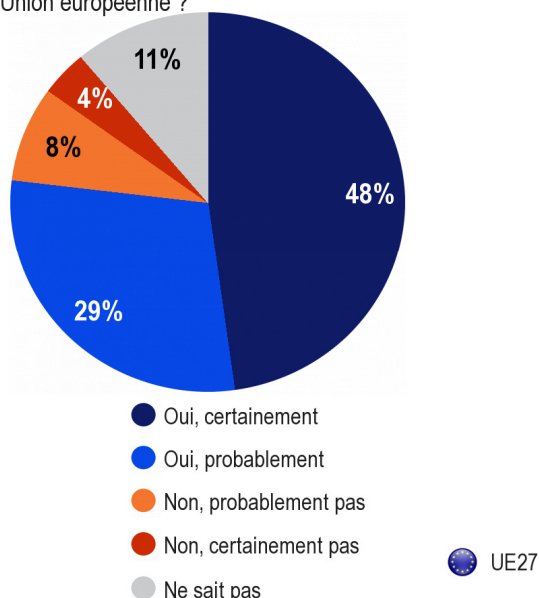
	...en cas de divorce international...		...les questions financières dans le cas d'un mariage entre personnes de différents Etats membres de l'Union européenne		...les questions financières dans le cas d'un couple non marié, mais ayant un statut officiel...	
	Oui...	Non...	Oui...	Non...	Oui...	Non...
UE27	68%	16%	68%	16%	65%	19%
<b>Sexe du répondant</b>						
 Homme	68%	17%	69%	17%	67%	19%
Femme	68%	15%	67%	16%	64%	18%
<b>Age</b>						
 15-24	67%	18%	66%	19%	62%	22%
25-39	72%	17%	71%	17%	69%	19%
40-54	71%	16%	71%	16%	69%	18%
55 +	63%	15%	63%	16%	61%	18%
<b>Age de fin d'études</b>						
 15-	61%	15%	62%	15%	61%	16%
16-19	70%	16%	70%	16%	68%	17%
20+	73%	17%	73%	17%	69%	21%
Toujours étudiant	65%	19%	63%	21%	60%	23%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>						
Passé ou future	68%	20%	66%	22%	64%	25%
Ni passé ni future	69%	15%	69%	16%	66%	18%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>						
Aucun(e)	70%	15%	70%	16%	67%	18%
1 procédure	70%	20%	67%	22%	63%	26%
2 procédures	69%	23%	68%	22%	66%	25%
3 procédures	74%	23%	76%	20%	78%	18%

## 5.2 La validité dans l'ensemble de l'UE d'un accord sur la répartition des biens d'un couple en instance de divorce

**- La plupart des Européens sont favorables à l'application automatique, dans tous les Etats membres, d'accords sur la répartition des biens d'un couple en instance de divorce -**

Trois quarts des citoyens de l'UE (77%) sont favorables à ce qu'un accord sur la répartition des biens en cas de divorce soit applicable dans tous les Etats membres de l'UE, avec près d'un citoyen sur deux qui y est certainement favorable<sup>22</sup>. Seul environ un sur dix (12%) pense que cet accord ne devrait pas s'appliquer dans toute l'UE et une proportion égale ne sait pas (11%) s'il devrait s'appliquer ou non.

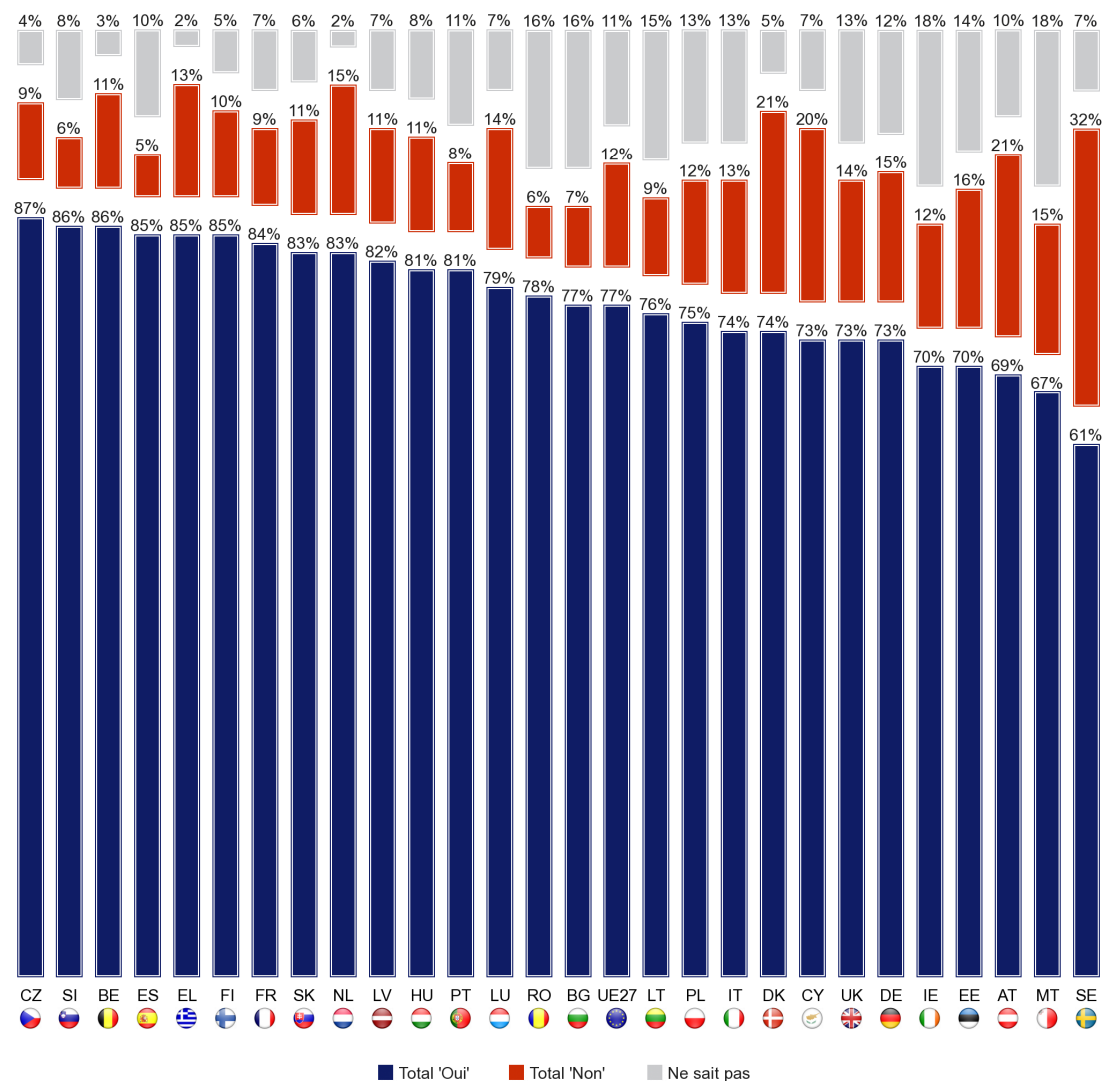
QC17. Si l'accord sur la répartition des biens d'un couple qui divorce a été validé dans un Etat membre de l'Union européenne, cet accord devrait-il être automatiquement valide dans tous les autres Etats membres de l'Union européenne ?



Les avis favorables étaient les plus importants parmi les répondants de la République tchèque, de Slovénie, de Belgique, d'Espagne, de Grèce et de Finlande, où entre 85% et 87% de répondants estiment qu'un accord en matière de répartition des biens lors d'un divorce devrait être valide dans tous les Etats membres. Le taux le plus faible de réponses défavorables a été enregistré parmi les répondants de Suède, où seulement six personnes sur dix (61%) étaient d'accord. Cependant, en dépit de ces différences, tous les Etats membres ont enregistré une majorité absolue de réponses favorables à l'application automatique de l'accord dans chaque Etat membre.

<sup>22</sup> QC17 Si l'accord sur la répartition des biens d'un couple qui divorce a été validé dans un Etat membre de l'Union européenne, cet accord devrait-il être automatiquement valide dans tous les autres Etats membres de l'Union européenne ?

QC17. Si l'accord sur la répartition des biens d'un couple qui divorce a été validé dans un Etat membre de l'Union européenne, cet accord devrait-il être automatiquement valide dans tous les autres Etats membres de l'Union européenne ?



**Toutes les catégories de répondants pensent qu'un tel accord en matière de répartition des biens d'un couple en instance de divorce, devrait être contraignant dans toute l'UE, avec plus de sept répondants sur dix dans chaque catégorie qui sont favorables à l'application de cet accord dans tous les autres Etats membres de l'UE.**

## 6. LES DOCUMENTS D'ÉTAT CIVIL DANS L'UE

Ce chapitre va examiner les utilisations et les perceptions des répondants face aux documents d'état civil (actes de naissance, certificats de mariage et certificats de décès). Il va également analyser les expériences personnelles des citoyens de l'UE ayant présenté des documents d'état civil dans d'autres Etats membres ainsi que les formalités effectuées dans ces cas. En outre, il va examiner les perceptions des citoyens par rapport à plusieurs propositions dans le but d'améliorer la reconnaissance des documents entre les Etats membres.

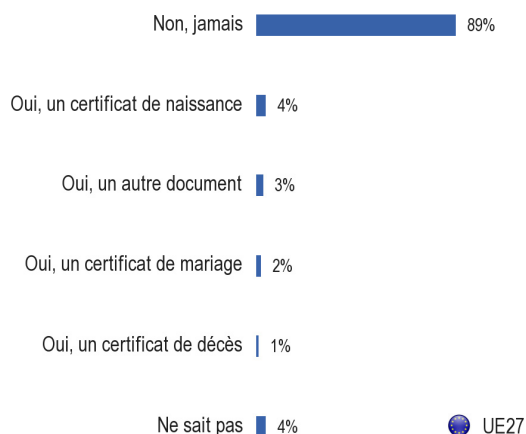
### 6.1 La présentation de certificats aux autorités dans un cadre transfrontalier

#### 6.1.1 L'expérience personnelle

Un citoyen de l'UE sur quatorze (7%) a dû présenter un document d'état civil dans un autre Etat membre<sup>23</sup>. Neuf sur dix (89%) n'ont jamais présenté un tel document dans un autre Etat membre.

4% des Européens ont déclaré qu'il leur a été demandé de présenter leur acte de naissance, 2% ont dû présenter leur certificat de mariage et 1% a dû présenter un certificat de décès. 3% ont indiqué qu'il leur a été demandé un autre type de document.

QC18. Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire. (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)



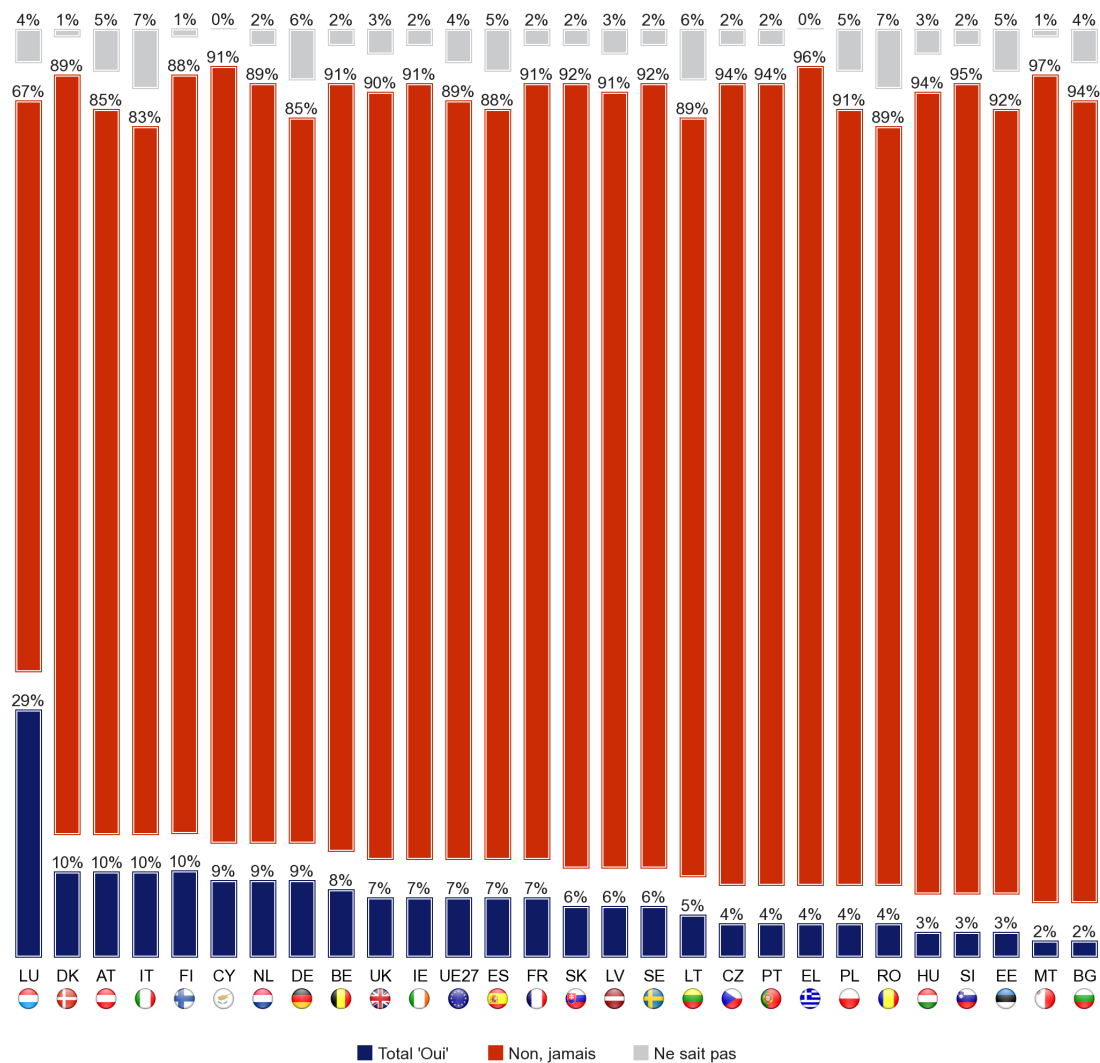
**Total Non: 89%; Total Oui: 7%; Ne sait pas: 4%.**

<sup>23</sup> QC18 Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire.

Les répondants du Luxembourg ont présenté leurs documents d'état civil nettement plus souvent que d'autres Etats membres, puisque trois répondants du Luxembourg sur dix (29%) ont présenté des documents d'état civil dans un autre Etat membre. Les répondants de Bulgarie, de Malte, d'Estonie, de Slovénie et de Hongrie ont le moins présenté leurs documents d'état civil dans un autre Etat membre (seulement entre 2% et 3%).





Il est intéressant de noter que les pays qui enregistrent le plus grand nombre de présentations de documents d'état civil sont les pays de l'UE15 ; tandis que ceux où la fréquence est la plus faible ont tendance à être les NEM12 ; ceci est probablement dû à une plus grande affluence et, donc, à la fréquence plus importante des déplacements.

QC18. Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire. (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)



**Nous ne constatons presque aucune différence entre les variables sociodémographiques** à cette question. Cependant, il convient de noter que, très logiquement, les personnes qui ont déjà été engagées à l'étranger dans une affaire de justice civile (ou pensent qu'elles le seront à l'avenir), indiquent plus souvent que la moyenne qu'elles ont été dans l'obligation de présenter des documents d'état civil. Nous observons la même tendance pour ceux qui connaissent les différentes procédures de l'UE.

**QC18 Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire.  
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)**

	Total 'Oui'	Non, jamais	Ne sait pas
UE27	7%	89%	4%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	7%	89%	4%
Femme	7%	89%	4%
<b>Age</b>			
 15-24	6%	88%	6%
25-39	9%	88%	3%
40-54	8%	89%	3%
55 +	5%	89%	6%
<b>Age de fin d'études</b>			
 15-	6%	88%	6%
16-19	7%	90%	3%
20+	9%	88%	2%
Toujours étudiant	6%	88%	6%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	7%	89%	3%
Cadres	9%	89%	3%
Autres employés	8%	90%	2%
Ouvriers	8%	89%	3%
Hommes/ femmes au foyer	8%	85%	8%
Chômeurs	8%	89%	3%
Retraités	5%	89%	5%
Etudiants	6%	88%	6%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	13%	85%	2%
Difficile	7%	90%	3%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>			
Passé ou future	18%	79%	3%
Ni passé ni future	5%	91%	4%
<b>Notoriété des procédures de l'UE/ normes communes</b>			
Aucun(e)	5%	92%	3%
1 procédure	13%	83%	4%
2 procédures	17%	82%	1%
3 procédures	26%	71%	3%

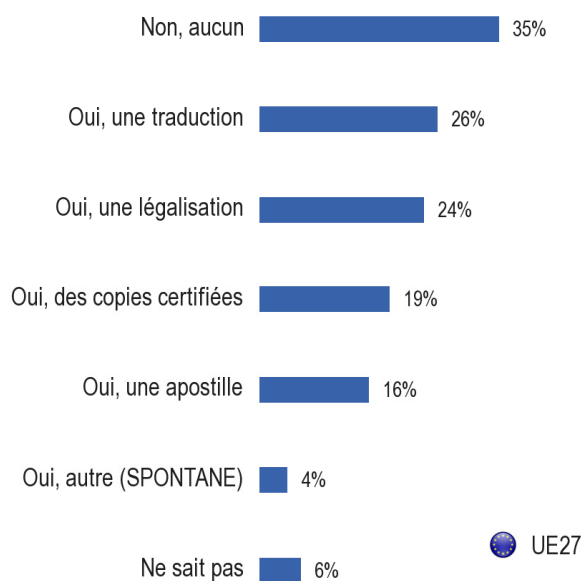
### 6.1.2 Les formalités effectuées

Les répondants à qui il a été demandé de présenter des documents d'état civil par le passé (7% de citoyens), ont été interrogés sur les formalités effectuées lors de la présentation de cette documentation.

Six répondants sur dix ont expliqué que des formalités étaient obligatoires lorsqu'ils ont présenté leurs documents<sup>24</sup>. La traduction et la légalisation étaient les formalités les plus courantes, chacune mentionnée par environ un quart des répondants. La certification et l'estampillage étaient des formalités moins fréquemment citées par respectivement 19% et 16% des répondants.

Un tiers des répondants (35%) n'a dû effectuer aucune formalité.

QC19. Certaines des formalités suivantes ont-elles été nécessaires lorsque qu'on vous a demandé de présenter le document ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)



Base : répondants qui ont dû présenter un document/certificat (code 2-5 en QC18)

Malheureusement, dans la mesure où très peu de répondants ont dû présenter leurs documents civils dans un autre Etat membre (seulement 7% de l'échantillon total), les échantillons par pays sont trop limités pour effectuer une analyse détaillée.

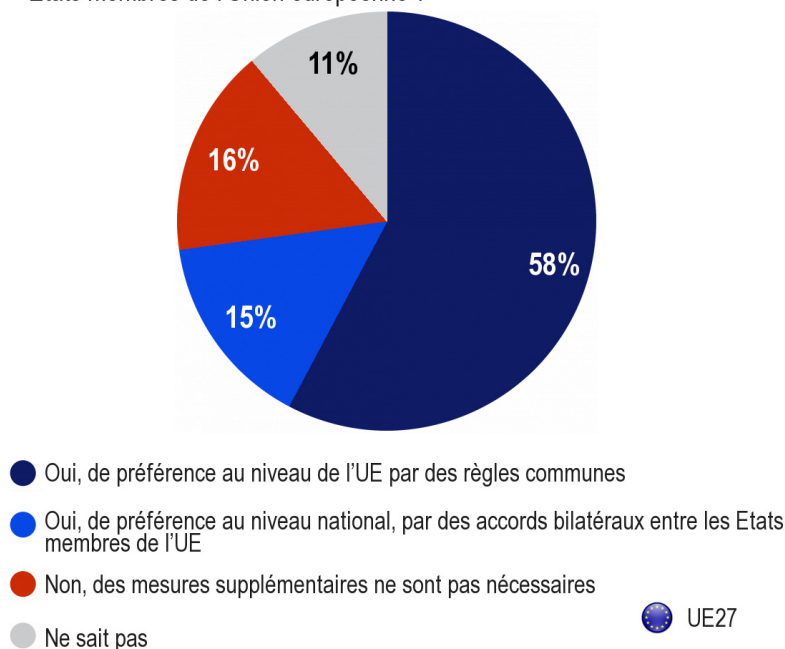
<sup>24</sup> QC19 Certaines des formalités suivantes ont-elles été nécessaires lorsque qu'on vous a demandé de présenter le document ?

## 6.2 Soutien des mesures additionnelles

**- Même si peu d'Européens ont dû présenter des documents d'état civil, la plupart estiment que des mesures additionnelles devraient être prises pour améliorer la reconnaissance des documents entre les Etats membres -**

Globalement, trois quarts des citoyens de l'UE (73%) estiment qu'il faudrait établir des mesures additionnelles en matière de reconnaissance des documents d'état civil<sup>25</sup>. La majorité (58%) considère que des mesures additionnelles de reconnaissance devraient être prises à travers des règles communes au niveau européen, tandis qu'un répondant sur sept (15%) estime que des mesures additionnelles devraient être prises au niveau national à travers des accords bilatéraux. 16% pensent que de telles mesures additionnelles ne sont pas nécessaires. Ce résultat reflète les autres résultats que nous avons observés tout au long de cette étude, à savoir les Européens soutiennent des mesures et des actions complémentaires entreprises par la Commission pour améliorer la justice civile entre les Etats membres.

QC20. Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?



<sup>25</sup> QC20 Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?

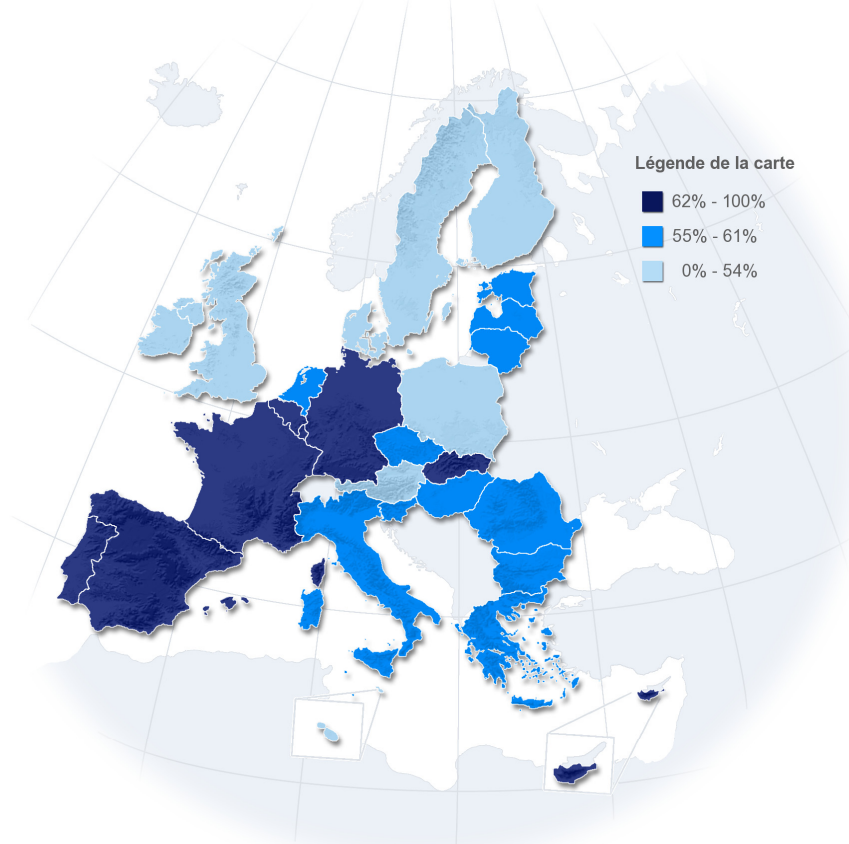
Les répondants de Slovaquie (82%), du Luxembourg (81%), d'Espagne (81%) et de Bulgarie (80%), sont les plus nombreux à penser que des mesures additionnelles devraient être prises en matière de reconnaissance des certificats d'état civil. Inversement, les répondants de Finlande (53%), de Suède (59%), du Royaume-Uni (60%) et d'Irlande (61%), sont les moins susceptibles de considérer que des mesures additionnelles de reconnaissance devraient être prises. Les répondants en Finlande et en Suède considèrent le plus souvent qu'il n'y a pas besoin de mesures additionnelles, soit respectivement 38% et 30%.

Plus particulièrement, la proportion de répondants qui estiment que des mesures additionnelles devraient être prises « au niveau de l'UE par des règles communes » est la plus élevée en Espagne (71%), au Luxembourg (68%) et en Allemagne (66%). A l'autre extrémité, la plus faible proportion qui soutient des mesures additionnelles au niveau de l'UE s'observe en Irlande (36%), en Autriche (38%), en Suède (38%) et en Finlande (39%).

 ES	71%
 LU	68%
 DE	66%
 BE	64%
 FR	64%
 CY	64%
 PT	63%
 SK	63%
 LV	61%
 SI	61%
 LT	61%
 RO	61%
 NL	60%
 UE27	58%
 EL	58%
 HU	57%
 EE	57%
 BG	57%
 CZ	57%
 IT	56%
 PL	50%
 MT	45%
 UK	42%
 DK	42%
 FI	39%
 SE	38%
 AT	38%
 IE	36%

Question: QC20. Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?

Réponses: Oui, de préférence au niveau de l'UE par des règles communes






D'un point de vue sociodémographique, nous observons peu de différences entre les catégories de répondants. Dans chacune des catégories sociodémographiques, une majorité absolue de répondants favorisent des mesures additionnelles prises au niveau de l'UE en matière de reconnaissance des certificats d'état civil. En revanche, il convient de noter que ceux qui pensent que les mesures additionnelles de reconnaissance devraient être prises au niveau de l'UE, sont plus souvent des personnes de 40-54 ans, les plus instruites, des cadres et des ouvriers manuels.

Logiquement, ceux qui pensent que l'accès à la justice civile dans d'autres Etats membres est « facile » sont également ceux qui affirment le plus souvent qu'il n'y a pas besoin de mesures additionnelles. Cependant, une majorité absolue reste favorable à des mesures additionnelles au niveau de l'UE à travers des règles communes (57%) ou au niveau national (17%).

Ceux qui n'ont pas d'opinion sur le fait d'adopter des mesures additionnelles de reconnaissance ont tendance à être âgés de plus de 55 ans, peu instruites, et ont « fréquemment » des difficultés à payer leurs factures ainsi que les groupes sociaux inférieurs (1-4).

**QC20 Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?**

	Oui, de préférence au niveau de l'UE par des règles communes	Oui, de préférence au niveau national, par des accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	Ne sait pas
UE27	58%	15%	16%	11%
<b>Age</b>				
 15-24	57%	14%	18%	11%
25-39	59%	16%	16%	9%
40-54	61%	15%	15%	9%
55 +	54%	14%	17%	15%
<b>Age de fin d'études</b>				
 15-	54%	13%	16%	17%
16-19	58%	16%	16%	10%
20+	61%	16%	16%	7%
Toujours étudiant	56%	14%	19%	11%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>				
Indépendants	60%	15%	16%	9%
 Cadres	62%	16%	16%	6%
Autres employés	60%	18%	17%	5%
Ouvriers	61%	14%	16%	9%
Hommes/ femmes au foye	57%	13%	12%	18%
Chômeurs	56%	15%	17%	12%
Retraités	53%	14%	17%	16%
Etudiants	56%	14%	19%	11%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>				
Facile	57%	17%	21%	5%
Difficile	60%	17%	16%	7%

### 6.3 Reconnaissance des certificats d'état civil

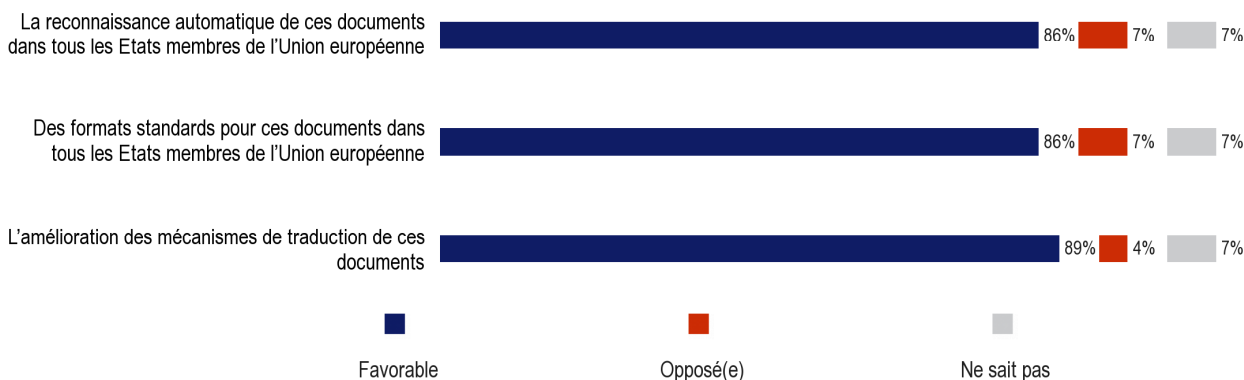
**- Plus de huit répondants sur dix se montrent favorables aux trois propositions ; l'amélioration des dispositifs de traduction étant davantage soutenue que la mise en place du format standard ou la reconnaissance automatique -**

Nous avons demandé aux répondants leur avis sur trois propositions de l'UE dans le but d'améliorer la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres.

Les trois propositions ont été soutenues par la grande majorité des répondants<sup>26</sup>. L'amélioration des dispositifs de traduction a été un peu plus soutenue que les deux autres propositions, avec 89% de réponses favorables contre 86% de soutien à la reconnaissance automatique et 86% au format standard.

Un répondant sur quatorze ne savait pas s'il était favorable ou défavorable à chacune de ces propositions (7% de réponses « ne sait pas »).

QC21. Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?



UE27

**Globalement, pour les trois mesures**, les répondants de Slovaquie, de France, de Grèce, de Hongrie, de Lettonie, du Luxembourg, de Slovénie et d'Espagne étaient les plus favorables aux mesures proposées. Les répondants d'Irlande et de Malte ont exprimé le plus faible soutien aux trois mesures.

<sup>26</sup> QC21 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?

## **La reconnaissance automatique de ces documents dans tous les Etats membres de l'UE**

Les répondants les plus favorables à la reconnaissance automatique sont de Slovaquie, de Lettonie, d'Espagne, de Hongrie, du Luxembourg, de Grèce, de la République tchèque, de Roumanie, de Slovénie et de France : dans ces pays, au moins 90% des répondants sont favorables à la reconnaissance automatique des documents d'état civil.

Les plus faibles niveaux de soutien sont enregistrés au Danemark, en Suède, en Autriche, en Irlande, au Royaume-Uni, à Malte et en Finlande, où environ 77% ou moins ont soutenu cette proposition. En outre, l'opposition active (à savoir ceux qui sont « contre » la proposition) était la plus élevée au Danemark (20%), en Finlande (19%), en Autriche (16%), en Suède (15%) et au Royaume-Uni (12%).

## **Les formats standards pour ces documents dans tous les Etats membres de l'UE**

Le soutien apporté par les citoyens de l'UE au format standard des documents d'état civil, est égal à la reconnaissance automatique, avec 86% en moyenne de soutien envers cette proposition.





























Ceux qui sont les plus favorables aux formats standards, sont les répondants de Slovaquie, du Luxembourg, de Hongrie, d'Espagne, de France, de Pologne et de Roumanie : dans ces pays, au moins 90% des répondants y sont favorables. Par ailleurs, ceux qui sont les moins favorables à cette proposition résident à Malte (73%), au Royaume-Uni (74%), en Irlande (74%), en Autriche (75%) et au Danemark (76%).

## **L'amélioration des dispositifs de traduction de ces documents**

L'amélioration des dispositifs de traduction des documents d'état civil a obtenu le plus grand soutien des citoyens de l'UE de façon générale, avec neuf répondants sur dix (89%) favorables à la proposition.




Les répondants du Luxembourg, de Slovaquie, de France, de Grèce, de Lettonie, d'Espagne, de Hongrie, de Belgique et de Slovénie ont enregistré les taux de soutien les plus élevés, avec entre 93% et 96% d'avis favorables à la proposition. Inversement, les répondants d'Irlande et de Malte ont enregistré les taux de soutien les plus faibles, avec seulement trois quarts de répondants favorables (respectivement 74% et 75%).

QC21.123 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?  
(% réponse "Favorable")

	La reconnaissance automatique de ces documents	Des formats standards pour ces documents dans tous les Etats membres de l'Union européenne	L'amélioration des mécanismes de traduction de ces documents
 UE27	86%	86%	89%
 BE	87%	89%	<b>93%</b>
 BG	<b>89%</b>	87%	86%
 CZ	91%	89%	<b>92%</b>
 DK	73%	76%	<b>88%</b>
 DE	87%	87%	<b>92%</b>
 EE	<b>87%</b>	84%	86%
 EL	92%	88%	<b>93%</b>
 ES	<b>93%</b>	91%	<b>93%</b>
 FR	90%	91%	<b>94%</b>
 IE	<b>76%</b>	74%	74%
 IT	82%	81%	<b>83%</b>
 CY	86%	84%	<b>91%</b>
 LT	<b>89%</b>	87%	<b>89%</b>
 LV	<b>93%</b>	91%	<b>93%</b>
 LU	92%	93%	<b>96%</b>
 HU	92%	92%	<b>93%</b>
 MT	<b>77%</b>	73%	75%
 NL	87%	87%	<b>91%</b>
 AT	75%	75%	<b>83%</b>
 PL	88%	90%	<b>92%</b>
 PT	86%	85%	<b>88%</b>
 RO	<b>91%</b>	87%	89%
 SI	90%	90%	<b>93%</b>
 SK	<b>95%</b>	<b>94%</b>	<b>95%</b>
 FI	77%	<b>88%</b>	87%
 SE	74%	81%	<b>88%</b>
 UK	77%	74%	<b>81%</b>
	<b>Pourcentage le plus élevé par pays</b>	<i>Pourcentage le plus bas par pays</i>	
	Pourcentage le plus élevé par item	Pourcentage le plus bas par item	

Nous ne constatons presque aucune différence sociodémographique entre les répondants favorables aux mesures proposées pour améliorer la reconnaissance des documents d'état civil et il n'apparaît aucune tendance spécifique par rapport aux trois propositions. La majorité dans tous les sous-groupes sociodémographiques se montre favorable aux mesures proposées.

**QC21.123 (2) Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?**  
**La reconnaissance automatique de ces documents**

	La reconnaissance automatique de ces documents	Des formats standards pour ces documents dans tous les Etats membres de l'Union européenne	L'amélioration des mécanismes de traduction de ces documents
UE27	86%	86%	89%
<b>Sexe du répondant</b>			
 Homme	87%	87%	90%
Femme	85%	84%	88%
<b>Age</b>			
 15-24	86%	86%	90%
25-39	88%	88%	92%
40-54	88%	87%	91%
55 +	83%	82%	85%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>			
 Indépendants	90%	88%	92%
Cadres	88%	88%	93%
Autres employés	88%	87%	91%
Ouvriers	88%	86%	91%
Hommes/ femmes au foyer	84%	84%	85%
Chômeurs	88%	88%	90%
Retraités	82%	81%	84%
Etudiants	85%	87%	90%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	87%	86%	89%
Moyen (5-6)	86%	87%	90%
Haut (7-10)	86%	84%	89%
<b>Accès à la justice civile dans un autre EM</b>			
Facile	87%	86%	90%
Difficile	88%	87%	91%
<b>Implication procédures de justice hors pays</b>			
Passé ou future	84%	83%	88%
Ni passé ni future	87%	86%	90%

## CONCLUSION

Le rôle de l'Union européenne est de s'assurer que tous les citoyens ont accès, de manière égale, à la justice civile dans chaque Etat membre de l'UE. Cette étude a été commandée par la DG JUSTICE afin de mesurer les expériences personnelles des citoyens européens, leurs connaissances et leurs attitudes face à la justice civile au sein de l'UE, et afin de comprendre si ce rôle est effectivement assuré.

Un peu plus de la moitié des citoyens européens ont le sentiment que l'accès à la justice civile dans un autre Etat membre est « difficile », contre seulement un sur sept qui pense que c'est « facile ». Néanmoins, **trois quarts des Européens ont estimé que des mesures additionnelles devraient être prises pour en améliorer l'accès. La plupart était d'avis que l'UE devait en prendre la responsabilité.**

Peu d'Européens ont personnellement fait l'expérience d'une action en justice civile dans un autre Etat membre, mais un sur dix pense qu'il risque d'être impliqué à l'avenir dans des procédures judiciaires dans un autre Etat membre. Un nombre encore inférieur d'Européens ont fait l'expérience de la justice civile dans un pays non-membre de l'Union européenne. Parmi ceux qui ont été impliqués à l'étranger, les affaires les plus fréquentes étaient d'ordre matrimonial, contractuel ou un autre type de litige.

Comme l'on pouvait s'y attendre, en raison des faibles résultats d'implication avec la justice civile à l'étranger, très peu de répondants ont fait l'expérience de procédures judiciaires transfrontalières dans l'UE (aide juridique transfrontalière, procédure de recouvrement des petites sommes et procédure européenne d'injonction de paiement). Assez peu d'Européens ont entendu parler de ces procédures. La plus connue étant l'aide juridique transfrontalière, citée par un peu plus d'un citoyen sur dix.

Les principales préoccupations des Européens pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre, sont la méconnaissance des lois applicables ou des procédures adéquates. En outre, six Européens sur dix ont estimé qu'ils seraient découragés d'entamer une action en justice, après avoir pris connaissance de l'« exequatur ». Les principales préoccupations des Européens concernant l'exécution d'une décision de justice dans un autre Etat membre portaient sur l'identification des autorités en charge de l'exécution auxquelles s'adresser ainsi que les barrières linguistiques éventuels.

**La plupart des Européens estiment que l'UE devrait être impliquée dans des initiatives transfrontalières en matière de droit de la famille**

Un Européen sur quatorze a dû présenter ses documents d'état civil dans un autre Etat membre. Néanmoins, **la majorité des Européens soutiennent des mesures additionnelles de l'UE en vue d'améliorer la reconnaissance des documents entre les Etats membres** et, plus particulièrement, de soutenir les dispositifs de traduction, la reconnaissance automatique et la standardisation des formats.

La plupart des Européens ne se sentent pas très concernés par les affaires transfrontalières en matière de justice civile, dans la mesure où peu ont été personnellement impliqués. Ils pensent que l'UE devrait intervenir pour faciliter l'accès à la justice civile et simplifier et normaliser les procédures existantes.

## **ANNEXES**



## **SPECIFICATIONS TECHNIQUES**



## EUROBAROMETRE SPECIAL N° 351 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 09 juin et le 30 juin 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 73.5 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE SPECIAL N° 351 fait partie de la vague 73.5 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN	POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.000	11/06/10 30/06/10	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.001	11/06/10 21/06/10	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.006	11/06/10 25/06/10	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.040	11/06/10 28/06/10	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.546	11/06/10 30/06/10	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/06/10 28/06/10	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.008	11/06/10 27/06/10	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/06/10 26/06/10	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	13/06/10 28/06/10	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.003	11/06/10 28/06/10	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	11/06/10 29/06/10	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	502	11/06/10 27/06/10	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.016	10/06/10 28/06/10	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.036	12/06/10 27/06/10	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	500	11/06/10 28/06/10	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.032	11/06/10 27/06/10	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	11/06/10 25/06/10	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.021	11/06/10 29/06/10	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	996	10/06/10 28/06/10	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/06/10 28/06/10	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.007	11/06/10 27/06/10	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.013	11/06/10 22/06/10	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.003	10/06/10 27/06/10	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.084	12/06/10 27/06/10	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.007	09/06/10 27/06/10	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.010	10/06/10 29/06/10	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.318	11/06/10 28/06/10	51.081.866
<b>TOTAL EU27</b>			<b>26.691</b>	<b>09/06/10 30/06/10</b>	<b>406.834.359</b>

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

<b>Pourcentages observés</b>	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
<b>Limites de confiance</b>	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points



## QUESTIONNAIRE

QC3	In your opinion, should additional measures be taken to help citizens access civil justice in a European Union Member State other than their country of residence?
-----	--

(SHOW CARD – READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

<b>(283)</b>	
Yes, preferably at an EU level through common rules	1
Yes, preferably at a national level through bilateral agreements between EU Member States	2
No, there is no need for additional measures	3
DK	4

EB68.2 QC3

ASK QC4 AND QC5 IF "YES, HAS BEEN PERSONALLY INVOLVED", CODE 1 IN QC1.1 OR QC1.2 – OTHERS GO TO QC6

(INT.: PRECISE IF NECESSARY – WE ARE TALKING ABOUT YOUR LAST EXPERIENCE OF PERSONAL INVOLVEMENT IN LEGAL PROCEEDINGS)

QC4	You mentioned that you were personally involved in civil or commercial legal proceedings outside of (OUR COUNTRY). What was it about?
-----	---

(SHOW CARD – READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

<b>(284)</b>	
Matrimonial matter (e.g. divorce)	1
Issue relating to children (like custody, maintenance, paternity, adoption)	2
Contractual dispute	3
Other dispute (e.g. civil liability, negligence, etc.)	4
Other (SPONTANEOUS)	5
Refusal (SPONTANEOUS)	6
DK	7

NEW

QC3	A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ? (M)
-----	--

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

<b>(283)</b>	
Oui, de préférence au niveau de l'UE, sous forme de règles communes	1
Oui, de préférence à un niveau national, dans le cadre d'accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	2
Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	3
NSP	4

EB68.2 QC3

POSER QC4 ET QC5 SI "OUI, A ETE IMPLIQUE PERSONNELLEMENT", CODE 1 EN QC1.1 OU QC1.2 – LES AUTRES ALLER EN QC6

(ENQ. : PRECISER SI NECESSAIRE – NOUS FAISONS REFERENCE A VOTRE DERNIERE EXPERIENCE DANS UNE PROCEDURE JURIDIQUE DE CE TYPE)

QC4	Vous m'avez dit avoir été personnellement impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale en dehors de (NOTRE PAYS). Quel en était le motif ?
-----	---

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

<b>(284)</b>	
Une affaire matrimoniale (p.ex. un divorce)	1
Une question liée aux enfants (comme la garde, la pension alimentaire, la paternité, l'adoption)	2
Un conflit contractuel	3
Un autre conflit (p.ex. responsabilité civile, négligence, etc.)	4
Autre (SPONTANE)	5
Refus (SPONTANE)	6
NSP	7

NEW

ASK QC5 IF "YES, HAS BEEN PERSONALLY INVOLVED IN A NON-EU COUNTRY", CODE 1 IN QC1.2 – OTHERS GO TO QC6

--

POSER QC5 SI "OUI, A ETE IMPLIQUE PERSONNELLEMENT DANS UN PAYS NON MEMBRE DE L'UE", CODE 1 EN QC1.2 – LES AUTRES ALLER EN QC6

--

QC5 Think now about your last personal experience in civil or commercial legal proceedings with a person or company from a non-European Union country. Which country was it?

QC5 Pensez maintenant à votre dernière expérience dans une procédure de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'UE. De quel pays s'agissait-il ?

(SHOW CARD – READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(285-298)
Norway	1,
Iceland	2,
Switzerland	3,
Russia	4,
Ukraine	5,
Western Balkans (Bosnia and Herzegovina, Serbia, Montenegro, Kosovo, Former Yugoslav Republic of Macedonia, Croatia and Albania)	6,
Turkey	7,
North Africa (Algeria, Morocco, Tunisia, etc.)	8,
Middle-East (Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Palestinian Authority, Syria, etc.)	9,
Elsewhere in Africa	10,
USA	11,
Asia (except Russia)	12,
Other (SPONTANEOUS)	13,
DK	14,

NEW

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(285-298)
Norvège	1,
Islande	2,
Suisse	3,
Russie	4,
Ukraine	5,
Balkans occidentaux (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Kosovo, ancienne République yougoslave de Macédoine, Croatie et Albanie)	6,
Turquie	7,
Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, etc.)	8,
Moyen-Orient (Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Autorité Palestinienne, Syrie, etc.)	9,
Ailleurs en Afrique	10,
Etats-Unis	11,
Asie (excepté la Russie)	12,
Autre (SPONTANE)	13,
NSP	14,

NEW

ASK ALL

A TOUS

QC6a Imagine the following situation: You rent a house for two weeks' holiday in another European Union Member State and pay in advance one week. When you arrive at your holiday destination, you realise that the house does not meet minimum expected standards and you decide not to stay. The owner is not willing to pay you back your money. What would be your main worry about starting legal proceedings in that Member State? Firstly?

QC6a Imaginez la situation suivante : Vous louez une maison pour deux semaines de vacances dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vous payez une avance d'une semaine. Quand vous arrivez à votre destination de vacances, la maison ne répond pas aux critères minimums de qualité et vous décidez de partir. Le propriétaire refuse de vous rembourser. Quelle serait votre principale inquiétude si vous décidiez d'entamer une action en justice dans cet Etat membre ? En premier ?

QC6b And secondly?

QC6b En second ?

(SHOW CARD – ONE ANSWER PER COLUMN)

	(299-300)	(301-302)
(READ OUT)	QC6a	QC6b
	FIRSTLY	SECONDLY
Not knowing which legal rules would apply	1	1
Not knowing the legal procedures in that Member State	2	2
The cost of legal action in that Member State	3	3
Lack of trust in the legal procedures of that Member State	4	4
Likely length of legal proceedings in that Member State	5	5
Language barriers	6	6
Distance between (OUR COUNTRY) and that Member State	7	7
Other (SPONTANEOUS)	8	8
None (SPONTANEOUS)	9	9
DK	10	10

NEW (BASED ON EB68.2 QC4)

(MONTRER CARTE – UNE REPOSE PAR COLONNE)

	(299-300)	(301-302)
(LIRE)	QC6a	QC6b
	EN PREMIER	EN SECOND
Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	1	1
Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	2	2
Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	3	3
Le manque de confiance dans les procédures dans cet Etat membre	4	4
La durée probable des procédures juridiques dans cet Etat membre	5	5
La barrière de la langue	6	6
La distance entre (NOTRE PAYS) et cet Etat membre	7	7
Autre (SPONTANE)	8	8
Aucun (SPONTANE)	9	9
NSP	10	10

NEW (BASED ON EB68.2 QC4)

--

--

QC7a Imagine now another situation: You obtain a favourable decision from a court in (OUR COUNTRY) and it needs to be enforced in another European Union Member State. Which of the following, if any, do you think would be the main difficulty in enforcing that decision? Firstly?

QC7a Imaginez maintenant une autre situation : Un tribunal en (NOTRE PAYS) prend une décision en votre faveur et il faut la faire appliquer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Parmi les suivantes, quelle serait la principale difficulté que vous pourriez rencontrer pour faire appliquer cette décision ? En premier ?

QC7b And secondly?

QC7b En second ?

(SHOW CARD – ONE ANSWER PER COLUMN)

	(303)	(304)
(READ OUT)	QC7a	QC7b
	FIRSTLY	SECONDLY
Difficulty in identifying the right authorities to apply to in order to have the decision properly enforced	1	1
Difficulty in notifying the decision to the authorities who would enforce it in the other country	2	2
Language barriers	3	3
The cost of enforcement	4	4
The length of time needed to enforce the ruling	5	5
Other (SPONTANEOUS)	6	6
None (SPONTANEOUS)	7	7
DK	8	8

NEW

(MONTRER CARTE – UNE REPOSE PAR COLONNE)

	(303)	(304)
(LIRE)	QC7a	QC7b
	EN PREMIER	EN SECOND
Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	1	1
Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	2	2
La barrière de la langue	3	3
Les coûts de la mise en application	4	4
Le temps nécessaire à la mise en application de la décision	5	5
Autre (SPONTANE)	6	6
Aucun (SPONTANE)	7	7
NSP	8	8

NEW

--

--

QC8 Currently, for a decision from a court in (OUR COUNTRY) to be enforced in another European Union Member State, you have to request a court in this other Member State to issue a special declaration of enforcement (exequatur). Knowing that, would you be discouraged or not from starting legal proceedings against a person or a company from another European Union Member State?

QC8 Actuellement, pour qu'une décision d'un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d'établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d'entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'Union européenne?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	<b>(305)</b>
Yes, definitely discouraged	1
Yes, probably discouraged	2
No, probably not discouraged	3
No, definitely not discouraged	4
DK	5

NEW

--

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	<b>(305)</b>
Oui, certainement découragé(e)	1
Oui, probablement découragé(e)	2
Non, probablement pas découragé(e)	3
Non, certainement pas découragé(e)	4
NSP	5

NEW

--

QC9 How important do you think it is for the European Union to take additional measures to simplify the procedures for enforcing court decisions in another European Union Member State?

QC9 Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'Union européenne ?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	<b>(306)</b>
Very important	1
Fairly important	2
Not very important	3
Not important at all	4
DK	5

NEW

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	<b>(306)</b>
Très important	1
Assez important	2
Pas très important	3
Pas du tout important	4
NSP	5

NEW

--

--

QC10 Have you ever heard of a procedure put in place within the European Union to help citizens in the recovery of cross-border small claims, which are claims with a value smaller than 2.000 euro (IN EU MEMBER STATES OUTSIDE THE EUROZONE: ADD THE EQUIVALENT IN NATIONAL CURRENCY)?

QC10 Avez-vous déjà entendu parler d'une procédure mise en place au sein de l'Union européenne pour aider les citoyens à obtenir le recouvrement transfrontalier de petites sommes, c.à.d. de sommes inférieures à 2.000 euros (DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UE HORS ZONE EURO : AJOUTER L'EQUIVALENT EN MONNAIE NATIONALE) ?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(307)
Yes, and you have already used this procedure	1
Yes, but you have never used this procedure	2
No	3
DK	4

NEW

ASK QC11 IF "YES", CODE 1 OR 2 IN QC10 – OTHERS GO TO QC12

--

QC11 How did you find out about this procedure?

(SHOW CARD – READ OUT – MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	(308-317)
A lawyer	1,
The Internet	2,
Newspapers and magazines	3,
Television	4,
Radio	5,
Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	6,
Discussions with friends and relatives	7,
Europe Direct or the EU information offices	8,
Other (SPONTANEOUS)	9,
DK	10,

NEW

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(307)
Oui, et vous avez déjà utilisé cette procédure	1
Oui, mais vous n'avez jamais utilisé cette procédure	2
Non	3
NSP	4

NEW

POSER QC11 SI "OUI", CODE 1 OU 2 EN QC10 – LES AUTRES ALLER EN QC12

--

QC11 Comment avez-vous découvert cette procédure ?

(MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(308-317)
Par un avocat	1,
Sur Internet	2,
Dans des journaux et magazines	3,
A la télévision	4,
A la radio	5,
Dans des brochures, des dépliants ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	6,
Par des discussions avec des amis ou des proches	7,
Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	8,
Autre (SPONTANE)	9,
NSP	10,

NEW

ASK ALL

A TOUS

QC12 The "European Payment Order" is a European Union procedure to facilitate cross-border uncontested financial claims (the defendant does not deny that he owes money). Have you ever heard of it?

QC12 La "procédure européenne d'injonction de paiement" est une procédure pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers sur des créances financières non-contestées (le défendant ne nie pas devoir de l'argent). En avez-vous déjà entendu parler ?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(318)
Yes, and you have already used this procedure	1
Yes, but you have never used this procedure	2
No	3
DK	4

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(318)
Oui, et vous avez déjà utilisé cette procédure	1
Oui, mais vous n'avez jamais utilisé cette procédure	2
Non	3
NSP	4

NEW

NEW

ASK QC13 IF "YES", CODE 1 OR 2 IN QC12 – OTHERS GO TO QC14

POSER QC13 SI "OUI", CODE 1 OU 2 EN QC12 – LES AUTRES ALLER EN QC14

QC13 How did you find out about this "European Payment Order"?

QC13 Comment avez-vous découvert cette "procédure européenne d'injonction de paiement" ?

(SHOW CARD – READ OUT – MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	(319-328)
A lawyer	1,
The Internet	2,
Newspapers and magazines	3,
Television	4,
Radio	5,
Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	6,
Discussions with friends and relatives	7,
Europe Direct or the EU information offices	8,
Other (SPONTANEOUS)	9,
DK	10,

(MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(319-328)
Par un avocat	1,
Sur Internet	2,
Dans des journaux et magazines	3,
A la télévision	4,
A la radio	5,
Dans des brochures, des dépliants ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	6,
Par des discussions avec des amis ou des proches	7,
Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	8,
Autre (SPONTANE)	9,
NSP	10,

NEW

NEW

ASK ALL

A TOUS

QC14 Have you ever heard that European Union Member States have agreed on a common standard to ensure that when citizens are involved in a cross-border civil case, they are entitled to legal aid?

QC14 Avez-vous déjà entendu parler du fait que les Etats membres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur une norme commune visant à assurer que lorsque les citoyens européens sont impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile, ils ont droit à une aide juridique?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(329)
Yes, and you have already benefited from this legal aid	1
Yes, but you have never benefited from this legal aid	2
No	3
DK	4

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(329)
Oui, et vous avez déjà bénéficié de cette aide juridique	1
Oui, mais vous n'avez jamais bénéficié de cette aide juridique	2
Non	3
NSP	4

NEW

NEW

ASK QC15 IF "YES", CODE 1 OR 2 IN QC14 – OTHERS GO TO QC16

POSER QC15 SI "OUI", CODE 1 OU 2 EN QC14 – LES AUTRES ALLER EN QC16

QC15 How did you find out about this common standard to ensure that when citizens are involved in a cross-border civil case they are entitled to legal aid?

QC15 Comment avez-vous découvert l'existence de cette norme commune qui vise à assurer que les citoyens européens impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile ont droit à une aide juridique?

(SHOW CARD – READ OUT – MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	(330-339)
A lawyer	1,
The Internet	2,
Newspapers and magazines	3,
Television	4,
Radio	5,
Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	6,
Discussions with friends and relatives	7,
Europe Direct or the EU information offices	8,
Other (SPONTANEOUS)	9,
DK	10,

(MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(330-339)
Par un avocat	1,
Sur Internet	2,
Dans des journaux et magazines	3,
A la télévision	4,
A la radio	5,
Dans des brochures, des dépliants ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	6,
Par des discussions avec des amis ou des proches	7,
Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	8,
Autre (SPONTANE)	9,
NSP	10,

NEW

NEW

ASK ALL

QC16 Within the European Union, married couples increasingly involve people from different countries, and more and more couples from one country settle down in another. Do you think the European Union should take initiatives in any of the following cross-border family law areas?

(ONE ANSWER PER LINE)

(READ OUT)	Yes, the EU should take initiatives	No, the EU should not take initiatives	DK
------------	-------------------------------------	--	----

(340)	1	To determine which EU Member State's rules should apply in case of an international divorce (divorce between people of different EU Member States, or divorce between people of the same nationality living in another EU Member State)	1	2	3
(341)	2	To determine which EU Member State's legal rules should govern the financial matters resulting from marriage between people of different EU Member States	1	2	3
(342)	3	To determine which EU Member State's legal rules should govern the financial matters resulting from an unmarried but officially recognised couple made of two people from different EU Member States	1	2	3

NEW

A TOUS

QC16 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

(UNE REPOSE PAR LIGNE)

(LIRE)	Oui, l'UE devrait prendre des initiatives	Non, L'UE ne devrait pas prendre d'initiatives	NSP
--------	---	--	-----

(340)	1	Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'UE devraient s'appliquer en cas de divorce international (divorce entre personnes de différents Etats membres de l'UE, ou divorce entre personnes de la même nationalité vivant dans un autre Etat membre de l'UE)	1	2	3
(341)	2	Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'UE devraient régir les questions financières dans le cas d'un mariage entre personnes de différents Etats membres de l'UE	1	2	3
(342)	3	Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'UE devraient régir les questions financières dans le cas d'un couple non marié, mais ayant un statut officiel, composé de deux personnes de différents Etats membres de l'UE	1	2	3

NEW

--

--

QC17 If the agreement on the distribution of the belongings of a divorcing couple has been validated in one European Union Member State, should this agreement be automatically valid in all other European Union Member States?

QC17 Si l'accord sur la répartition des biens d'un couple qui divorce a été validé dans un Etat membre de l'Union européenne, cet accord devrait-il être automatiquement valide dans tous les autres Etats membres de l'Union européenne ?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(343)
Yes, definitely	1
Yes, probably	2
No, probably not	3
No, definitely not	4
DK	5

	(343)
Oui, certainement	1
Oui, probablement	2
Non, probablement pas	3
Non, certainement pas	4
NSP	5

NEW

NEW

--

--

QC18 Have you ever had to show to authorities in a European Union Member State any of the following documents or certificates about your family or your own civil status, which was issued in a different European Union Member State? We are not talking about showing your passport, ID card or driving licence.

QC18 Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire.

(READ OUT – MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

(LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(344-349)
No, never	1,
Yes, a birth certificate	2,
Yes, a marriage certificate	3,
Yes, a death certificate	4,
Yes, another document	5,
DK	6,

	(344-349)
Non, jamais	1,
Oui, un certificat de naissance	2,
Oui, un certificat de mariage	3,
Oui, un certificat de décès	4,
Oui, un autre document	5,
NSP	6,

NEW

NEW

ASK QC19 IF "HAS BEEN ASKED TO PRODUCE A DOCUMENT/ CERTIFICATE", CODE 2 TO 5 IN QC18 – OTHERS GO TO QC20

QC19 Were any of the following formalities required when you were asked to show the document?

(READ OUT – MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	<b>(350-356)</b>
No, none	1,
Yes, translation	2,
Yes, legalisation	3,
Yes, apostilla (stamping)	4,
Yes, certification of copies	5,
Yes, other (SPONTANEOUS)	6,
DK	7,

NEW

ASK ALL

QC20 In your opinion, should additional measures be taken regarding the recognition of civil status certificates (e.g.: certificates of birth, marriage, death, etc.) between the European Union Member States?

(SHOW CARD – READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	<b>(357)</b>
Yes, preferably at an EU level through common rules	1
Yes, preferably at a national level through bilateral agreements between the EU Member States	2
No, there is no need for additional measures	3
DK	4

NEW

POSER QC19 SI "A DÙ PRESENTER UN DOCUMENT/ CERTIFICAT", CODE 2 A 5 EN QC18 – LES AUTRES ALLER EN QC20

QC19 Certaines des formalités suivantes ont-elles été nécessaires lorsque qu'on vous a demandé de présenter le document ?

(LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	<b>(350-356)</b>
Non, aucun	1,
Oui, une traduction	2,
Oui, une légalisation	3,
Oui, une apostille	4,
Oui, des copies certifiées	5,
Oui, autre (SPONTANE)	6,
NSP	7,

NEW

A TOUS

QC20 Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	<b>(357)</b>
Oui, de préférence au niveau de l'UE par des règles communes	1
Oui, de préférence au niveau national par des accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	2
Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	3
NSP	4

NEW

--

--

QC21 Could you tell me if you are in favour of or against each of the following measures that could be taken by the European Union regarding the recognition of civil status certificates between European Union Member States?

QC21 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?

(ONE ANSWER PER LINE)

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(READ OUT)	In favour	Against	DK
--	------------	-----------	---------	----

	(LIRE)	Favorable	Opposé(e)	NSP
--	--------	-----------	-----------	-----

(358)	1	Automatic recognition of these documents in all EU Member States	1	2	3
(359)	2	Standard formats for these documents in all EU Member States	1	2	3
(360)	3	Improvement of mechanisms for translating these documents	1	2	3

(358)	1	La reconnaissance automatique de ces documents dans tous les Etats membres de l'UE	1	2	3
(359)	2	Des formats standards pour ces documents dans tous les Etats membres de l'UE	1	2	3
(360)	3	L'amélioration des mécanismes de traduction de ces documents	1	2	3

NEW

NEW

--

--

QC22 In your opinion, should measures be taken concerning recognition of adoption decisions about children taken in one European Union Member State in other EU Member States?

QC22 Selon vous, des mesures devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des décisions en matière d'adoption d'enfants prononcées dans un Etat membre, dans les autres Etats-membres de l'Union européenne?

(SHOW CARD – READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(361)
Yes, preferably at an EU level through common rules	1
Yes, preferably at a national level through bilateral agreements between EU Member States	2
No, there is no need for any additional measures	3
DK	4

	(361)
Oui, de préférence au niveau de l'UE par des règles communes	1
Oui, de préférence au niveau national par des accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	2
Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	3
NSP	4

NEW

NEW

DEMOGRAPHICS

ASK ALL

NO QUESTIONS D1 TO D6

D7 Could you give me the letter which corresponds best to your own current situation?

(SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

	(600-601)
MARRIED OR REMARRIED	
Living without children	1
Living with the children of this marriage	2
Living with the children of a previous marriage	3
Living with the children of this marriage and of a previous marriage	4
SINGLE LIVING WITH A PARTNER	
Living without children	5
Living with the children of this union	6
Living with the children of a previous union	7
Living with the children of this union and of a previous union	8
SINGLE	
Living without children	9
Living with children	10
DIVORCED OR SEPARATED	
Living without children	11
Living with children	12
WIDOW	
Living without children	13
Living with children	14
Other (SPONTANEOUS)	15
Refusal (SPONTANEOUS)	16

EB73.4 D7

DEMOGRAPHIQUES

A TOUS

PAS DE QUESTIONS D1 A D6

D7 Pouvez-vous m'indiquer la lettre qui correspond le mieux à votre situation actuelle ?

(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

	(600-601)
MARIÉ(E) OU REMARIÉ(E)	
Vivant sans enfant	1
Vivant avec les enfants de ce mariage	2
Vivant avec les enfants que l'un ou l'autre des conjoints a eu d'un mariage précédent	3
Vivant avec les enfants de ce mariage et ceux que l'un ou l'autre des conjoints a eu d'un mariage précédent	4
CELIBATAIRE VIVANT EN COUPLE	
Vivant sans enfant	5
Vivant avec les enfants de cette union	6
Vivant avec les enfants que l'un ou l'autre des partenaires a eu d'une union précédente	7
Vivant avec les enfants de cette union et ceux que l'un ou l'autre des partenaires a eu d'une union précédente	8
CELIBATAIRE	
Vivant sans enfant	9
Vivant avec des enfants	10
DIVORCÉ(E) OU SÉPARÉ(E)	
Vivant sans enfant	11
Vivant avec des enfants	12
VEUF\ VEUVE	
Vivant sans enfants	13
Vivant avec des enfants	14
Autre (SPONTANE)	15
Refus (SPONTANE)	16

EB73.4 D7

D8 How old were you when you stopped full-time education?

(INT.: IF "STILL STUDYING", CODE '00' - IF "NO EDUCATION" CODE '01' - IF "REFUSAL" CODE '98' - IF "DK" CODE '99')

(602-603)

EB73.4 D8

NO QUESTION D9

D8 A quel âge avez-vous arrêté vos études à temps complet ?

(ENQ. : SI "ETUDIE ENCORE", CODER '00' - SI "PAS D'ETUDE" CODER '01' - SI "REFUS" CODER '98' - SI "DK" CODER '99')

(602-603)

EB73.4 D8

PAS DE QUESTION D9

D10 Gender.

(604)

Male	1
Female	2

EB73.4 D10

D10 Sexe du répondant.

(604)

Homme	1
Femme	2

EB73.4 D10

D11 How old are you?

(605-606)

EB73.4 D11

D11 Quel est votre âge ?

(605-606)

EB73.4 D11

NO QUESTION D12 TO D14

ASK D15b IF "NOT DOING ANY PAID WORK CURRENTLY", CODES 1 to 4 in D15a

D15a What is your current occupation?

D15b Did you do any paid work in the past? What was your last occupation?

	(607-608) D15a CURRENT OCCUPATION	(609-610) D15b LAST OCCUPATION
<b>NON-ACTIVE</b>		
Responsible for ordinary shopping and looking after the home, or without any current occupation, not working	1	
Student	2	
Unemployed or temporarily not working	3	
Retired or unable to work through illness	4	
<b>SELF EMPLOYED</b>		
Farmer	5	5
Fisherman	6	6
Professional (lawyer, medical practitioner, accountant, architect, etc.)	7	7
Owner of a shop, craftsmen, other self-employed person	8	8
Business proprietors, owner (full or partner) of a company	9	9
<b>EMPLOYED</b>		
Employed professional (employed doctor, lawyer, accountant, architect)	10	10
General management, director or top management (managing directors, director general, other director)	11	11
Middle management, other management (department head, junior manager, teacher, technician)	12	12
Employed position, working mainly at a desk	13	13
Employed position, not at a desk but travelling (salesmen, driver, etc.)	14	14
Employed position, not at a desk, but in a service job (hospital, restaurant, police, fireman, etc.)	15	15
Supervisor	16	16
Skilled manual worker	17	17
Other (unskilled) manual worker, servant	18	18

PAS DE QUESTIONS D12 A D14

POSER D15b SI "PAS D'ACTIVITE ACTUELLE", CODES 1 à 4 en D15a

D15a Quelle est votre profession actuelle ?

D15b Exerciez-vous une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	(607-608) D15a PROFESSION ACTUELLE	(609-610) D15b PROFESSION PRECEDETE
<b>INACTIFS</b>		
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle	1	
Etudiants	2	
Au chômage\ temporairement sans emploi	3	
A la retraite ou en congé de maladie prolongé	4	
<b>INDEPENDANTS</b>		
Agriculteur exploitant	5	5
Pêcheur	6	6
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	7	7
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	8
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	9
<b>SALARIES</b>		
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte, etc.)	10	10
Cadre supérieur\ dirigeant (PDG\DG, Directeur, etc.)	11	11
Cadre moyen	12	12
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	13
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	14	14
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers, etc.)	15	15
Contremaître, agent de maîtrise	16	16
Ouvrier qualifié	17	17
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	18

Never did any paid work		19
-------------------------	--	----

EB73.4 D15a D15b

NO QUESTIONS D16 TO D24

D25 Would you say you live in a...?

(READ OUT)

	(611)
Rural area or village	1
Small or middle sized town	2
Large town	3
DK	4

EB73.4 D25

NO QUESTIONS D26 TO D39

D40a Could you tell me how many people aged 15 years or more live in your household, yourself included?

(INT.: READ OUT - WRITE DOWN)

(612-613)

--	--

EB73.4 D40a

D40b Could you tell me how many children less than 10 years old live in your household?

(INT.: READ OUT - WRITE DOWN)

(614-615)

--	--

EB73.4 D40b

D40c Could you tell me how many children aged 10 to 14 years old live in your household?

(INT.: READ OUT - WRITE DOWN)

(616-617)

--	--

EB73.4 D40c

N'a jamais exercé d'activité professionnelle rémunérée		19
--	--	----

EB73.4 D15a D15b

PAS DE QUESTIONS D16 A D24

D25 Diriez-vous que vous vivez ... ?

(LIRE)

	(611)
Dans une commune rurale	1
Dans une ville petite ou moyenne	2
Dans une grande ville	3
NSP	4

EB73.4 D25

PAS DE QUESTIONS D26 A D39

D40a Pouvez-vous me dire combien de personnes âgées de 15 ans et plus vivent dans votre foyer, y compris vous-même ?

(ENQ. : LIRE - NOTER EN CLAIR)

(612-613)

--	--

EB73.4 D40a

D40b Pouvez-vous me dire combien d'enfants de moins de 10 ans vivent dans votre foyer ?

(ENQ. : LIRE - NOTER EN CLAIR)

(614-615)

--	--

EB73.4 D40b

D40c Pouvez-vous me dire combien d'enfants de 10 à 14 ans vivent dans votre foyer ?

(ENQ. : LIRE - NOTER EN CLAIR)

(616-617)

--	--

EB73.4 D40c

D43a Do you own a fixed telephone in your household?

D43a Possédez-vous un téléphone fixe dans votre foyer ?

D43b Do you own a personal mobile telephone?

D43b Possédez-vous un téléphone mobile\ GSM\ portable personnel ?

	(618)	(619)
	D43a	D43b
	Fixed	Mobile
Yes	1	1
No	2	2

	(618)	(619)
	D43a	D43b
	Fixe	Mobile
Oui	1	1
Non	2	2

EB73.4 D43a D43b

EB73.4 D43a D43b

NO QUESTIONS D44 TO D59

PAS DE QUESTIONS D44 A D59

D46 Which of the following goods do you have?

D46 Parmi les biens suivants, lesquels possédez-vous ?

(SHOW CARD - READ OUT - MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

(MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(620-629)
Television	1,
DVD player	2,
Music CD player	3,
Computer	4,
An Internet connection at home	5,
A car	6,
An apartment\ a house which you have finished paying for	7,
An apartment\ a house which you are paying for	8,
None (SPONTANEOUS)	9,
DK	10,

	(620-629)
Une télévision	1,
Un lecteur DVD	2,
Un lecteur CD audio	3,
Un ordinateur	4,
Une connexion Internet à la maison	5,
Une voiture	6,
Un appartement\ Une maison que vous avez fini de payer	7,
Un appartement\ Une maison que vous êtes en train de payer	8,
Aucun (SPONTANE)	9,
NSP	10,

EB73.3 D46

EB73.3 D46

NO QUESTIONS D47 TO D59

PAS DE QUESTIONS D47 A D59

D60 During the last twelve months, would you say you had difficulties to pay your bills at the end of the month...?

D60 Sur ces douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer toutes vos factures à la fin du mois ... ?

(SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

	(630)
Most of the time	1
From time to time	2
Almost never\ never	3
Refusal (SPONTANEOUS)	4

	(630)
La plupart du temps	1
De temps en temps	2
Pratiquement jamais\ jamais	3
Refus (SPONTANE)	4

EB73.4 D60

EB73.4 D60

--

--

D61 On the following scale, step '1' corresponds to "the lowest level in the society"; step '10' corresponds to "the highest level in the society". Could you tell me on which step you would place yourself?

D61 Sur l'escalier suivant, la marche 1 correspond à la place la moins élevée dans la société, la marche 10 à la place la plus élevée dans la société. Pourriez-vous me dire sur quelle marche de cet escalier vous vous placeriez ?

(SHOW CARD – ONE ANSWER ONLY)

(MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)

(631-632)	
1 The lowest level in the society	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10 The highest level in the society	10
Refusal (SPONTANEOUS)	11

(631-632)	
1 La place la moins élevée dans la société	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10 La place la plus élevée dans la société	10
Refus (SPONTANE)	11

EB73.4 D61
------------

EB73.4 D61
------------

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

D62 Could you tell me if...?

D62 Pouvez-vous me dire si ... ?

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

(READ OUT)	Everyday Almost everyday	Two or three times a week	About once a week	Two or three times a month	Less often	Never	No Internet access (SPONTANEOUS)
------------	--------------------------------	--	----------------------------	---	---------------	-------	---

(LIRE)	Tous les jours ou pres que	Deux ou trois fois par semaine	Envir on une fois par semaine	Deux ou trois fois par mois	Moins souvent	Jamais	Pas d'accès à Internet (SPONTANEOUS)
--------	---	---	--	--	------------------	--------	--

(633) 1 You use the Internet at home, in your home 1 2 3 4 5 6 7

(633) 1 Vous utilisez Internet chez vous, dans votre maison 1 2 3 4 5 6 7

(634) 2 You use the Internet on your place of work 1 2 3 4 5 6 7

(634) 2 Vous utilisez Internet sur votre lieu de travail 1 2 3 4 5 6 7

(635) 3 You use the Internet somewhere else (school, university, cyber-café, etc.) 1 2 3 4 5 6 7

(635) 3 Vous utilisez Internet ailleurs (école, université, cafés-internet, etc.) 1 2 3 4 5 6 7

EB73.4 D62

EB73.4 D62



## TABLEAUX

QC1.1 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?































Une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'UE

QC1.1 Have you ever been involved in civil or commercial legal proceedings (regarding, for instance, purchase or sale of goods or services, divorce or other family matters, etc.) with...?

A person or company that is from another EU Member State

QC1.1 Waren Sie schon einmal an einem zivil- oder handelsrechtlichen Gerichtsverfahren (z.B. den Kauf oder Verkauf von Waren oder Dienstleistungen, eine Scheidung oder andere Familienangelegenheiten betreffend etc.) mit...?

Einer Person oder einem Unternehmen aus einem anderen Mitgliedstaat der EU beteiligt?

		Oui, vous avez été impliqué(e) personnellement  Yes, you have been personally involved  Ja, Sie waren schon einmal persönlich beteiligt	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement, mais vous pourriez l'être à l'avenir  No, you have not been personally involved but you could be in the future  Nein, Sie waren noch nie persönlich beteiligt, könnten es in der Zukunft aber sein	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement et il est peu probable que cela soit le cas  No, you have not been personally involved and it is unlikely that this would ever happen  Nein, Sie waren noch nie persönlich beteiligt, und es ist unwahrscheinlich, dass dies jemals der Fall sein wird	NSP  DK  WN	Total 'Non'  Total 'No'  Gesamt 'Nein'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	2	9	87	2	96
	BE	5	12	82	1	94
	BG	0	5	91	4	96
	CZ	2	9	89	0	98
	DK	2	13	84	1	97
	D-W	4	10	86	0	96
	DE	3	10	86	1	96
	D-E	2	12	86	0	98
	EE	3	17	79	1	96
	IE	2	9	87	2	96
	EL	2	18	79	1	97
	ES	3	8	86	3	94
	FR	1	7	91	1	98
	IT	2	14	79	5	93
	CY	1	8	91	0	99
	LV	1	12	86	1	98
	LT	1	10	86	3	96
	LU	9	11	78	2	89
	HU	1	5	93	1	98
	MT	1	13	84	2	97
	NL	6	13	80	1	93
	AT	6	15	77	2	92
	PL	1	8	90	1	98
	PT	1	3	94	2	97
	RO	2	3	90	5	93
	SI	1	9	88	2	97
	SK	1	15	84	0	99
	FI	1	9	89	1	98
	SE	8	19	71	2	90
	UK	2	5	92	1	97

QC1.2 Avez-vous déjà été impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale (par exemple à propos de l'achat ou de la vente de biens ou services, d'un divorce ou d'une autre affaire familiale, etc.) avec ... ?





























Une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'UE

QC1.2 Have you ever been involved in civil or commercial legal proceedings (regarding, for instance, purchase or sale of goods or services, divorce or other family matters, etc.) with...?

A person or company from a non EU country

QC1.2 Waren Sie schon einmal an einem zivil- oder handelsrechtlichen Gerichtsverfahren (z.B. den Kauf oder Verkauf von Waren oder Dienstleistungen, eine Scheidung oder andere Familienangelegenheiten betreffend etc.) mit...?

Einer Person oder einem Unternehmen aus einem Land, das nicht Mitglied in der EU ist, beteiligt?

		Oui, vous avez été impliqué(e) personnellement	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement, mais vous pourriez l'être à l'avenir	Non, vous n'avez pas été impliqué(e) personnellement et il est peu probable que cela soit le cas	NSP	Total 'Non'
		Yes, you have been personally involved	No, you have not been personally involved but you could be in the future	No, you have not been personally involved and it is unlikely that this would ever happen	DK	Total 'No'
		Ja, Sie waren schon einmal persönlich beteiligt	Nein, Sie waren noch nie persönlich beteiligt, könnten es in der Zukunft aber sein	Nein, Sie waren noch nie persönlich beteiligt, und es ist unwahrscheinlich, dass dies jemals der Fall sein wird	WN	Gesamt 'Nein'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	8	89	2	97
	BE	1	9	88	2	97
	BG	0	4	91	5	95
	CZ	1	7	92	0	99
	DK	1	11	87	1	98
	D-W	2	9	88	1	97
	DE	1	9	89	1	98
	D-E	1	9	90	0	99
	EE	1	14	83	2	97
	IE	1	8	87	4	95
	EL	0	18	81	1	99
	ES	2	8	87	3	95
	FR	1	6	93	0	99
	IT	1	13	81	5	94
	CY	0	7	92	1	99
	LV	1	9	88	2	97
	LT	0	9	87	4	96
	LU	3	8	87	2	95
	HU	0	5	94	1	99
	MT	1	13	84	2	97
	NL	3	12	84	1	96
	AT	4	13	81	2	94
	PL	1	7	91	1	98
	PT	1	2	95	2	97
	RO	1	2	90	7	92
	SI	1	8	89	2	97
	SK	1	12	87	0	99
	FI	1	8	90	1	98
	SE	5	16	76	3	92
	UK	3	4	92	1	96

QC2 A votre avis, est-il facile ou difficile d'avoir accès à la justice civile dans un autre Etat membre de l'UE ?

QC2 In your opinion, how easy or difficult do you think it is to access civil justice in another EU Member State?





























QC2 Wie einfach oder schwierig ist Ihrer Meinung nach der Zugang zu Zivilgerichten in einem anderen Mitgliedstaat der EU?

%		Très facile		Plutôt facile		Plutôt difficile		Très difficile		NSP		Total 'Facile'		Total 'Difficile'	
		Very easy		Fairly easy		Fairly difficult		Very difficult		DK		Total 'Easy'		Total 'difficult'	
		Sehr einfach		Ziemlich einfach		Ziemlich schwierig		Sehr schwierig		WN		Gesamt 'Leicht'		Total 'Difficile'	
		EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2	EB 73.5	Diff. EB 68.2
	EU 27	1	-1	13	-2	36	1	20	0	30	2	14	-3	56	1
	BE	1	0	14	-6	47	3	23	1	15	2	15	-6	70	4
	BG	2	1	9	-3	31	1	20	0	38	1	11	-2	51	1
	CZ	1	0	8	-3	44	2	36	5	11	-4	9	-3	80	7
	DK	4	2	15	-2	40	-1	32	4	9	-3	19	0	72	3
	D-W	1	-1	8	0	34	-3	23	-3	34	7	9	-1	57	-6
	DE	1	-1	8	0	33	-3	22	-5	36	9	9	-1	55	-8
	D-E	1	0	8	1	30	-2	21	-10	40	11	9	1	51	-12
	EE	2	0	11	0	35	2	18	2	34	-4	13	0	53	4
	IE	1	-1	11	-3	24	0	26	9	38	-5	12	-4	50	9
	EL	2	-1	13	1	45	4	32	-9	8	5	15	0	77	-5
	ES	2	-1	14	-7	30	2	17	0	37	6	16	-8	47	2
	FR	1	-1	12	-4	42	-1	17	5	28	1	13	-5	59	4
	IT	3	-1	16	-7	39	7	17	0	25	1	19	-8	56	7
	CY	4	-1	12	-2	39	15	23	-15	22	3	16	-3	62	0
	LV	1	-1	18	7	36	5	12	1	33	-12	19	6	48	6
	LT	2	1	18	6	34	5	11	-3	35	-9	20	7	45	2
	LU	2	-2	18	3	36	3	9	-8	35	4	20	1	45	-5
	HU	1	-1	11	1	40	7	23	0	25	-7	12	0	63	7
	MT	2	1	15	1	27	1	24	4	32	-7	17	2	51	5
	NL	1	0	14	-1	39	-2	19	1	27	2	15	-1	58	-1
	AT	1	-1	10	-4	49	9	21	1	19	-5	11	-5	70	10
	PL	2	0	21	1	28	2	10	-3	39	0	23	1	38	-1
	PT	1	-2	10	-5	42	6	21	1	26	0	11	-7	63	7
	RO	3	0	12	1	29	3	22	-4	34	0	15	1	51	-1
	SI	2	-1	20	-8	32	1	17	8	29	0	22	-9	49	9
	SK	1	0	13	2	50	4	25	2	11	-8	14	2	75	6
	FI	2	1	18	-3	33	-3	13	2	34	3	20	-2	46	-1
	SE	0	0	8	4	47	-2	35	-5	10	3	8	4	82	-7
3	UK	1	-1	13	-2	31	0	20	5	35	-2	14	-3	51	5

QC3 A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour aider les citoyens à accéder à la justice civile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que leur pays de résidence ?

QC3 In your opinion, should additional measures be taken to help citizens access civil justice in a European Union Member State other than their country of residence?































QC3 Sollten Ihrer Meinung nach zusätzliche Maßnahmen ergriffen werden, um den Bürgern zu helfen, Zugang zu Zivilgerichten in einem anderen EU-Mitgliedstaat als dem Land, in dem sie wohnen, zu bekommen?

		Oui, de préférence au niveau de l'UE, par des règles communes	Oui, de préférence à un niveau national, dans le cadre d'accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	NSP		DK		WN		Total 'Oui'
		Yes, preferably at an EU level through common rules	Yes, preferably at a national level through bilateral agreements between EU Member States	No, there is no need for additional measures							Total 'Yes'
		Ja, und zwar am besten auf EU-Ebene durch gemeinsame Regeln	Ja, und zwar am besten auf nationaler Ebene durch bilaterale Abkommen zwischen den EU-Mitgliedstaaten	Nein, es sind keine zusätzlichen Maßnahmen notwendig							Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2	EB 73.5 Diff. EB 68.2
	EU 27	<b>52</b>	<b>21</b>	<b>12</b>	<b>15</b>	<b>-1</b>	<b>73</b>	<b>-1</b>			
	BE	<b>56</b>	<b>23</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>79</b>	<b>-3</b>			
	BG	<b>54</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	<b>23</b>	<b>-8</b>	<b>74</b>	<b>11</b>			
	CZ	<b>56</b>	<b>26</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>82</b>	<b>-2</b>			
	DK	<b>44</b>	<b>33</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>-4</b>	<b>77</b>	<b>2</b>			
	D-W	<b>65</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>77</b>	<b>-8</b>			
	DE	<b>62</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>76</b>	<b>-9</b>			
	D-E	<b>52</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>72</b>	<b>-15</b>			
	EE	<b>47</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>21</b>	<b>-6</b>	<b>68</b>	<b>8</b>			
	IE	<b>35</b>	<b>26</b>	<b>8</b>	<b>31</b>	<b>1</b>	<b>61</b>	<b>-2</b>			
	EL	<b>57</b>	<b>25</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>82</b>	<b>-3</b>			
	ES	<b>67</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>-14</b>	<b>82</b>	<b>16</b>			
	FR	<b>56</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>79</b>	<b>0</b>			
	IT	<b>46</b>	<b>21</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>67</b>	<b>-5</b>			
	CY	<b>64</b>	<b>19</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>-5</b>	<b>83</b>	<b>3</b>			
	LV	<b>41</b>	<b>22</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>-6</b>	<b>63</b>	<b>4</b>			
	LT	<b>46</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>24</b>	<b>-7</b>	<b>65</b>	<b>4</b>			
	LU	<b>56</b>	<b>20</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>2</b>			
	HU	<b>50</b>	<b>24</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>-2</b>	<b>74</b>	<b>-2</b>			
	MT	<b>48</b>	<b>28</b>	<b>5</b>	<b>19</b>	<b>-13</b>	<b>76</b>	<b>15</b>			
	NL	<b>49</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>70</b>	<b>-5</b>			
	AT	<b>41</b>	<b>30</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>-3</b>	<b>71</b>	<b>-3</b>			
	PL	<b>41</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>-1</b>	<b>62</b>	<b>-4</b>			
	PT	<b>55</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>-7</b>	<b>72</b>	<b>3</b>			
	RO	<b>53</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>-1</b>	<b>73</b>	<b>1</b>			
	SI	<b>66</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>-1</b>	<b>81</b>	<b>1</b>			
	SK	<b>52</b>	<b>31</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>-2</b>	<b>83</b>	<b>-1</b>			
	FI	<b>43</b>	<b>23</b>	<b>19</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>66</b>	<b>-6</b>			
	SE	<b>45</b>	<b>40</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>85</b>	<b>-3</b>			
	UK	<b>40</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>-3</b>	<b>65</b>	<b>1</b>			

QC4 Vous m'avez dit avoir été personnellement impliqué(e) dans une procédure de justice civile ou commerciale en dehors de (NOTRE PAYS). Quel en était le motif ?

QC4 You mentioned that you were personally involved in civil or commercial legal proceedings outside of (OUR COUNTRY). What was it about?

QC4 Sie haben erwähnt, dass Sie schon einmal persönlich an einem zivil- oder handelsrechtlichen Gerichtsverfahren außerhalb von Deutschland beteiligt waren. Worum ging es dabei?

		Une affaire matrimoniale (p.ex. un divorce)	Une question liée aux enfants (comme la garde, la pension alimentaire, la paternité, l'adoption)	Un conflit contractuel	Un autre conflit (p.ex. responsabilité civile, négligence, etc.)	Autre (SPONTANE)	Refus (SPONTANE)	NSP
		Matrimonial matter (e.g. divorce)	Issue relating to children (like custody, maintenance, paternity, adoption)	Contractual dispute	Other dispute (e.g. civil liability, negligence, etc.)	Other (SPONTANEOUS)	Refusal (SPONTANEOUS)	DK
		Ehesache (z.B. Scheidung)	Ein Thema, das mit Kindern zu tun hat (Sorgerecht, Unterhalt, Vaterschaft, Adoption)	Vertragsstreitigkeiten	Andere Streitigkeiten (z.B. zivilrechtliche Haftung, Verletzung der Sorgfaltspflicht etc.)	Sonstiges (SPONTAN)	Verweigert (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	22	11	22	22	11	3	9
	BE	30	11	18	17	9	6	9
	BG	19	0	37	0	10	19	15
	CZ	36	15	32	17	0	0	0
	DK	12	8	29	33	11	7	0
	D-W	28	7	35	10	4	3	13
	DE	26	8	34	12	4	3	13
	D-E	13	14	30	23	0	0	20
	EE	13	3	11	19	3	7	44
	IE	42	0	8	21	16	0	13
	EL	28	0	23	37	5	7	0
	ES	27	2	12	37	19	0	3
	FR	21	29	10	11	29	0	0
	IT	7	33	22	13	11	7	7
	CY	15	19	15	16	35	0	0
	LV	38	5	17	34	0	0	6
	LT	26	6	41	7	5	8	7
	LU	24	4	22	11	23	14	2
	HU	20	0	34	37	9	0	0
	MT	22	0	0	65	0	0	13
	NL	17	10	18	38	15	0	2
	AT	40	23	22	6	4	2	3
	PL	18	13	25	38	6	0	0
	PT	14	13	37	0	0	13	23
	RO	15	6	21	6	34	18	0
	SI	25	8	17	21	22	7	0
	SK	11	45	30	7	0	0	7
	FI	18	15	18	24	21	4	0
	SE	17	3	27	18	15	3	17
	UK	24	6	16	27	3	0	24

QC5 Pensez maintenant à votre dernière expérience dans une procédure de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'Union européenne. De quel pays s'agissait-il ?

QC5 Think now about your last personal experience in civil or commercial legal proceedings with a person or company from a non-EU country. Which country was it?































QC5 Denken Sie jetzt bitte an Ihre letzte persönliche Erfahrung mit einem zivil- oder handelsrechtlichen Verfahren mit einer Person oder einem Unternehmen aus einem Land, das nicht Mitglied in der EU ist. Welches Land war das?

		Norvège	Islande	Suisse	Russie	Ukraine	Balkans occidentaux (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Kosovo, ancienne République yougoslave de Macédoine, Croatie et Albanie)	Turquie
		Norway	Iceland	Switzerland	Russia	Ukraine	Western Balkans (Bosnia and Herzegovina, Serbia, Montenegro, Kosovo, Former Yugoslav Republic of Macedonia, Croatia and Albania)	Turkey
		Norwegen	Island	Schweiz	Russland	Ukraine	Westliche Balkanstaaten (Bosnien und Herzegowina, Serbien, Montenegro, Kosovo, ehemalige jugoslawische Republik Mazedonien, Kroatien und Albanien)	Türkei
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
1/2								
	EU 27	4	2	8	2	1	5	7
	BE	0	0	19	0	0	0	7
	BG	0	0	0	21	0	25	0
	CZ	0	0	32	28	0	0	0
	DK	26	0	0	0	0	16	0
	D-W	6	0	28	0	0	5	26
	DE	7	0	26	0	0	5	22
	D-E	10	0	14	0	0	0	0
	EE	0	0	0	32	0	0	0
	IE	0	0	36	0	0	0	0
	EL	0	0	0	0	0	0	0
	ES	0	7	0	0	0	11	7
	FR	0	0	0	0	0	0	0
	IT	0	0	18	0	0	0	0
	CY	0	0	0	0	0	0	52
	LV	23	0	0	67	0	0	0
	LT	16	0	0	31	0	0	0
	LU	0	0	0	0	0	0	0
	HU	0	0	0	0	24	15	0
	MT	0	76	0	0	0	0	0
	NL	5	7	5	0	0	0	7
	AT	7	17	6	0	10	26	2
	PL	15	0	15	15	0	0	0
	PT	0	0	35	0	0	0	0
	RO	0	0	0	0	0	0	0
	SI	0	0	0	0	0	71	0
	SK	0	0	0	0	0	27	0
	FI	10	0	0	12	4	5	9
	SE	11	0	0	8	0	0	10
6	UK	0	0	0	0	0	4	4

QC5 Pensez maintenant à votre dernière expérience dans une procédure de justice civile ou commerciale avec une personne ou une entreprise d'un pays non membre de l'Union européenne. De quel pays s'agissait-il ?

QC5 Think now about your last personal experience in civil or commercial legal proceedings with a person or company from a non-EU country. Which country was it?































QC5 Denken Sie jetzt bitte an Ihre letzte persönliche Erfahrung mit einem zivil- oder handelsrechtlichen Verfahren mit einer Person oder einem Unternehmen aus einem Land, das nicht Mitglied in der EU ist. Welches Land war das?

2/2		Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, etc.)	Moyen-Orient (Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Autorité Palestinienne, Syrie, etc.)	Ailleurs en Afrique	Etats-Unis	Asie (excepté la Russie)	Autre (SPONTANE)	NSP
		North Africa (Algeria, Morocco, Tunisia, etc.)	Middle-East (Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Palestinian Authority, Syria, etc.)	Elsewhere in Africa	USA	Asia (except Russia)	Other (SPONTANEOUS)	DK
		Nordafrika (Algerien, Marokko, Tunesien etc.)	Mittlerer Osten (Ägypten, Israel, Jordanien, Libanon, Palästinensische Autonomiebehörde, Syrien etc.)	Woanders in Afrika	Vereinigte Staaten von Amerika (USA)	Asien (außer Russland)	Sonstiges (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	2	4	5	9	9	27	15
	BE	17	0	0	7	0	17	33
	BG	0	14	0	0	24	16	0
	CZ	0	0	0	7	0	33	0
	DK	0	0	8	21	0	29	0
	D-W	0	10	2	0	0	10	13
	DE	0	8	2	0	3	11	16
	D-E	0	0	0	0	19	21	36
	EE	0	0	0	0	0	18	50
	IE	0	0	0	50	0	0	14
	EL	0	0	0	100	0	0	0
	ES	0	6	0	5	7	57	0
	FR	0	0	0	0	0	81	19
	IT	0	12	18	0	0	0	52
	CY	0	48	0	0	0	0	0
	LV	0	0	0	0	10	0	0
	LT	0	0	0	0	0	53	0
	LU	0	0	7	5	11	41	36
	HU	0	0	0	0	0	61	0
	MT	0	0	0	0	0	0	24
	NL	0	6	8	22	4	36	0
	AT	6	6	2	0	4	11	3
	PL	0	0	0	0	0	39	16
	PT	0	0	0	30	0	0	35
	RO	0	15	0	49	19	17	0
	SI	0	0	0	0	0	12	17
	SK	0	32	0	20	0	0	21
	FI	0	21	0	5	0	34	0
	SE	4	0	0	25	10	21	11
	UK	4	0	10	10	23	21	24

QC6a Imaginez la situation suivante : Vous louez une maison pour deux semaines de vacances dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vous payez une avance d'une semaine. Quand vous arrivez à votre destination de vacances, la maison ne répond pas aux critères minimums de qualité et vous décidez de partir. Le propriétaire refuse de vous rembourser. Quelle serait votre principale inquiétude si vous décidiez d'entamer une action en justice dans cet Etat membre ? En premier ?

QC6a Imagine the following situation: You rent a house for two weeks' holiday in another EU Member State and pay in advance one week. When you arrive at your holiday destination, you realise that the house does not meet minimum expected standards and you decide not to stay. The owner is not willing to pay you back your money. What would be your main worry about starting legal proceedings in that Member State? Firstly?































QC6a Bitte stellen Sie sich folgende Situation vor: Sie mieten in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für zwei Wochen ein Haus, weil Sie dort Urlaub machen möchten und bezahlen für eine Woche im Voraus. Als Sie an Ihrem Urlaubsziel ankommen, stellen Sie fest, dass das Haus nicht dem erwartbaren Mindeststandard entspricht und Sie entschließen sich, dort nicht zu bleiben. Der Eigentümer ist nicht bereit, Ihnen Ihr Geld zurückzuzahlen. Was wäre Ihre größte Sorge, wenn es darum geht, in diesem Mitgliedstaat einen Rechtsstreit zu beginnen? Erstens?

1/2		Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	Le manque de confiance dans les procédures dans cet Etat membre	La durée probable des procédures juridiques dans cet Etat membre	La barrière de la langue	La distance entre (NOTRE PAYS) et cet Etat membre
		Not knowing which legal rules would apply	Not knowing the legal procedures in that Member State	The cost of legal action in that Member State	Lack of trust in the legal procedures of that Member State	Likely length of legal proceedings in that Member State	Language barriers	Distance between (OUR COUNTRY) and that Member State
		Nicht zu wissen, welche Rechtsvorschriften gelten würden	Die Prozessordnung in diesem Mitgliedstaat nicht zu kennen	Die Kosten für einen Rechtsstreit in diesem Mitgliedstaat	Mangelndes Vertrauen in die Prozessordnung dieses Mitgliedstaates	Voraussichtliche Dauer von Rechtsverfahren in diesem Mitgliedstaat	Sprachbarrieren	Entfernung zwischen (UNSER LAND) und diesem Mitgliedstaat
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	27	20	16	7	5	15	3
	BE	23	22	15	11	7	14	4
	BG	25	27	13	4	6	14	3
	CZ	15	22	19	5	8	23	4
	DK	25	21	27	9	4	8	2
	D-W	32	8	19	10	5	16	4
	DE	32	8	18	10	5	16	4
	D-E	33	9	15	7	3	18	6
	EE	27	22	8	3	2	17	3
	IE	30	16	21	4	4	17	3
	EL	34	20	15	4	5	15	4
	ES	29	19	9	6	4	21	3
	FR	22	28	14	6	8	14	2
	IT	28	26	14	6	6	8	3
	CY	24	20	25	8	5	8	5
	LV	38	17	10	3	3	20	3
	LT	29	23	6	4	1	21	3
	LU	20	23	17	7	11	8	4
	HU	25	26	13	8	6	15	3
	MT	25	15	28	3	8	7	6
	NL	30	18	16	10	8	11	3
	AT	27	16	17	15	7	9	5
	PL	24	18	11	4	3	25	4
	PT	27	22	13	4	2	16	5
	RO	33	14	16	5	5	13	3
	SI	25	23	14	8	8	8	2
	SK	25	24	17	7	6	15	3
	FI	21	33	11	7	7	17	1
	SE	28	18	27	5	9	7	1
	UK	25	19	22	6	3	13	2

QC6a Imaginez la situation suivante : Vous louez une maison pour deux semaines de vacances dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vous payez une avance d'une semaine. Quand vous arrivez à votre destination de vacances, la maison ne répond pas aux critères minimums de qualité et vous décidez de partir. Le propriétaire refuse de vous rembourser. Quelle serait votre principale inquiétude si vous décidiez d'entamer une action en justice dans cet Etat membre ? En premier ?

QC6a Imagine the following situation: You rent a house for two weeks' holiday in another EU Member State and pay in advance one week. When you arrive at your holiday destination, you realise that the house does not meet minimum expected standards and you decide not to stay. The owner is not willing to pay you back your money. What would be your main worry about starting legal proceedings in that Member State? Firstly?





























QC6a Bitte stellen Sie sich folgende Situation vor: Sie mieten in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für zwei Wochen ein Haus, weil Sie dort Urlaub machen möchten und bezahlen für eine Woche im Voraus. Als Sie an Ihrem Urlaubsziel ankommen, stellen Sie fest, dass das Haus nicht dem erwartbaren Mindeststandard entspricht und Sie entschließen sich, dort nicht zu bleiben. Der Eigentümer ist nicht bereit, Ihnen Ihr Geld zurückzuzahlen. Was wäre Ihre größte Sorge, wenn es darum geht, in diesem Mitgliedstaat einen Rechtsstreit zu beginnen? Erstens?

		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	0	1	6
	BE	1	1	2
	BG	0	2	6
	CZ	0	1	3
	DK	1	0	3
	D-W	0	1	5
	DE	0	2	5
	D-E	1	2	6
	EE	1	1	16
	IE	1	0	4
	EL	1	1	1
	ES	0	1	8
	FR	1	1	4
	IT	1	1	7
	CY	0	2	3
	LV	0	2	4
	LT	1	2	10
	LU	2	2	6
	HU	1	1	2
	MT	0	1	7
	NL	0	1	3
	AT	0	2	2
	PL	0	1	10
	PT	1	1	9
	RO	0	1	10
	SI	5	4	3
	SK	0	1	2
	FI	1	0	2
	SE	0	1	4
	UK	0	2	8

QC6b En second ?

QC6b And secondly?





























QC6b Und der zweitwichtigste?

1/2		Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	Le manque de confiance dans les procédures dans cet Etat membre	La durée probable des procédures juridiques dans cet Etat membre	La barrière de la langue	La distance entre (NOTRE PAYS) et cet Etat membre
		Not knowing which legal rules would apply	Not knowing the legal procedures in that Member State	The cost of legal action in that Member State	Lack of trust in the legal procedures of that Member State	Likely length of legal proceedings in that Member State	Language barriers	Distance between (OUR COUNTRY) and that Member State
		Nicht zu wissen, welche Rechtsvorschrift en gelten würden	Die Prozessordnung in diesem Mitgliedstaat nicht zu kennen	Die Kosten für einen Rechtsstreit in diesem Mitgliedstaat	Mangelndes Vertrauen in die Prozessordnung dieses Mitgliedstaates	Voraussichtliche Dauer von Rechtsverfahren in diesem Mitgliedstaat	Sprachbarrieren	Entfernung zwischen (UNSER LAND) und diesem Mitgliedstaat
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	16	20	19	9	12	16	6
	BE	15	18	19	12	14	16	5
	BG	13	25	21	5	12	17	6
	CZ	11	19	24	9	15	13	9
	DK	17	23	20	10	14	11	4
	D-W	19	17	20	13	11	13	6
	DE	19	16	20	12	12	13	6
	D-E	22	14	21	7	12	15	5
	EE	17	22	15	5	7	21	9
	IE	13	12	24	12	10	22	5
	EL	13	18	20	9	14	17	8
	ES	17	21	15	8	12	19	5
	FR	13	21	15	9	16	19	5
	IT	14	24	18	9	14	12	7
	CY	7	14	26	13	21	10	9
	LV	20	20	20	5	7	20	6
	LT	20	23	12	4	6	24	6
	LU	11	21	19	12	19	8	7
	HU	15	17	21	10	11	18	6
	MT	16	16	24	4	19	8	10
	NL	19	22	15	10	13	14	6
	AT	12	14	17	18	16	15	8
	PL	20	21	16	7	8	19	6
	PT	15	19	19	8	10	17	8
	RO	11	17	22	5	12	20	10
	SI	11	17	26	11	13	9	5
	SK	10	20	20	12	14	15	8
	FI	16	22	15	10	16	15	4
	SE	16	23	21	9	17	11	2
	UK	18	18	25	10	8	15	4

QC6b En second ?

QC6b And secondly?





























QC6b Und der zweitwichtigste?

		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	0	1	1
	BE	0	1	0
	BG	0	0	1
	CZ	0	0	0
	DK	0	1	0
	D-W	0	1	0
	DE	0	1	1
	D-E	1	2	1
	EE	0	0	4
	IE	0	0	2
	EL	0	1	0
	ES	0	1	2
	FR	0	1	1
	IT	0	1	1
	CY	0	0	0
	LV	0	1	1
	LT	2	1	2
	LU	1	1	1
	HU	0	1	1
	MT	0	1	2
	NL	0	0	1
	AT	0	0	0
	PL	0	1	2
	PT	0	0	4
	RO	0	0	3
	SI	3	3	2
	SK	0	0	1
	FI	1	0	1
	SE	0	0	1
	UK	0	1	1

QC6T Principales inquiétudes pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre

QC6T Main worries about starting legal proceedings in another Member State































QC6T Größte Sorgen, wenn es darum geht, in einem anderen Mitgliedstaat einen Rechtsstreit zu beginnen.

1/2		Ne pas savoir quelles lois s'appliqueraient	Ne pas connaître les procédures juridiques dans cet Etat membre	Les coûts d'une action en justice dans cet Etat membre	Le manque de confiance dans les procédures dans cet Etat membre	La durée probable des procédures juridiques dans cet Etat membre	La barrière de la langue	La distance entre (NOTRE PAYS) et cet Etat membre
		Not knowing which legal rules would apply	Not knowing the legal procedures in that Member State	The cost of legal action in that Member State	Lack of trust in the legal procedures of that Member State	Likely length of legal proceedings in that Member State	Language barriers	Distance between (OUR COUNTRY) and that Member State
		Nicht zu wissen, welche Rechtsvorschriften gelten würden	Die Prozessordnung in diesem Mitgliedstaat nicht zu kennen	Die Kosten für einen Rechtsstreit in diesem Mitgliedstaat	Mangelndes Vertrauen in die Prozessordnung dieses Mitgliedstaates	Voraussichtliche Dauer von Rechtsverfahren in diesem Mitgliedstaat	Sprachbarrieren	Entfernung zwischen (UNSER LAND) und diesem Mitgliedstaat
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	42	38	33	15	16	30	9
	BE	37	39	33	23	21	30	9
	BG	37	50	33	8	17	30	8
	CZ	26	41	42	13	22	36	12
	DK	41	43	46	19	17	19	7
	D-W	50	24	37	23	16	28	10
	DE	50	23	37	21	15	29	10
	D-E	53	22	35	14	14	32	10
	EE	41	41	20	7	8	35	10
	IE	42	28	45	16	14	38	8
	EL	47	37	34	12	18	32	12
	ES	45	38	24	13	15	38	8
	FR	34	47	29	15	23	32	7
	IT	41	48	30	14	19	20	9
	CY	31	32	50	20	25	18	13
	LV	58	36	28	7	9	39	8
	LT	47	43	17	7	6	42	8
	LU	31	42	35	17	28	15	10
	HU	40	42	33	18	17	32	9
	MT	40	30	49	7	25	15	15
	NL	48	39	30	19	20	24	9
	AT	38	29	33	32	23	24	12
	PL	41	37	25	10	11	42	9
	PT	40	39	30	11	11	31	12
	RO	43	29	35	10	15	31	12
	SI	35	39	38	19	20	17	7
	SK	36	43	36	18	19	30	11
	FI	36	54	25	17	23	32	5
	SE	43	39	47	14	25	17	3
	UK	41	36	44	15	10	27	6

QC6T Principales inquiétudes pour entamer une action en justice dans un autre Etat membre

QC6T Main worries about starting legal proceedings in another Member State































QC6T Größte Sorgen, wenn es darum geht, in einem anderen Mitgliedstaat einen Rechtsstreit zu beginnen.

2/2		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	2	6
	BE	1	2	2
	BG	0	2	6
	CZ	0	1	3
	DK	1	2	3
	D-W	0	2	5
	DE	0	2	5
	D-E	1	4	6
	EE	1	2	16
	IE	1	0	4
	EL	1	2	2
	ES	1	1	8
	FR	1	2	4
	IT	1	2	7
	CY	0	3	3
	LV	0	3	4
	LT	2	3	10
	LU	2	3	6
	HU	1	2	2
	MT	0	2	7
	NL	1	2	3
	AT	1	2	2
	PL	0	2	10
	PT	1	1	10
	RO	1	1	10
	SI	6	7	3
	SK	0	1	2
	FI	1	1	2
	SE	1	1	4
	UK	0	3	8

QC7a Imaginez maintenant une autre situation : Un tribunal en (NOTRE PAYS) prend une décision en votre faveur et il faut la faire appliquer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Parmi les suivantes, quelle serait la principale difficulté que vous pourriez rencontrer pour faire appliquer cette décision ? En premier ?

QC7a Imagine now another situation: You obtain a favourable decision from a court in (OUR COUNTRY) and it needs to be enforced in another EU Member State. Which of the following, if any, do you think would be the main difficulty in enforcing that decision? Firstly?































QC7a Stellen Sie sich jetzt bitte eine andere Situation vor: Sie erwirken von einem Gericht in (UNSER LAND) ein Urteil zu Ihren Gunsten und dieses muss in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union vollstreckt werden. Welcher der folgenden Punkte würde, wenn überhaupt, Ihrer Meinung nach die größte Schwierigkeit bei der Vollstreckung dieses Urteils darstellen? Erstens?

1/2		Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	La barrière de la langue	Les coûts de la mise en application	Le temps nécessaire à la mise en application de la décision
		Difficulty in identifying the right authorities to apply to in order to have the decision properly enforced	Difficulty in notifying the decision to the authorities who would enforce it in the other country	Language barriers	The cost of enforcement	The length of time needed to enforce the ruling
		Schwierigkeiten bei der Ermittlung der zuständigen Behörden, an die man sich für die ordnungsgemäße Vollstreckung des Urteils wenden muss	Schwierigkeiten bei der Benachrichtigung der Behörden über das Urteil, die es in dem anderen Land vollstrecken würden	Sprachbarrieren	Die Kosten der Vollstreckung	Die Dauer, die zur Vollstreckung der gerichtlichen Entscheidung notwendig wäre
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>31</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>13</b>	<b>9</b>
	BE	<b>30</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>12</b>
	BG	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>6</b>
	CZ	<b>24</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>9</b>
	DK	<b>45</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>11</b>
	D-W	<b>40</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
	DE	<b>40</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>12</b>
	D-E	<b>38</b>	<b>10</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>12</b>
	EE	<b>28</b>	<b>11</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>8</b>
	IE	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>6</b>
	EL	<b>32</b>	<b>15</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>8</b>
	ES	<b>26</b>	<b>15</b>	<b>33</b>	<b>11</b>	<b>5</b>
	FR	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>8</b>	<b>15</b>
	IT	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
	CY	<b>34</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>13</b>
	LV	<b>38</b>	<b>9</b>	<b>28</b>	<b>13</b>	<b>5</b>
	LT	<b>29</b>	<b>11</b>	<b>29</b>	<b>12</b>	<b>4</b>
	LU	<b>34</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>17</b>
	HU	<b>35</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>15</b>	<b>5</b>
	MT	<b>25</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>30</b>	<b>15</b>
	NL	<b>42</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
	AT	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>11</b>
	PL	<b>24</b>	<b>10</b>	<b>35</b>	<b>12</b>	<b>4</b>
	PT	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>28</b>	<b>15</b>	<b>3</b>
	RO	<b>23</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>17</b>	<b>6</b>
	SI	<b>35</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>19</b>	<b>8</b>
	SK	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>8</b>
	FI	<b>40</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>6</b>
	SE	<b>48</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>13</b>
	UK	<b>32</b>	<b>9</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>10</b>

QC7a Imaginez maintenant une autre situation : Un tribunal en (NOTRE PAYS) prend une décision en votre faveur et il faut la faire appliquer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Parmi les suivantes, quelle serait la principale difficulté que vous pourriez rencontrer pour faire appliquer cette décision ? En premier ?

QC7a Imagine now another situation: You obtain a favourable decision from a court in (OUR COUNTRY) and it needs to be enforced in another EU Member State. Which of the following, if any, do you think would be the main difficulty in enforcing that decision? Firstly?































QC7a Stellen Sie sich jetzt bitte eine andere Situation vor: Sie erwirken von einem Gericht in (UNSER LAND) ein Urteil zu Ihren Gunsten und dieses muss in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union vollstreckt werden. Welcher der folgenden Punkte würde, wenn überhaupt, Ihrer Meinung nach die größte Schwierigkeit bei der Vollstreckung dieses Urteils darstellen? Erstens?

2/2		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	0	1	8
	BE	0	2	3
	BG	0	1	11
	CZ	0	1	4
	DK	1	0	4
	D-W	0	1	6
	DE	0	1	6
	D-E	0	2	6
	EE	0	1	18
	IE	0	0	6
	EL	0	1	3
	ES	0	1	9
	FR	0	1	5
	IT	1	1	9
	CY	0	1	3
	LV	0	1	6
	LT	1	2	12
	LU	1	2	9
	HU	0	1	4
	MT	0	0	9
	NL	1	1	5
	AT	1	2	4
	PL	1	1	13
	PT	1	0	12
	RO	0	1	14
	SI	1	4	5
	SK	0	1	2
	FI	1	1	3
	SE	0	0	6
	UK	0	1	11

QC7b En second ?

QC7b And secondly?































QC7b Und der zweitwichtigste?

1/2		Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	La barrière de la langue	Les coûts de la mise en application	Le temps nécessaire à la mise en application de la décision
		Difficulty in identifying the right authorities to apply to in order to have the decision properly enforced	Difficulty in notifying the decision to the authorities who would enforce it in the other country	Language barriers	The cost of enforcement	The length of time needed to enforce the ruling
		Schwierigkeiten bei der Ermittlung der zuständigen Behörden, an die man sich für die ordnungsgemäße Vollstreckung des Urteils wenden muss	Schwierigkeiten bei der Benachrichtigung der Behörden über das Urteil, die es in dem anderen Land vollstrecken würden	Sprachbarrieren	Die Kosten der Vollstreckung	Die Dauer, die zur Vollstreckung der gerichtlichen Entscheidung notwendig wäre
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>25</b>	<b>17</b>
	BE	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>18</b>
	BG	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>15</b>
	CZ	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>31</b>	<b>15</b>
	DK	<b>21</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>17</b>
	D-W	<b>19</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>18</b>
	DE	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>18</b>
	D-E	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>15</b>
	EE	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>26</b>	<b>15</b>
	IE	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>27</b>	<b>15</b>
	EL	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>29</b>	<b>22</b>
	ES	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>13</b>
	FR	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>23</b>
	IT	<b>18</b>	<b>23</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>21</b>
	CY	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>28</b>	<b>32</b>
	LV	<b>22</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>9</b>
	LT	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>10</b>
	LU	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>9</b>	<b>24</b>	<b>23</b>
	HU	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>12</b>
	MT	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>25</b>	<b>29</b>
	NL	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>16</b>
	AT	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>29</b>	<b>18</b>
	PL	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>10</b>
	PT	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>14</b>
	RO	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>18</b>
	SI	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>28</b>	<b>20</b>
	SK	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>34</b>	<b>12</b>
	FI	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>16</b>
	SE	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>16</b>
	UK	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>15</b>

QC7b En second ?

QC7b And secondly?































QC7b Und der zweitwichtigste?

2/2		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	0	1	2
	BE	1	1	1
	BG	0	0	2
	CZ	0	0	1
	DK	0	1	1
	D-W	0	0	2
	DE	0	1	1
	D-E	1	2	1
	EE	0	1	3
	IE	0	0	2
	EL	0	0	1
	ES	1	1	2
	FR	0	0	3
	IT	0	1	1
	CY	0	0	1
	LV	0	2	2
	LT	1	1	2
	LU	1	2	1
	HU	0	0	1
	MT	1	0	5
	NL	1	1	1
	AT	2	1	1
	PL	0	2	3
	PT	0	0	6
	RO	0	0	2
	SI	2	2	2
	SK	0	0	1
	FI	1	1	1
	SE	0	1	0
	UK	0	1	2

QC7T Les principales difficultés pour faire appliquer la décision dans un autre Etat membre

QC7T The main difficulties in enforcing the decision in another Member State































QC7T Größte Schwierigkeiten bei der Vollstreckung dieses Urteils in einem anderen Mitgliedstaat.

1/2		Difficulté à identifier les autorités auxquelles s'adresser afin de faire appliquer correctement la décision	Difficulté à notifier la décision aux autorités en charge de la faire appliquer dans l'autre pays	La barrière de la langue	Les coûts de la mise en application	Le temps nécessaire à la mise en application de la décision
		Difficulty in identifying the right authorities to apply to in order to have the decision properly enforced	Difficulty in notifying the decision to the authorities who would enforce it in the other country	Language barriers	The cost of enforcement	The length of time needed to enforce the ruling
		Schwierigkeiten bei der Ermittlung der zuständigen Behörden, an die man sich für die ordnungsgemäße Vollstreckung des Urteils wenden muss	Schwierigkeiten bei der Benachrichtigung der Behörden über das Urteil, die es in dem anderen Land vollstrecken würden	Sprachbarrieren	Die Kosten der Vollstreckung	Die Dauer, die zur Vollstreckung der gerichtlichen Entscheidung notwendig wäre
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>48</b>	<b>32</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>25</b>
	BE	<b>46</b>	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>30</b>
	BG	<b>44</b>	<b>35</b>	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>19</b>
	CZ	<b>38</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>57</b>	<b>23</b>
	DK	<b>66</b>	<b>41</b>	<b>26</b>	<b>30</b>	<b>27</b>
	D-W	<b>58</b>	<b>27</b>	<b>36</b>	<b>34</b>	<b>29</b>
	DE	<b>58</b>	<b>26</b>	<b>37</b>	<b>34</b>	<b>28</b>
	D-E	<b>56</b>	<b>22</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>26</b>
	EE	<b>42</b>	<b>27</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>20</b>
	IE	<b>49</b>	<b>30</b>	<b>42</b>	<b>45</b>	<b>20</b>
	EL	<b>48</b>	<b>27</b>	<b>38</b>	<b>48</b>	<b>30</b>
	ES	<b>43</b>	<b>34</b>	<b>50</b>	<b>33</b>	<b>17</b>
	FR	<b>47</b>	<b>35</b>	<b>39</b>	<b>26</b>	<b>37</b>
	IT	<b>46</b>	<b>39</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>28</b>
	CY	<b>48</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>50</b>	<b>44</b>
	LV	<b>58</b>	<b>25</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>14</b>
	LT	<b>44</b>	<b>27</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>13</b>
	LU	<b>48</b>	<b>40</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>37</b>
	HU	<b>52</b>	<b>35</b>	<b>45</b>	<b>41</b>	<b>17</b>
	MT	<b>39</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>52</b>	<b>41</b>
	NL	<b>62</b>	<b>41</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>26</b>
	AT	<b>32</b>	<b>35</b>	<b>45</b>	<b>43</b>	<b>29</b>
	PL	<b>42</b>	<b>26</b>	<b>52</b>	<b>36</b>	<b>12</b>
	PT	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>47</b>	<b>36</b>	<b>16</b>
	RO	<b>35</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>41</b>	<b>21</b>
	SI	<b>49</b>	<b>33</b>	<b>23</b>	<b>43</b>	<b>26</b>
	SK	<b>40</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>56</b>	<b>19</b>
	FI	<b>59</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>31</b>	<b>22</b>
	SE	<b>69</b>	<b>42</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>28</b>
	UK	<b>46</b>	<b>23</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>23</b>

QC7T Les principales difficultés pour faire appliquer la décision dans un autre Etat membre

QC7T The main difficulties in enforcing the decision in another Member State





























QC7T Größte Schwierigkeiten bei der Vollstreckung dieses Urteils in einem anderen Mitgliedstaat.

		Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	2	8
	BE	1	2	3
	BG	0	2	11
	CZ	0	2	4
	DK	1	1	4
	D-W	0	1	6
	DE	0	2	6
	D-E	1	4	6
	EE	0	1	18
	IE	0	0	6
	EL	0	1	3
	ES	1	1	9
	FR	1	2	5
	IT	1	2	9
	CY	0	0	3
	LV	0	4	6
	LT	1	3	13
	LU	1	3	9
	HU	0	1	4
	MT	1	0	9
	NL	2	2	5
	AT	2	3	4
	PL	1	3	13
	PT	1	1	12
	RO	1	1	14
	SI	2	6	5
	SK	0	1	2
	FI	1	2	3
	SE	0	1	6
	UK	0	2	11

QC8 Actuellement, pour qu'une décision d'un tribunal en (NOTRE PAYS) soit appliquée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il vous faut demander à un tribunal dans cet autre Etat membre d'établir une ordonnance spéciale (exequatur). Sachant cela, est-ce que vous seriez découragé(e), ou pas, d'entamer une action en justice contre une personne ou une entreprise d'un autre Etat membre de l'UE ?

QC8 Currently, for a decision from a court in (OUR COUNTRY) to be enforced in another EU Member State, you have to request a court in this other Member State to issue a special declaration of enforcement (exequatur). Knowing that, would you be discouraged or not from starting legal proceedings against a person or a company from another EU Member State?





























QC8 Damit ein von einem Gericht in (UNSER LAND) erlassenes Urteil in einem anderen EU-Mitgliedstaat vollstreckt wird, muss man derzeit bei einem Gericht in diesem anderen Mitgliedstaat beantragen, dass dieses Gericht eine spezielle Erklärung zur Vollstreckung ausstellt (sog. Exequaturverfahren). Wären Sie vor diesem Hintergrund entmutigt oder nicht entmutigt, ein Rechtsverfahren gegen eine Person oder ein Unternehmen aus einem anderen Mitgliedstaat der EU anzustrengen?

		Oui, certainement découragé(e)	Oui, probablement découragé(e)	Non, probablement pas découragé(e)	Non, certainement pas découragé(e)	NSP	Total 'Découragé(e)'	Total 'Pas découragé(e)'
		Yes, definitely discouraged	Yes, probably discouraged	No, probably not discouraged	No, definitely not discouraged	DK	Total 'Discouraged'	Total 'Not Discouraged'
		Ja, auf jeden Fall entmutigt	Ja, wahrscheinlich entmutigt	Nein, wahrscheinlich nicht entmutigt	Nein, auf keinen Fall entmutigt	WN	Gesamt 'Entmutigt'	Gesamt 'Nicht entmutigt'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	24	35	18	9	14	59	27
	BE	29	45	16	6	4	74	22
	BG	34	31	12	5	18	65	17
	CZ	25	46	16	5	8	71	21
	DK	23	36	23	11	7	59	34
	D-W	23	30	22	11	14	53	33
	DE	23	30	21	12	14	53	33
	D-E	25	27	20	13	15	52	33
	EE	22	31	15	7	25	53	22
	IE	32	36	12	5	15	68	17
	EL	26	40	21	5	8	66	26
	ES	26	32	16	10	16	58	26
	FR	30	31	18	14	7	61	32
	IT	20	37	18	5	20	57	23
	CY	24	31	15	14	16	55	29
	LV	31	32	18	5	14	63	23
	LT	26	32	17	8	17	58	25
	LU	17	30	31	12	10	47	43
	HU	30	39	18	7	6	69	25
	MT	28	33	21	7	11	61	28
	NL	21	38	25	12	4	59	37
	AT	22	44	18	7	9	66	25
	PL	23	33	19	7	18	56	26
	PT	24	44	10	7	15	68	17
	RO	22	31	16	4	27	53	20
	SI	17	27	31	11	14	44	42
	SK	29	43	19	4	5	72	23
	FI	16	44	19	6	15	60	25
	SE	16	37	28	11	8	53	39
	UK	22	41	14	9	14	63	23

QC9 Pensez-vous qu'il est important que l'Union européenne prenne des mesures supplémentaires pour simplifier les procédures pour l'application des décisions de justice dans un autre Etat membre de l'UE ?

QC9 How important do you think it is for the European Union to take additional measures to simplify the procedures for enforcing court decisions in another EU Member State?































QC9 Wie wichtig ist es Ihrer Meinung nach, dass die Europäische Union zusätzliche Maßnahmen ergreift, um das Verfahren zur Vollstreckung von Gerichtsentscheidungen in einem anderen Mitgliedstaat der EU zu vereinfachen?

		Très important	Assez important	Pas très important	Pas du tout important	NSP	Total 'Important'	Total 'Pas important'
		Very important	Fairly important	Not very important	Not important at all	DK	Total 'Important'	Total 'Not important'
		Sehr wichtig	Ziemlich wichtig	Nicht sehr wichtig	Überhaupt nicht wichtig	WN	Gesamt 'Wichtig'	Gesamt 'Nicht wichtig'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	45	39	6	2	8	84	8
	BE	58	32	6	1	3	90	7
	BG	49	37	2	0	12	86	2
	CZ	35	51	6	2	6	86	8
	DK	50	36	8	2	4	86	10
	D-W	52	33	6	2	7	85	8
	DE	51	34	6	2	7	85	8
	D-E	49	34	7	4	6	83	11
	EE	35	39	8	1	17	74	9
	IE	50	35	3	1	11	85	4
	EL	46	42	7	2	3	88	9
	ES	50	36	4	1	9	86	5
	FR	58	34	2	1	5	92	3
	IT	36	42	8	3	11	78	11
	CY	78	17	1	1	3	95	2
	LV	37	45	9	1	8	82	10
	LT	39	38	7	2	14	77	9
	LU	51	32	6	3	8	83	9
	HU	36	48	10	2	4	84	12
	MT	59	25	3	0	13	84	3
	NL	48	41	7	1	3	89	8
	AT	24	51	16	3	6	75	19
	PL	32	45	9	3	11	77	12
	PT	31	56	6	1	6	87	7
	RO	41	36	6	1	16	77	7
	SI	47	37	7	1	8	84	8
	SK	37	47	10	2	4	84	12
	FI	54	39	3	2	2	93	5
	SE	46	40	8	1	5	86	9
	UK	48	37	4	2	9	85	6

QC10 Avez-vous déjà entendu parler d'une procédure mise en place au sein de l'Union européenne pour aider les citoyens à obtenir le recouvrement transfrontalier de petites sommes, c.à.d. de sommes inférieures à 2.000 euros ?

QC10 Have you ever heard of a procedure put in place within the European Union to help citizens in the recovery of cross-border small claims, which are claims with a value smaller than 2.000 euro?





























QC10 Haben Sie jemals von einem in der Europäischen Union eingeführten Verfahren gehört, das Bürgern bei der Eintreibung geringfügiger, grenzüberschreitender Forderungen helfen soll? Geringfügige Forderungen sind Forderungen mit einem Wert von weniger als 2.000 Euro.

		Oui, et vous avez déjà utilisé cette procédure Yes, and you have already used this procedure Ja, und Sie haben dieses Verfahren bereits genutzt	Oui, mais vous n'avez jamais utilisé cette procédure Yes, but you have never used this procedure Ja, aber Sie haben dieses Verfahren noch nie genutzt	Non No Nein	NSP DK WN	Total 'Oui'  Total 'Yes'  Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	7	88	4	8
	BE	1	5	93	1	6
	BG	0	6	88	6	6
	CZ	1	9	89	1	10
	DK	0	3	96	1	3
	D-W	1	8	87	4	9
	DE	1	8	88	3	9
	D-E	0	7	89	4	7
	EE	0	6	88	6	6
	IE	0	7	89	4	7
	EL	0	6	91	3	6
	ES	0	5	90	5	5
	FR	0	4	95	1	4
	IT	2	10	80	8	12
	CY	0	6	93	1	6
	LV	0	6	92	2	6
	LT	1	13	81	5	14
	LU	1	7	85	7	8
	HU	1	7	91	1	8
	MT	0	10	87	3	10
	NL	1	8	90	1	9
	AT	3	13	82	2	16
	PL	1	6	89	4	7
	PT	1	4	93	2	5
	RO	1	9	84	6	10
	SI	0	9	88	3	9
	SK	0	14	85	1	14
	FI	2	6	92	0	8
	SE	0	4	92	4	4
	UK	0	5	92	3	5

QC11 Comment avez-vous découvert cette procédure ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC11 How did you find out about this procedure? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)































QC11 Wie haben Sie von diesem Verfahren erfahren? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

1/2		Par un avocat	Sur Internet	Dans des journaux et magazines	A la télévision	A la radio	Dans des brochures, des dépliantes ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	Par des discussions avec des amis ou des proches
		A lawyer	The Internet	Newspapers and magazines	Television	Radio	Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	Discussions with friends and relatives
		Einen Anwalt	Internet	Zeitungen und Zeitschriften	Fernsehen	Radio	Aus Broschüren, Prospekten oder anderen Informationen (NATIONALITÄT) Behörden	Gespräche mit Freunden und Verwandten
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	8	21	33	38	7	7	18
	BE	10	11	37	21	10	17	23
	BG	7	16	24	45	1	2	29
	CZ	6	30	24	25	6	5	36
	DK	0	12	43	39	20	4	21
	D-W	17	16	35	43	7	11	10
	DE	15	16	39	43	8	10	11
	D-E	6	12	52	41	12	9	14
	EE	4	38	33	45	13	7	15
	IE	7	26	33	22	8	7	16
	EL	6	21	40	39	3	3	12
	ES	6	11	28	50	10	8	14
	FR	0	11	26	39	17	2	25
	IT	9	27	37	33	2	8	16
	CY	4	28	14	47	16	17	10
	LV	0	27	21	53	7	7	16
	LT	3	29	32	49	13	1	21
	LU	14	8	38	19	4	9	5
	HU	7	25	19	47	13	8	14
	MT	3	22	29	44	9	8	14
	NL	6	17	32	36	6	6	20
	AT	12	21	37	29	7	14	24
	PL	7	23	23	35	7	3	12
	PT	2	11	55	39	9	9	13
	RO	5	32	29	65	10	3	21
	SI	6	38	25	50	21	5	19
	SK	8	33	25	45	8	11	30
	FI	13	35	30	20	6	14	15
	SE	6	9	47	27	5	12	26
	UK	2	17	38	21	4	5	26

QC11 Comment avez-vous découvert cette procédure ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC11 How did you find out about this procedure? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)































QC11 Wie haben Sie von diesem Verfahren erfahren? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

		Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	Autre (SPONTANE)	NSP
		Europe Direct or the EU information offices	Other (SPONTANEOUS)	DK
		Über Europe Direct oder die Informationsbüros der EU	Sonstiges (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	5	3
	BE	3	7	0
	BG	0	1	2
	CZ	2	0	1
	DK	0	0	11
	D-W	0	2	1
	DE	0	2	2
	D-E	0	2	8
	EE	0	3	2
	IE	1	3	12
	EL	3	4	0
	ES	0	4	2
	FR	0	17	2
	IT	2	2	4
	CY	3	14	4
	LV	3	5	0
	LT	0	2	2
	LU	8	14	3
	HU	1	4	5
	MT	8	3	4
	NL	1	13	0
	AT	5	4	5
	PL	0	6	9
	PT	2	5	0
	RO	2	1	3
	SI	1	4	0
	SK	6	0	2
	FI	5	10	1
	SE	0	10	1
	UK	2	5	6

QC12 La "procédure européenne d'injonction de paiement" est une procédure pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers sur des créances financières non-contestées (le défendeur ne nie pas devoir de l'argent). En avez-vous déjà entendu parler ?

QC12 The "European Payment Order" is a European Union procedure to facilitate cross-border uncontested financial claims (the defendant does not deny that he owes money). Have you ever heard of it?





























QC12 Das "Europäische Mahnverfahren" ist ein Verfahren der Europäischen Union zur Vereinfachung grenzüberschreitender, unbestrittener Geldforderungen (d.h. dass der Beklagte nicht abstreitet, Geld schuldig zu sein). Haben Sie schon einmal davon gehört?

		Oui, et vous avez déjà utilisé cette procédure	Oui, mais vous n'avez jamais utilisé cette procédure	Non	NSP	Total 'Oui'
		Yes, and you have already used this procedure	Yes, but you have never used this procedure	No	DK	Total 'Yes'
		Ja, und Sie haben dieses Verfahren bereits genutzt	Ja, aber Sie haben dieses Verfahren noch nie genutzt	Nein	WN	Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	0	6	90	4	6
	BE	0	5	94	1	5
	BG	0	4	90	6	4
	CZ	0	8	92	0	8
	DK	0	3	96	1	3
	D-W	1	10	85	4	11
	DE	1	9	86	4	10
	D-E	1	7	88	4	8
	EE	0	7	87	6	7
	IE	0	6	91	3	6
	EL	0	5	92	3	5
	ES	0	3	92	5	3
	FR	0	4	95	1	4
	IT	1	9	83	7	10
	CY	1	4	94	1	5
	LV	0	5	93	2	5
	LT	0	6	89	5	6
	LU	1	6	88	5	7
	HU	1	7	91	1	8
	MT	0	6	92	2	6
	NL	0	6	92	2	6
	AT	3	10	85	2	13
	PL	0	5	91	4	5
	PT	0	2	96	2	2
	RO	0	8	85	7	8
	SI	0	13	85	2	13
	SK	1	11	88	0	12
	FI	1	6	92	1	7
	SE	0	6	91	3	6
	UK	0	3	94	3	3

QC13 Comment avez-vous découvert cette "procédure européenne d'injonction de paiement" ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC13 How did you find out about this "European Payment Order"? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)





























QC13 Wie haben Sie von diesem "Europäischen Mahnverfahren" erfahren? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

1/2		Par un avocat	Sur Internet	Dans des journaux et magazines	A la télévision	A la radio	Dans des brochures, des dépliantes ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	Par des discussions avec des amis ou des proches
		A lawyer	The Internet	Newspapers and magazines	Television	Radio	Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	Discussions with friends and relatives
		Einen Anwalt	Internet	Zeitungen und Zeitschriften	Fernsehen	Radio	Aus Broschüren, Prospekten oder anderen Informationen (NATIONALITÄT) Behörden	Gespräche mit Freunden und Verwandten
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	8	21	33	35	9	6	18
	BE	17	19	24	30	14	7	18
	BG	11	21	11	39	3	3	25
	CZ	8	23	26	23	5	6	37
	DK	5	16	18	51	18	0	7
	D-W	10	9	45	35	11	8	15
	DE	9	12	47	33	10	8	15
	D-E	2	24	55	26	4	3	18
	EE	2	47	31	36	17	3	17
	IE	10	18	45	20	11	11	14
	EL	4	16	48	34	2	2	8
	ES	7	15	26	41	13	4	10
	FR	4	7	26	38	12	5	18
	IT	11	28	28	32	6	4	15
	CY	8	16	38	62	15	4	12
	LV	2	35	26	52	4	8	13
	LT	3	38	26	54	19	2	18
	LU	12	8	33	10	8	8	16
	HU	8	36	24	39	13	6	24
	MT	0	24	34	39	10	0	10
	NL	7	14	27	26	2	12	22
	AT	14	27	33	27	7	14	19
	PL	2	39	33	30	4	4	18
	PT	0	5	29	38	10	0	13
	RO	3	25	26	70	17	9	28
	SI	3	21	31	56	19	6	20
	SK	6	38	20	27	6	15	41
	FI	10	42	12	16	7	14	23
	SE	5	18	53	32	13	7	18
	UK	8	18	24	22	10	4	16

QC13 Comment avez-vous découvert cette "procédure européenne d'injonction de paiement" ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC13 How did you find out about this "European Payment Order"? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)































QC13 Wie haben Sie von diesem "Europäischen Mahnverfahren" erfahren? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

		Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	Autre (SPONTANE)	NSP
		Europe Direct or the EU information offices	Other (SPONTANEOUS)	DK
		Über Europe Direct oder die Informationsbüros der EU	Sonstiges (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	2	5	3
	BE	2	5	0
	BG	0	0	10
	CZ	0	2	1
	DK	2	8	20
	D-W	2	5	1
	DE	2	5	1
	D-E	0	4	1
	EE	0	6	3
	IE	3	4	8
	EL	2	3	0
	ES	0	0	6
	FR	0	11	4
	IT	2	1	3
	CY	4	4	8
	LV	2	4	2
	LT	3	2	2
	LU	4	10	0
	HU	1	7	0
	MT	0	10	0
	NL	1	16	4
	AT	5	4	2
	PL	0	7	5
	PT	4	15	0
	RO	1	1	4
	SI	2	5	1
	SK	8	0	4
	FI	6	6	3
	SE	0	9	1
	UK	5	7	7

QC14 Avez-vous déjà entendu parler du fait que les Etats membres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur une norme commune visant à assurer que lorsque les citoyens européens sont impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile, ils ont droit à une aide juridique ?

QC14 Have you ever heard that EU Member States have agreed on a common standard to ensure that when citizens are involved in a cross-border civil case, they are entitled to legal aid?





























QC14 Haben Sie jemals davon gehört, dass die Mitgliedstaaten der Europäischen Union einen gemeinsamen Standard vereinbart haben, um zu gewährleisten, dass Bürger, die an einem grenzüberschreitenden Zivilprozess beteiligt sind, Anspruch auf Prozesskostenhilfe haben?

		Oui, et vous avez déjà bénéficié de cette aide juridique	Oui, mais vous n'avez jamais bénéficié de cette aide juridique	Non	NSP	Total 'Oui'
		Yes, and you have already benefited from this legal aid	Yes, but you have never benefited from this legal aid	No	DK	Total 'Yes'
		Ja, und Sie haben von dieser Prozesskostenhilfe bereits profitiert	Ja, aber Sie haben von dieser Prozesskostenhilfe bisher noch nie profitiert	Nein	WN	Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	1	11	84	4	12
	BE	1	14	84	1	15
	BG	0	11	83	6	11
	CZ	1	9	89	1	10
	DK	0	19	80	1	19
	D-W	0	8	88	4	8
	DE	0	8	88	4	8
	D-E	0	6	90	4	6
	EE	1	22	71	6	23
	IE	1	7	90	2	8
	EL	0	9	88	3	9
	ES	0	9	87	4	9
	FR	1	9	89	1	10
	IT	1	11	80	8	12
	CY	1	17	81	1	18
	LV	1	15	82	2	16
	LT	1	16	79	4	17
	LU	1	18	76	5	19
	HU	1	17	81	1	18
	MT	0	17	80	3	17
	NL	1	27	71	1	28
	AT	2	9	86	3	11
	PL	0	8	88	4	8
	PT	0	7	91	2	7
	RO	1	18	75	6	19
	SI	1	27	70	2	28
	SK	1	20	78	1	21
	FI	2	20	78	0	22
	SE	0	19	77	4	19
	UK	1	9	86	4	10

QC15 Comment avez-vous découvert l'existence de cette norme commune qui vise à assurer que les citoyens européens impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile ont droit à une aide juridique ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC15 How did you find out about this common standard to ensure that when citizens are involved in a cross-border civil case they are entitled to legal aid? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)





























QC15 Wie haben Sie von diesem gemeinsamen Standard erfahren, der gewährleistet, dass Bürger, die an einem grenzüberschreitenden Zivilprozess beteiligt sind, Anspruch auf Prozesskostenhilfe haben? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

1/2		Par un avocat	Sur Internet	Dans des journaux et magazines	A la télévision	A la radio	Dans des brochures, des dépliant ou autres informations provenant des autorités publiques (NATIONALITE)	Par des discussions avec des amis ou des proches
		A lawyer	The Internet	Newspapers and magazines	Television	Radio	Brochures, leaflets or other information from (NATIONALITY) public authorities	Discussions with friends and relatives
		Einen Anwalt	Internet	Zeitungen und Zeitschriften	Fernsehen	Radio	Aus Broschüren, Prospekten oder anderen Informationen (NATIONALITÄT) Behörden	Gespräche mit Freunden und Verwandten
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	7	19	31	43	10	6	18
	BE	11	12	34	39	14	8	23
	BG	8	17	25	52	5	1	21
	CZ	4	28	31	43	6	8	23
	DK	7	6	34	57	16	10	9
	D-W	13	16	39	40	13	7	14
	DE	12	17	37	42	11	6	13
	D-E	7	25	29	52	2	1	10
	EE	5	36	41	41	18	1	9
	IE	4	13	45	19	10	9	16
	EL	9	18	31	42	2	1	18
	ES	9	10	29	51	12	3	22
	FR	2	17	25	37	14	4	20
	IT	9	20	32	39	6	9	19
	CY	6	8	21	54	6	5	28
	LV	2	22	16	57	12	7	11
	LT	3	28	27	57	13	1	12
	LU	11	8	36	25	12	4	13
	HU	7	21	21	57	16	7	20
	MT	2	13	22	49	9	3	15
	NL	4	17	38	40	8	9	15
	AT	26	28	23	31	9	15	21
	PL	4	37	31	41	6	5	10
	PT	8	3	34	72	5	3	5
	RO	4	27	25	73	14	4	28
	SI	2	20	24	63	20	7	25
	SK	9	26	23	43	10	8	30
	FI	7	24	41	36	5	10	10
	SE	2	16	50	46	15	9	18
	UK	3	17	28	26	6	2	16

QC15 Comment avez-vous découvert l'existence de cette norme commune qui vise à assurer que les citoyens européens impliqués dans un litige transfrontalier en matière civile ont droit à une aide juridique ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC15 How did you find out about this common standard to ensure that when citizens are involved in a cross-border civil case they are entitled to legal aid? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

QC15 Wie haben Sie von diesem gemeinsamen Standard erfahren, der gewährleistet, dass Bürger, die an einem grenzüberschreitenden Zivilprozess beteiligt sind, Anspruch auf Prozesskostenhilfe haben? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

		Grâce à Europe Direct ou des bureaux d'information de l'UE	Autre (SPONTANE)	NSP
		Europe Direct or the EU information offices	Other (SPONTANEOUS)	DK
		Über Europe Direct oder die Informationsbüros der EU	Sonstiges (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	2	6	2
	BE	1	10	1
	BG	1	0	8
	CZ	0	2	2
	DK	1	9	3
	D-W	3	3	2
	DE	3	2	2
	D-E	0	0	0
	EE	3	8	1
	IE	1	9	14
	EL	1	5	1
	ES	0	2	0
	FR	0	16	1
	IT	1	4	1
	CY	1	3	1
	LV	2	5	1
	LT	0	5	1
	LU	3	8	4
	HU	2	4	1
	MT	3	13	7
	NL	0	11	2
	AT	7	2	1
	PL	1	5	1
	PT	1	9	0
	RO	2	1	2
	SI	1	4	1
	SK	5	0	3
	FI	5	8	1
	SE	1	9	3
	UK	3	10	7































QC16.1 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'Union européenne devraient s'appliquer en cas de divorce international (divorce entre personnes de différents Etats membres de l'Union européenne, ou divorce entre personnes de la même nationalité vivant dans un autre Etat membre de l'Union européenne)

QC16.1 Within the EU, married couples increasingly involve people from different countries, and more and more couples from one country settle down in another. Do you think the European Union should take initiatives in any of the following cross-border family law areas?

To determine which EU Member State's rules should apply in case of an international divorce (divorce between people of different EU Member States, or divorce between people of the same nationality living in another EU Member State)

QC16.1 Innerhalb der Europäischen Union gibt es immer mehr verheiratete Paare, bei denen die Ehepartner aus unterschiedlichen Ländern stammen. Und es gibt immer mehr Paare aus einem Land, die in einem anderen Land sesshaft werden. Sind Sie der Meinung, dass die Europäische Union Initiativen in folgenden Bereichen des grenzüberschreitenden Familienrechts ergreifen sollte? Zu entscheiden, das Recht welchen EU-Mitgliedstaates bei einer internationalen Scheidung anzuwenden ist (Scheidungen von Ehepartnern aus unterschiedlichen EU-Mitgliedstaaten oder Scheidung von Ehepartnern gleicher Nationalität, die in einem anderen EU-Mitgliedstaat leben)

		Oui, l'UE devrait prendre des initiatives Yes, the EU should take initiatives Ja, die EU sollte Initiativen ergreifen	Non, l'UE ne devrait pas prendre d'initiatives No, the EU should not take initiatives Nein, die EU sollte keine Initiativen ergreifen	NSP DK WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>68</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
	BE	<b>78</b>	<b>17</b>	<b>5</b>
	BG	<b>73</b>	<b>5</b>	<b>22</b>
	CZ	<b>75</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
	DK	<b>61</b>	<b>35</b>	<b>4</b>
	D-W	<b>68</b>	<b>15</b>	<b>17</b>
	DE	<b>67</b>	<b>16</b>	<b>17</b>
	D-E	<b>61</b>	<b>21</b>	<b>18</b>
	EE	<b>60</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
	IE	<b>56</b>	<b>13</b>	<b>31</b>
	EL	<b>80</b>	<b>14</b>	<b>6</b>
	ES	<b>76</b>	<b>9</b>	<b>15</b>
	FR	<b>80</b>	<b>11</b>	<b>9</b>
	IT	<b>63</b>	<b>12</b>	<b>25</b>
	CY	<b>74</b>	<b>17</b>	<b>9</b>
	LV	<b>66</b>	<b>19</b>	<b>15</b>
	LT	<b>63</b>	<b>14</b>	<b>23</b>
	LU	<b>60</b>	<b>24</b>	<b>16</b>
	HU	<b>74</b>	<b>15</b>	<b>11</b>
	MT	<b>58</b>	<b>18</b>	<b>24</b>
	NL	<b>65</b>	<b>27</b>	<b>8</b>
	AT	<b>66</b>	<b>23</b>	<b>11</b>
	PL	<b>59</b>	<b>19</b>	<b>22</b>
	PT	<b>75</b>	<b>8</b>	<b>17</b>
	RO	<b>69</b>	<b>8</b>	<b>23</b>
	SI	<b>75</b>	<b>17</b>	<b>8</b>
	SK	<b>83</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
	FI	<b>75</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
	SE	<b>55</b>	<b>33</b>	<b>12</b>
	UK	<b>58</b>	<b>27</b>	<b>15</b>

QC16.2 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?































Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'Union européenne devraient régir les questions financières dans le cas d'un mariage entre personnes de différents Etats membres de l'Union européenne

QC16.2 Within the EU, married couples increasingly involve people from different countries, and more and more couples from one country settle down in another. Do you think the European Union should take initiatives in any of the following cross-border family law areas?

To determine which EU Member State's legal rules should govern the financial matters resulting from marriage between people of different EU Member States

QC16.2 Innerhalb der Europäischen Union gibt es immer mehr verheiratete Paare, bei denen die Ehepartner aus unterschiedlichen Ländern stammen. Und es gibt immer mehr Paare aus einem Land, die in einem anderen Land sesshaft werden. Sind Sie der Meinung, dass die Europäische Union Initiativen in folgenden Bereichen des grenzüberschreitenden Familienrechts ergreifen sollte?

Zu entscheiden, das Recht welchen EU-Mitgliedstaates die Geldangelegenheiten regeln sollte, die sich aus der Heirat von Personen aus unterschiedlichen Mitgliedstaaten der EU ergeben

		Oui, l'UE devrait prendre des initiatives	Non, l'UE ne devrait pas prendre d'initiatives	NSP
		Yes, the EU should take initiatives	No, the EU should not take initiatives	DK
		Ja, die EU sollte Initiativen ergreifen	Nein, die EU sollte keine Initiativen ergreifen	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>68</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
	BE	<b>79</b>	<b>16</b>	<b>5</b>
	BG	<b>71</b>	<b>5</b>	<b>24</b>
	CZ	<b>76</b>	<b>15</b>	<b>9</b>
	DK	<b>61</b>	<b>33</b>	<b>6</b>
	D-W	<b>67</b>	<b>17</b>	<b>16</b>
	DE	<b>65</b>	<b>18</b>	<b>17</b>
	D-E	<b>59</b>	<b>24</b>	<b>17</b>
	EE	<b>64</b>	<b>15</b>	<b>21</b>
	IE	<b>56</b>	<b>11</b>	<b>33</b>
	EL	<b>81</b>	<b>13</b>	<b>6</b>
	ES	<b>78</b>	<b>7</b>	<b>15</b>
	FR	<b>76</b>	<b>14</b>	<b>10</b>
	IT	<b>63</b>	<b>13</b>	<b>24</b>
	CY	<b>73</b>	<b>17</b>	<b>10</b>
	LV	<b>68</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
	LT	<b>64</b>	<b>14</b>	<b>22</b>
	LU	<b>58</b>	<b>27</b>	<b>15</b>
	HU	<b>76</b>	<b>15</b>	<b>9</b>
	MT	<b>57</b>	<b>16</b>	<b>27</b>
	NL	<b>67</b>	<b>26</b>	<b>7</b>
	AT	<b>66</b>	<b>24</b>	<b>10</b>
	PL	<b>58</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
	PT	<b>73</b>	<b>10</b>	<b>17</b>
	RO	<b>68</b>	<b>9</b>	<b>23</b>
	SI	<b>76</b>	<b>16</b>	<b>8</b>
	SK	<b>83</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
	FI	<b>70</b>	<b>20</b>	<b>10</b>
	SE	<b>53</b>	<b>36</b>	<b>11</b>
	UK	<b>60</b>	<b>26</b>	<b>14</b>































QC16.3 Au sein de l'Union européenne, il y a de plus en plus de couples mariés entre personnes venant de pays différents, et de plus en plus de couples d'un pays s'installent dans un autre pays. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des initiatives dans chacun des domaines suivants touchant aux lois transfrontalières de la famille ?

Pour déterminer les règles de quel Etat membre de l'Union européenne devraient régir les questions financières dans le cas d'un couple non marié, mais ayant un statut officiel, composé de deux personnes de différents Etats membres de l'Union européenne  
 QC16.3 Within the EU, married couples increasingly involve people from different countries, and more and more couples from one country settle down in another. Do you think the European Union should take initiatives in any of the following cross-border family law areas?

To determine which EU Member State's legal rules should govern the financial matters resulting from an unmarried but officially recognised couple made of two people from different EU Member States

QC16.3 Innerhalb der Europäischen Union gibt es immer mehr verheiratete Paare, bei denen die Ehepartner aus unterschiedlichen Ländern stammen. Und es gibt immer mehr Paare aus einem Land, die in einem anderen Land sesshaft werden. Sind Sie der Meinung, dass die Europäische Union Initiativen in folgenden Bereichen des grenzüberschreitenden Familienrechts ergreifen sollte?





























Zu entscheiden, das Recht welchen EU-Mitgliedstaates die Geldangelegenheiten regeln sollte, die sich aus einer unverheirateten aber offiziell anerkannten Beziehung, die aus zwei Personen aus unterschiedlichen EU-Mitgliedstaaten besteht, ergeben

		Oui, l'UE devrait prendre des initiatives	Non, l'UE ne devrait pas prendre d'initiatives	NSP
		Yes, the EU should take initiatives	No, the EU should not take initiatives	DK
		Ja, die EU sollte Initiativen ergreifen	Nein, die EU sollte keine Initiativen ergreifen	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>65</b>	<b>19</b>	<b>16</b>
	BE	<b>76</b>	<b>20</b>	<b>4</b>
	BG	<b>67</b>	<b>6</b>	<b>27</b>
	CZ	<b>72</b>	<b>18</b>	<b>10</b>
	DK	<b>54</b>	<b>40</b>	<b>6</b>
	D-W	<b>61</b>	<b>22</b>	<b>17</b>
	DE	<b>60</b>	<b>23</b>	<b>17</b>
	D-E	<b>55</b>	<b>27</b>	<b>18</b>
	EE	<b>60</b>	<b>18</b>	<b>22</b>
	IE	<b>52</b>	<b>12</b>	<b>36</b>
	EL	<b>80</b>	<b>14</b>	<b>6</b>
	ES	<b>77</b>	<b>7</b>	<b>16</b>
	FR	<b>74</b>	<b>15</b>	<b>11</b>
	IT	<b>63</b>	<b>14</b>	<b>23</b>
	CY	<b>66</b>	<b>22</b>	<b>12</b>
	LV	<b>65</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
	LT	<b>62</b>	<b>16</b>	<b>22</b>
	LU	<b>53</b>	<b>30</b>	<b>17</b>
	HU	<b>77</b>	<b>13</b>	<b>10</b>
	MT	<b>51</b>	<b>18</b>	<b>31</b>
	NL	<b>64</b>	<b>29</b>	<b>7</b>
	AT	<b>65</b>	<b>24</b>	<b>11</b>
	PL	<b>57</b>	<b>20</b>	<b>23</b>
	PT	<b>75</b>	<b>9</b>	<b>16</b>
	RO	<b>64</b>	<b>12</b>	<b>24</b>
	SI	<b>75</b>	<b>17</b>	<b>8</b>
	SK	<b>79</b>	<b>13</b>	<b>8</b>
	FI	<b>59</b>	<b>28</b>	<b>13</b>
	SE	<b>47</b>	<b>41</b>	<b>12</b>
	UK	<b>59</b>	<b>26</b>	<b>15</b>

QC17 Si l'accord sur la répartition des biens d'un couple qui divorce a été validé dans un Etat membre de l'UE, cet accord devrait-il être automatiquement valide dans tous les autres Etats membres de l'Union européenne ?

QC17 If the agreement on the distribution of the belongings of a divorcing couple has been validated in one EU Member State, should this agreement be automatically valid in all other EU Member States?































QC17 Falls eine Übereinkunft zur Aufteilung des Eigentums eines sich in Scheidung befindenden Paares in einem Mitgliedstaat der EU für gültig befunden wurde, sollte diese Übereinkunft dann automatisch in allen anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union Gültigkeit besitzen?

		Oui, certainement	Oui, probablement	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSP	Total 'Oui'	Total 'Non'
		Yes, definitely	Yes, probably	No, probably not	No, definitely not	DK	Total 'Yes'	Total 'No'
		Ja, sicher	Ja, wahrscheinlich	Nein, wahrscheinlich nicht	Nein, überhaupt nicht	WN	Gesamt 'Ja'	Gesamt 'Nein'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	48	29	8	4	11	77	12
	BE	58	28	8	3	3	86	11
	BG	40	37	5	2	16	77	7
	CZ	45	42	7	2	4	87	9
	DK	45	29	14	7	5	74	21
	D-W	54	20	10	4	12	74	14
	DE	52	21	10	5	12	73	15
	D-E	47	24	10	8	11	71	18
	EE	41	29	11	5	14	70	16
	IE	33	37	9	3	18	70	12
	EL	47	38	10	3	2	85	13
	ES	60	25	2	3	10	85	5
	FR	60	24	5	4	7	84	9
	IT	42	32	9	4	13	74	13
	CY	61	12	7	13	7	73	20
	LV	52	30	9	2	7	82	11
	LT	48	28	6	3	15	76	9
	LU	59	20	10	4	7	79	14
	HU	45	36	8	3	8	81	11
	MT	43	24	10	5	18	67	15
	NL	59	24	10	5	2	83	15
	AT	28	41	15	6	10	69	21
	PL	38	37	9	3	13	75	12
	PT	39	42	7	1	11	81	8
	RO	41	37	5	1	16	78	6
	SI	56	30	4	2	8	86	6
	SK	49	34	7	4	6	83	11
	FI	53	32	7	3	5	85	10
	SE	34	27	20	12	7	61	32
	UK	44	29	9	5	13	73	14

QC18 Vous a-t-on déjà demandé, dans un Etat membre de l'Union européenne, de présenter aux autorités l'un des documents ou certificats suivants à propos de votre famille ou de votre propre état civil, établi dans un autre Etat membre de l'UE ? Nous ne parlons pas de présenter un passeport, une carte d'identité, ni un permis de conduire. (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC18 Have you ever had to show to authorities in a European Union Member State any of the following documents or certificates about your family or your own civil status, which was issued in a different EU Member State? We are not talking about showing your passport, ID card or driving licence. (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)































QC18 Mussten Sie einer Behörde in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union jemals eines der folgenden Dokumente oder eine der folgenden Urkunden über Ihre Familie oder Ihren eigenen Personenstand vorzeigen, die in einem anderen Mitgliedstaat der EU ausgestellt wurde? Damit ist nicht das Vorzeigen Ihres Reisepasses, Personalausweises oder Ihres Führerscheins gemeint. (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

		Non, jamais	Oui, un certificat de naissance	Oui, un certificat de mariage	Oui, un certificat de décès	Oui, un autre document	NSP	Total 'Oui'
		No, never	Yes, a birth certificate	Yes, a marriage certificate	Yes, a death certificate	Yes, another document	DK	Total 'Yes'
		Nein, niemals	Ja, eine Geburtsurkunde	Ja, eine Heiratsurkunde	Ja, eine Sterbeurkunde	Ja, ein anderes Dokument	WN	Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	89	4	2	1	3	4	7
	BE	91	4	2	1	2	2	8
	BG	94	1	0	0	1	4	2
	CZ	94	3	2	1	0	2	4
	DK	89	4	1	0	7	1	10
	D-W	84	6	3	1	3	6	9
	DE	85	6	3	1	3	6	9
	D-E	89	4	3	1	2	5	6
	EE	92	1	1	0	2	5	3
	IE	91	5	2	0	3	2	7
	EL	96	2	1	0	2	0	4
	ES	88	3	2	0	4	5	7
	FR	91	2	1	1	5	2	7
	IT	83	4	3	1	2	7	10
	CY	91	7	4	0	3	0	9
	LV	91	3	1	0	4	3	6
	LT	89	2	1	0	3	6	5
	LU	67	21	13	3	9	4	29
	HU	94	1	1	0	1	3	3
	MT	97	2	1	0	1	1	2
	NL	89	3	2	1	5	2	9
	AT	85	7	4	2	4	5	10
	PL	91	2	1	1	1	5	4
	PT	94	2	0	0	1	2	4
	RO	89	2	1	0	2	7	4
	SI	95	2	1	0	2	2	3
	SK	92	3	1	0	3	2	6
	FI	88	7	2	0	2	1	10
	SE	92	2	1	0	3	2	6
	UK	90	4	2	0	3	3	7

QC19 Certaines des formalités suivantes ont-elles été nécessaires lorsque qu'on vous a demandé de présenter le document ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC19 Were any of the following formalities required when you were asked to show the document? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)





























QC19 Waren irgendwelche der folgenden Formvorschriften erforderlich, als Sie gebeten wurden, das Dokument vorzuzeigen? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

1/2		Non, aucun	Oui, une traduction	Oui, une légalisation	Oui, une apostille	Oui, des copies certifiées	Oui, autre (SPONTANE)	NSP
		No, none	Yes, translation	Yes, legalisation	Yes, apostilla (stamping)	Yes, certification of copies	Yes, other (SPONTANEOUS)	DK
		Nein, keine	Ja, eine Übersetzung	Ja, eine gerichtliche Beglaubigung	Ja, eine Apostille (Stempel)	Ja, eine Beglaubigung von Kopien	Ja, sonstige (SPONTAN)	WN
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	35	26	24	16	19	4	6
	BE	39	22	18	14	18	5	5
	BG	32	23	9	11	19	23	6
	CZ	15	22	14	23	34	0	10
	DK	64	11	12	3	11	3	5
	D-W	36	37	23	16	30	3	8
	DE	33	38	24	17	31	2	8
	D-E	19	41	34	24	38	0	9
	EE	43	37	6	21	21	0	0
	IE	61	18	7	6	15	5	5
	EL	37	41	31	12	7	2	0
	ES	34	27	32	23	31	11	6
	FR	55	20	7	0	23	5	5
	IT	24	23	40	19	6	2	3
	CY	32	22	28	36	24	2	0
	LV	59	30	7	14	11	2	5
	LT	49	33	0	8	22	2	8
	LU	32	33	15	7	41	3	1
	HU	23	35	47	20	22	0	4
	MT	39	16	6	8	41	0	5
	NL	32	22	32	24	12	1	2
	AT	18	30	21	30	32	6	2
	PL	35	21	18	6	10	0	16
	PT	50	20	6	10	20	3	3
	RO	19	34	48	22	5	7	15
	SI	41	17	12	19	10	19	10
	SK	29	38	6	18	23	0	10
	FI	23	35	34	16	13	10	0
	SE	53	22	12	24	25	0	0
	UK	42	22	16	19	15	2	5

QC19 Certaines des formalités suivantes ont-elles été nécessaires lorsque qu'on vous a demandé de présenter le document ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

QC19 Were any of the following formalities required when you were asked to show the document? (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)































QC19 Waren irgendwelche der folgenden Formvorschriften erforderlich, als Sie gebeten wurden, das Dokument vorzuzeigen? (MEHRFACHNENNUNGEN MÖGLICH)

		Total 'Oui'
		Total 'Yes'
		Gesamt 'Ja'
		EB 73.5
%		
	EU 27	<b>59</b>
	BE	<b>56</b>
	BG	<b>63</b>
	CZ	<b>75</b>
	DK	<b>31</b>
	D-W	<b>56</b>
	DE	<b>58</b>
	D-E	<b>72</b>
	EE	<b>57</b>
	IE	<b>34</b>
	EL	<b>63</b>
	ES	<b>60</b>
	FR	<b>40</b>
	IT	<b>74</b>
	CY	<b>68</b>
	LV	<b>37</b>
	LT	<b>43</b>
	LU	<b>67</b>
	HU	<b>72</b>
	MT	<b>56</b>
	NL	<b>66</b>
	AT	<b>80</b>
	PL	<b>49</b>
	PT	<b>47</b>
	RO	<b>66</b>
	SI	<b>49</b>
	SK	<b>61</b>
	FI	<b>77</b>
	SE	<b>47</b>
	UK	<b>54</b>

QC20 Selon vous, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil (p.ex. les certificats de naissance, de mariage, de décès, etc.) entre les Etats membres de l'Union européenne ?

QC20 In your opinion, should additional measures be taken regarding the recognition of civil status certificates (e.g. certificates of birth, marriage, death, etc.) between the EU Member States?

QC20 Sollten Ihrer Meinung nach zusätzliche Maßnahmen zur Anerkennung von Personenstandsunterlagen (z.B. Geburts-, Heirats-, Sterbeurkunden etc.) zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Union ergriffen werden?

		Oui, de préférence au niveau de l'UE par des règles communes	Oui, de préférence au niveau national, par des accords bilatéraux entre les Etats membres de l'UE	Non, des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires	NSP	Total 'Oui'
		Yes, preferably at an EU level through common rules	Yes, preferably at a national level through bilateral agreements between the EU Member States	No, there is no need for additional measures	DK	Total 'Yes'
		Ja, und zwar am besten auf EU-Ebene durch gemeinsame Regeln	Ja, und zwar am besten auf nationaler Ebene durch bilaterale Abkommen zwischen den Mitgliedstaaten der EU	Nein, es sind keine zusätzlichen Maßnahmen notwendig	WN	Gesamt 'Ja'
%		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
	EU 27	<b>58</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>11</b>	<b>73</b>
	BE	<b>64</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>78</b>
	BG	<b>57</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>80</b>
	CZ	<b>57</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>77</b>
	DK	<b>42</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>6</b>	<b>67</b>
	D-W	<b>68</b>	<b>10</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>78</b>
	DE	<b>66</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>76</b>
	D-E	<b>60</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>7</b>	<b>73</b>
	EE	<b>57</b>	<b>13</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>70</b>
	IE	<b>36</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>61</b>
	EL	<b>58</b>	<b>21</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>79</b>
	ES	<b>71</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>81</b>
	FR	<b>64</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>79</b>
	IT	<b>56</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>70</b>
	CY	<b>64</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>77</b>
	LV	<b>61</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>8</b>	<b>74</b>
	LT	<b>61</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>70</b>
	LU	<b>68</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>81</b>
	HU	<b>57</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>11</b>	<b>73</b>
	MT	<b>45</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>65</b>
	NL	<b>60</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>7</b>	<b>73</b>
	AT	<b>38</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>10</b>	<b>65</b>
	PL	<b>50</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>13</b>	<b>67</b>
	PT	<b>63</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>78</b>
	RO	<b>61</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>77</b>
	SI	<b>61</b>	<b>8</b>	<b>26</b>	<b>5</b>	<b>69</b>
	SK	<b>63</b>	<b>19</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>82</b>
	FI	<b>39</b>	<b>14</b>	<b>38</b>	<b>9</b>	<b>53</b>
	SE	<b>38</b>	<b>21</b>	<b>30</b>	<b>11</b>	<b>59</b>
	UK	<b>42</b>	<b>18</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>60</b>

QC21.1 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?































La reconnaissance automatique de ces documents dans tous les Etats membres de l'Union européenne

QC21.1 Could you tell me if you are in favour of or against each of the following measures that could be taken by the European Union regarding the recognition of civil status certificates between EU Member States?

Automatic recognition of these documents in all EU Member States

QC21.1 Bitte sagen Sie mir zu jeder der folgenden Maßnahmen, die von der Europäischen Union zur Anerkennung von Personenstandsurkunden zwischen den Mitgliedstaaten der EU ergriffen werden könnten, ob Sie diese befürworten oder ob Sie dagegen sind?

Automatische Anerkennung dieser Dokumente in allen EU-Mitgliedstaaten

		Favorable	Opposé(e)	NSP
		In favour	Against	DK
		Dafür	Dagegen	WN
		EB	EB	EB
		73.5	73.5	73.5
%				
	EU 27	<b>86</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
	BE	<b>87</b>	<b>10</b>	<b>3</b>
	BG	<b>89</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
	CZ	<b>91</b>	<b>6</b>	<b>3</b>
	DK	<b>73</b>	<b>20</b>	<b>7</b>
	D-W	<b>86</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
	DE	<b>87</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
	D-E	<b>89</b>	<b>7</b>	<b>4</b>
	EE	<b>87</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
	IE	<b>76</b>	<b>4</b>	<b>20</b>
	EL	<b>92</b>	<b>6</b>	<b>2</b>
	ES	<b>93</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
	FR	<b>90</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	IT	<b>82</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
	CY	<b>86</b>	<b>9</b>	<b>5</b>
	LV	<b>93</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
	LT	<b>89</b>	<b>3</b>	<b>8</b>
	LU	<b>92</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
	HU	<b>92</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	MT	<b>77</b>	<b>8</b>	<b>15</b>
	NL	<b>87</b>	<b>10</b>	<b>3</b>
	AT	<b>75</b>	<b>16</b>	<b>9</b>
	PL	<b>88</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
	PT	<b>86</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
	RO	<b>91</b>	<b>1</b>	<b>8</b>
	SI	<b>90</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
	SK	<b>95</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
	FI	<b>77</b>	<b>19</b>	<b>4</b>
	SE	<b>74</b>	<b>15</b>	<b>11</b>
	UK	<b>77</b>	<b>12</b>	<b>11</b>

QC21.2 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?































Des formats standards pour ces documents dans tous les Etats membres de l'Union européenne

QC21.2 Could you tell me if you are in favour of or against each of the following measures that could be taken by the European Union regarding the recognition of civil status certificates between EU Member States?

Standard formats for these documents in all EU Member States

QC21.2 Bitte sagen Sie mir zu jeder der folgenden Maßnahmen, die von der Europäischen Union zur Anerkennung von Personenstandsurkunden zwischen den Mitgliedstaaten der EU ergriffen werden könnten, ob Sie diese befürworten oder ob Sie dagegen sind?

Standardformate für diese Dokumente in allen EU-Mitgliedstaaten

		Favorable	Opposé(e)	NSP
		In favour	Against	DK
		Dafür	Dagegen	WN
		EB	EB	EB
%		73.5	73.5	73.5
	EU 27	<b>86</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
	BE	<b>89</b>	<b>8</b>	<b>3</b>
	BG	<b>87</b>	<b>2</b>	<b>11</b>
	CZ	<b>89</b>	<b>7</b>	<b>4</b>
	DK	<b>76</b>	<b>19</b>	<b>5</b>
	D-W	<b>87</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
	DE	<b>87</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
	D-E	<b>86</b>	<b>9</b>	<b>5</b>
	EE	<b>84</b>	<b>6</b>	<b>10</b>
	IE	<b>74</b>	<b>4</b>	<b>22</b>
	EL	<b>88</b>	<b>8</b>	<b>4</b>
	ES	<b>91</b>	<b>2</b>	<b>7</b>
	FR	<b>91</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
	IT	<b>81</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
	CY	<b>84</b>	<b>11</b>	<b>5</b>
	LV	<b>91</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
	LT	<b>87</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
	LU	<b>93</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
	HU	<b>92</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	MT	<b>73</b>	<b>8</b>	<b>19</b>
	NL	<b>87</b>	<b>10</b>	<b>3</b>
	AT	<b>75</b>	<b>16</b>	<b>9</b>
	PL	<b>90</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
	PT	<b>85</b>	<b>5</b>	<b>10</b>
	RO	<b>87</b>	<b>2</b>	<b>11</b>
	SI	<b>90</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
	SK	<b>94</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
	FI	<b>88</b>	<b>9</b>	<b>3</b>
	SE	<b>81</b>	<b>11</b>	<b>8</b>
	UK	<b>74</b>	<b>15</b>	<b>11</b>































QC21.3 Pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes pouvant être prise par l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des certificats d'état civil entre les Etats membres de l'Union européenne ?  
L'amélioration des mécanismes de traduction de ces documents

QC21.3 Could you tell me if you are in favour of or against each of the following measures that could be taken by the European Union regarding the recognition of civil status certificates between EU Member States?

Improvement of mechanisms for translating these documents

QC21.3 Bitte sagen Sie mir zu jeder der folgenden Maßnahmen, die von der Europäischen Union zur Anerkennung von Personenstandsurkunden zwischen den Mitgliedstaaten der EU ergriffen werden könnten, ob Sie diese befürworten oder ob Sie dagegen sind?

Verbesserung der Verfahren zur Übersetzung dieser Dokumente

		Favorable	Opposé(e)	NSP
		In favour	Against	DK
		Dafür	Dagegen	WN
		EB 73.5	EB 73.5	EB 73.5
%				
	EU 27	<b>89</b>	<b>4</b>	<b>7</b>
	BE	<b>93</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
	BG	<b>86</b>	<b>2</b>	<b>12</b>
	CZ	<b>92</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	DK	<b>88</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
	D-W	<b>92</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
	DE	<b>92</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
	D-E	<b>91</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
	EE	<b>86</b>	<b>2</b>	<b>12</b>
	IE	<b>74</b>	<b>3</b>	<b>23</b>
	EL	<b>93</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
	ES	<b>93</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
	FR	<b>94</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
	IT	<b>83</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
	CY	<b>91</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
	LV	<b>93</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
	LT	<b>89</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
	LU	<b>96</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	HU	<b>93</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
	MT	<b>75</b>	<b>6</b>	<b>19</b>
	NL	<b>91</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
	AT	<b>83</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
	PL	<b>92</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	PT	<b>88</b>	<b>2</b>	<b>10</b>
	RO	<b>89</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
	SI	<b>93</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
	SK	<b>95</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
	FI	<b>87</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
	SE	<b>88</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
	UK	<b>81</b>	<b>8</b>	<b>11</b>